

# kuertz & knapp.

HUEWERMOUNT №3-25

**ÉCOLE MODULAIRE**  
Construire l'avenir  
scolaire

**GESCHIERKËSCHT**  
Projet pilote pour  
enfants au Matgesfeld

**HAPPY BIRTHDAY**  
100 Joer  
Société Avicole

**COIFFER REWA**  
Méi wéi just  
Hoer schneiden

■ BIELES ■ EILERENG ■ SUESSEM ■ ZOLWER





## MAGAZIN.

- 6 **École modulaire préfabriquée**  
Construire l'avenir scolaire
- 18 **Société Avicole**  
All Dag mat Liewen ze dinn
- 22 **Timo Wagner**  
Nom Sport koum d'Schauspillerei
- 34 **Coiffer REWA**  
Méi wéi Hoer schneiden
- 40 **Den Heemwee vum Steen**  
Promenade interactive au Gaalgebierg
- 46 **Les baby-sitters de la commune**  
Memory, mandala ou Monopoly



## INFORMATIONSBLAT.

- 51 **Sitzung 23.05.2025**
- 66 **Sitzung 20.06.2025**
- 80 **Sitzung 11.07.2025**

# Kuerz & knapp.

HUEWERMOUNT №3·25



### GEMENG SUESSEM

60, rue de la Poste L-4477 Belvaux T (+352) 59 30 75 - 1  
mail@suessem.lu [www.suessem.lu](http://www.suessem.lu)  
fb/gemengsuessem [instagram/gemengsuessem](https://www.instagram.com/gemengsuessem)

### IMPRESSUM

Redaktioun, Konzeptioun & Fotoen  
**Service des Relations publiques et de la Culture**  
Stéckzuel **8.100 Exemplairen**  
**Biele, September 2025**



L

## Léif Matbiergerinnen a Matbierger,

Ausgerout a mat opgeluedene Batterië starte mir zesummen an dat neit Schouljoer. D'Rentrée bedeit ëmmer eng Zäit vun neien Ufäng-fir d'Schüler-innen, hir Familljen, mee och fir eis edukativ Ekippen, déi mat vill Engagement dru schaffen, e liewegt a léisungsorientéiert Ëmfeld ze bidden. An déser Editioun vun eisem Gemengemagasinn kucke mir op déi Projeten, déi eis Jonk an den nächste Méint begleeden – dorënner och déi nei modular Schoulstruktur zu Zolwer.

Déi kreativ Energie vun eiser Gemeng huet sech iwwert de Summer nees gewisen – besonnesch duerch kulturell Manifestatiounen, déi eng dynamesch, inklusiv Atmosphär geschaf hunn. De Flow Festival huet mat der 5. Editioun nees fir déi bescht Momenter gesuergt. Falls dir selwer net do waart, kënnt dir iech op 4 Säiten een eegent Bild maachen. Mir setzen de Fokus och op de Fotograf Eric Engel, deem säi Vernissage ee richtege Succès war. D'Expo geet nach bis Enn September. Donieft hu mir de Schauspiller Timo Wagner getraff a mir stellen iech de Coiffersalon Hairdress by Tess an der Résidence Op der Waassertrap vir. Wéi gewinnt läit eise Fokus op engagéierten an talentéierte Matmënschen, déi mir iech duerch perséinlech Portraite méi no bréngen.

Ech wënschen iech vill Freed beim Liesen an eng Rentrée voller Energie, Entdeckungen a villversprechende Projeten.

Är Buergermeeschtesch / Votre bourgmestre,  
**Simone Asselborn-Bintz**

F

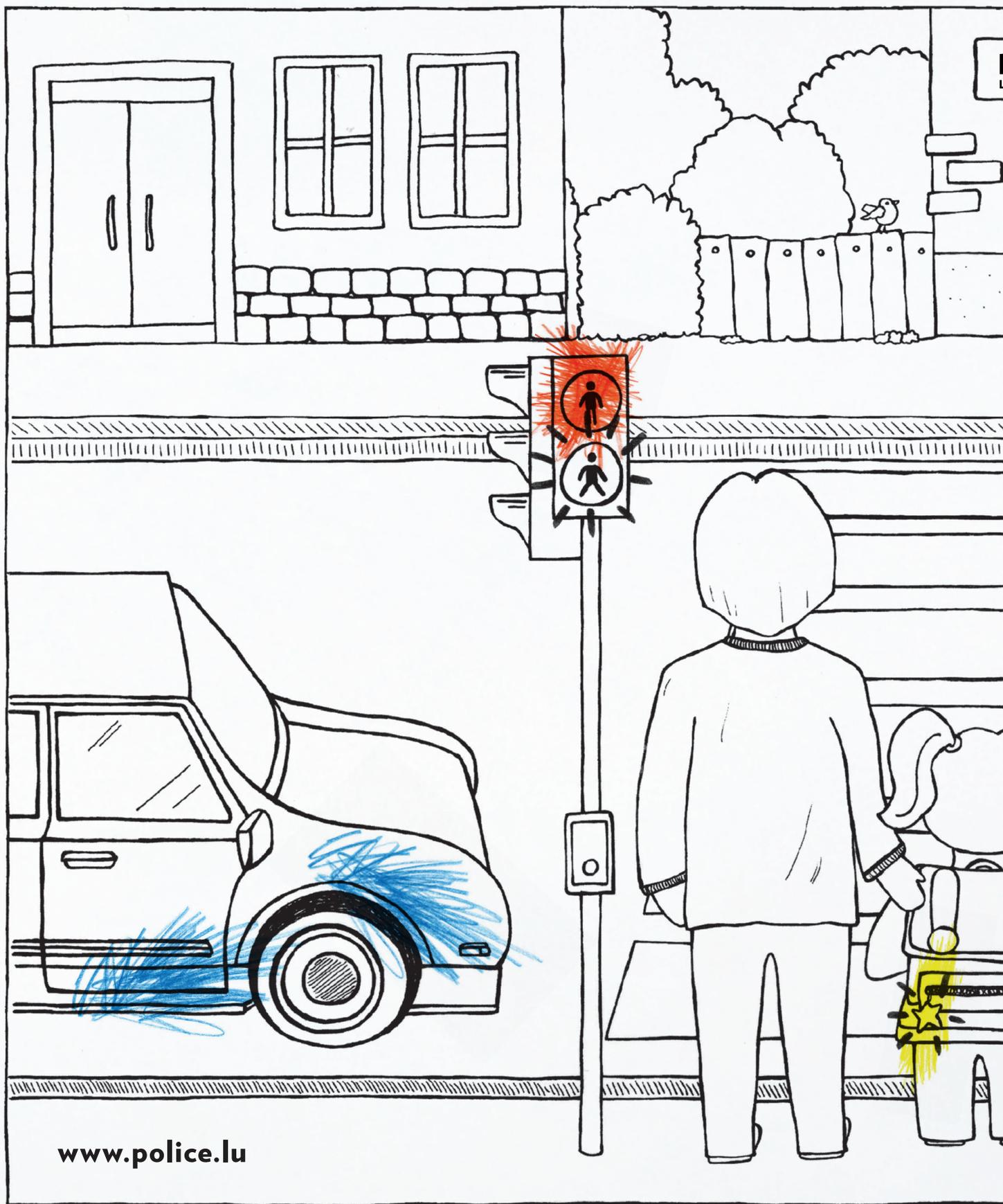
## Chères concitoyennes, chers concitoyens,

Reposé-e-s et rechargé-e-s, nous abordons ensemble cette rentrée avec enthousiasme et détermination. Le début de l'année scolaire marque toujours une période de renouveau: pour les élèves, leurs familles, mais aussi pour nos équipes éducatives, engagées à offrir un cadre stimulant et accueillant. À cette occasion, notre magazine revient sur les projets qui accompagneront nos jeunes dans les mois à venir comme la nouvelle école modulaire préfabriquée à Soleuvre.

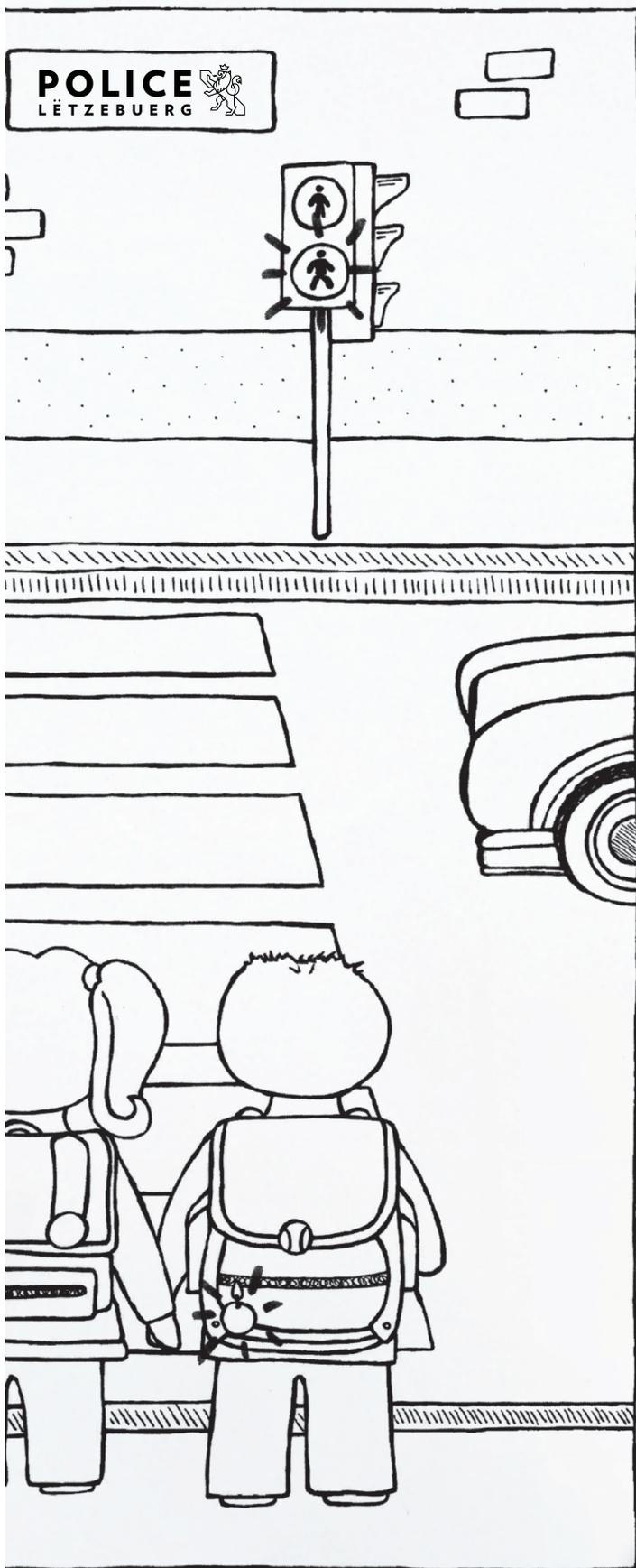
L'énergie créative de notre commune s'est également exprimée cet été à travers des événements culturels porteurs. Le Flow Festival, rendez-vous incontournable, a une fois de plus insufflé une dynamique festive, artistique et inclusive. Dans cette édition, nous mettons également à l'honneur le photographe Eric Engel, dont l'exposition au Parc Backes a transformé ce lieu en galerie à ciel ouvert. L'expo se poursuit jusqu'à la fin septembre.

Cette publication propose de belles rencontres humaines comme les portraits du comédien Timo Wagner, dont le parcours scénique impressionne, et du salon de coiffeur Hairdress by Tess à la Résidence Op der Waassertrap, dont la passion et l'engagement quotidien sont une véritable source d'inspiration. Nous continuerons à soutenir le vivre-ensemble, à valoriser les talents locaux, et à renforcer les liens qui font la force de notre commune.

Je vous souhaite une excellente lecture, ainsi qu'une rentrée pleine d'élan, de découvertes et de projets porteurs.



[www.police.lu](http://www.police.lu)

**L****Gutt ze wëssen**

D'Rentrée ass do an domat déi grouss Virfreed, seng Klassenkomerod-innen an d'Léierpersonal erëmze gesinn. All Dag ass de Schoulwee eng kleng Aventure, op där virun allem eppes zielt – Sécherheet. D'Police erënnert d'Kanner un e puer einfach, mee wichteg Reegelen: um Trottoir goen, just op Zebrasträifen iwwert d'Strooss goen, gutt no léns a riets kucken éier et eriwwer geet a waarden, bis all Gefier steet. Dës Gewunnechten hëllef, Kanner net a Gefor ze bréngen an d'Elteren ze berouegen. Zesumme suerge mir dofir, datt de Schoulwee e schéinen a séchere Moment vum Dag bleift.

**F****Bon à savoir**

La rentrée est là, et avec elle le plaisir de retrouver ses camarades et ses enseignants. Chaque jour, le chemin de l'école est une petite aventure : il est important de l'emprunter en toute sécurité. La police rappelle aux enfants quelques règles simples mais essentielles : marcher sur le trottoir, traverser uniquement aux passages piétons, bien regarder à gauche et à droite avant de traverser, et attendre que les véhicules soient arrêtés. Ces habitudes protègent les plus jeunes et rassurent les parents. Ensemble, nous faisons en sorte que le chemin de l'école reste un moment agréable et sans danger.



ÉCOLE MODULAIRE  
PRÉFABRIQUÉE SCHEIERHAFF.

# Construire l'avenir scolaire



F

**En vue de la rentrée 2026/27, notre commune se mobilise déjà pleinement pour offrir aux élèves des infrastructures scolaires modernes, fonctionnelles et adaptées aux exigences pédagogiques actuelles.**

L'échevin responsable en matière de l'éducation et SEA Steve Gierenz et le Service technique révèlent un vaste programme de construction, rénovation et extension d'ores et déjà en cours. C'est la volonté d'assurer un accueil optimal des enfants, aujourd'hui et dans un avenir proche. « C'est un vaste plan de construction et rénovation pour répondre aux besoins grandissants de notre communauté », indique Steve Gierenz. « Concernant l'alphabétisation en allemand et en français pour la rentrée 2026/27, la situation est globalement sous contrôle. Partout, il y aura suffisamment de places pour appliquer les directives du ministère, à l'exception du Roude Wee où les besoins restent pressants. » ▶

ire.



► Le quartier du Roude Wee, avec son afflux important de nouvelles familles dans la cité Geessewee, constitue un défi pour les prochaines années. L'échevin précise : « Nous devons trouver une solution transitoire avant la construction d'une nouvelle école. Un concours pour la nouvelle école est déjà lancé, et un bureau d'étude sera choisi cet automne pour mener à bien ce projet. » La commune est bien préparée. Par ailleurs, pour renforcer l'offre sportive et de loisirs dans ce quartier, une salle de sport et une piscine scolaire (réservée aux écolier-ière-s) sont prévues, ce qui contribuera à améliorer l'expérience globale des élèves.

En conséquence, le projet de construction d'une école modulaire préfabriquée à Soleuvre, rue Jean Anen, entre le hall de tennis et la maison relais, est né. Ce bâtiment temporaire, d'une surface de près de 880m<sup>2</sup> répartie sur deux étages, pourra accueillir les élèves pendant les travaux importants de rénovation de l'école du centre de Soleuvre, prévus au cours de l'année scolaire 2025/26.

Ce nouveau module comprendra six salles de classe, une bibliothèque, une salle de réunion pour les enseignant·e·s, des sanitaires, des locaux techniques et un ascenseur, avec une cour aménagée offrant un accès direct aux aires de jeux. La construction,

respectueuse de l'environnement, sera équipée d'une pompe à chaleur air/eau et de panneaux photovoltaïques, visant la classe énergétique A.

« Le projet est une solution flexible qui pourra également servir lors de futures rénovations scolaires », souligne le Service technique. Un budget de 4,5 millions d'euros TTC est dédié à ce chantier. Le bâtiment sera prêt à accueillir les enfants après le congé de la Toussaint.

L'école Soleuvre-Centre fermera ses portes en automne 2025 afin d'entamer une rénovation majeure. Pendant ce temps, les élèves

seront accueillis dans des modules temporaires au Scheierhaff entre la maison relais et le hall de tennis. Par ailleurs, le bâtiment de l'école Soleuvre-Centre sera agrandi pour accueillir deux classes supplémentaires, tout en maintenant la classe C1 en place.

## Extensions et rénovations pour plus de confort

L'échevin Steve Gierenz précise : « Une nouvelle structure sera également mise en service à Soleuvre, à proximité de l'école 2000, pour accueillir à la fois le SEA (Service d'éducation et d'accueil pour enfants) et les élèves, avec une utilisation optimisée des locaux selon les horaires. » À Sanem, les travaux d'agrandissement de l'école sont déjà en cours, permettant de répondre rapidement à la demande croissante.

La construction d'une nouvelle école est également programmée aux alentours à Belval afin de préparer l'avenir. Quant à l'école Belvaux-Poste, une rénovation est planifiée dans un futur proche, confirmant l'engagement constant de la commune à moderniser ses infrastructures. Les responsables du Service projets précisent qu'en plus de la rénovation, Belvaux bénéficiera à court terme d'une structure provisoire, suivie d'une extension ou de l'aménagement d'un deuxième site.

## Une dynamique d'amélioration continue

« Chaque projet abouti prépare le terrain pour le suivant. Cette dynamique constante garantit que nos enfants bénéficient en permanence d'un cadre scolaire sûr, moderne et stimulant », rappelle Steve Gierenz avec enthousiasme. L'ensemble de ces initiatives témoigne d'un véritable engagement à soutenir la croissance démo-

graphique tout en améliorant la qualité de vie et d'apprentissage des élèves, dans un esprit de développement durable et de modernité.

« En fait, nous n'avons jamais fini de construire ou de rénover », conclut l'échevin responsable. Dans ce cas, c'est important de mentionner le projet « Masterplan Éducation 2035 », qui vise à établir, autant que possible, une planification pluriannuelle afin de répondre en temps utile aux besoins en infrastructures scolaires. À cette fin, un bureau d'études spécialisé a été mandaté. « Lorsqu'un chantier est terminé, le suivant est déjà en cours. Et cela fait partie du processus si nous voulons, en tant que commune, avoir le meilleur accueil possible pour nos écoliers. »

### ÉCOLE MODULAIRE PRÉFABRIQUÉE SCHEIERHAFF

Vote au conseil communal :  
**3 mars 2025**

Fin du chantier prévision :  
**au cours de l'année scolaire**

Deux étages, 20 modules  
Longueur : ± 30 m  
Largeur : ± 14.6 m  
Surface totale : ± 880 m<sup>2</sup>  
Pompe à chaleur air/eau  
Panneaux photovoltaïques  
Classe énergétique : A



— **STEVE GIERENZ.**  
Échevin responsable en matière  
de l'éducation et SEA

# SERVICE BABYPLUS

Pour toutes les familles qui attendent ou viennent d'avoir un bébé



**information, consultation et suivi gratuits à partir de la grossesse  
ainsi que pendant la première année de vie du bébé**

suessem.lu • +352 36 05 97 - 30 • babyplus@liewensufank.lu



DATE	LOCALITÉ, ARRÊT ET HORAIRE
17.09.2025	
08.+29.10.2025	<b>Sanem » 09h20–10h00</b>
19.11.2025	Rue de Niederborn
10.12.2025	an der Bushaltestelle seitens der Schule
14.01.2026	<i>arrêt bus scolaire – école fondamentale</i>
04.02.2026	
15.09.2025	
06.+27.10.2025	<b>Soleuvre » 14h40–15h30</b>
17.11.2025	Rue Scheierhaff
08.12.2025	beim ehemaligen Altenheim
12.01.2026	<i>près de l'ancien CIPA</i>
02.+23.02.2026	

Für weitere Informationen | *Information complémentaire :*  
**Service Bicherbus Bibliothèque Nationale de Luxembourg**

► (+352) 26 55 9 - 240 | [bicherbus@bnl.etat.lu](mailto:bicherbus@bnl.etat.lu)

**WEITERE TERMINE** | AUTRES DATES [bnl.public.lu](http://bnl.public.lu)

► Der ‚**Bicherbus**‘ ist eine mobile **Bibliothek**, bei der man kostenlos Bücher ausleihen kann. Die rollende Bücherei wurde auf Initiative des Kulturministeriums ins Leben gerufen und umfasst rund **80.000 Werke** verschiedenster Themen. **Ein Großteil** dieser Werke **ist Kindern und Jugendlichen vorbehalten.**

In der Liste finden Sie die Daten und Uhrzeiten, an denen der ‚Bicherbus‘ in der Gemeinde Sanem Halt macht.

► Le ‚**Bicherbus**‘ est une **bibliothèque mobile** qui permet d'emprunter des livres gratuitement. Le projet a été initié par le Ministère de la Culture et propose une collection d'environ **80.000 livres**. Une **grande partie** de ces livres est **réservée aux enfants et aux adolescent·es**.

Veillez consulter le tableau avec les dates et les horaires précis du passage du ‚Bicherbus‘ dans la Commune de Sanem.



DILLEN  
DAPP

**D**en *Dillendapp* ass d'Rubrik am *kuerz&knapp*, bei där d'Schoulkanner aus eiser Gemeng d'Wuert hunn. Zesumme mat hiren Enseignantent sichen sech d'Schüler-innen hir Theeme selwer eraus a bréngen dës dann op hir ganz perséinlech Manéier op d'Blat. An dëser Editioun huelen d'Schüler-inne vun der Klass 3.1 vun der Schoul Bieles-Post eis mat an eis Jumelage-Gemeng Chauffailles a Frankräich.

## Unser Austausch in Chauffailles.

KLASSE 3.1 — SCHOUL BIELES-POST

Vom 16. bis 20. Juni waren wir mit unserer Klasse aus der Schule Belvaux-Post in Chauffailles in Frankreich. Das war ein Austausch mit der Gemeinde Sanem. Es war sehr schön! Die Leute in Chauffailles waren sehr freundlich. Wir wurden herzlich empfangen und fühlten uns sofort wohl.

Wir haben viele neue Kinder kennengelernt und sie waren alle nett zu uns. Wir haben viel zusammen gemacht: gespielt, Ausflüge gemacht und leckeres Essen gegessen.

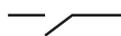
Am meisten hat mir gefallen, dass wir so viel gelacht und neue Freunde gefunden haben. Am Ende der Woche waren alle ein bisschen traurig, dass wir schon wieder nach Hause mussten. Es war eine tolle Zeit und ich hoffe, dass wir unsere neuen Freunde bald wiedersehen!





INAUGURATION.

# Crèche Roude Wee.



F

Vendredi, le 20 juin 2025, la Commune de Sanem a inauguré la nouvelle crèche communale Roude Wee à Belvaux, dans le cadre festif de sa fête d'été. Familles, enfants, éducateur·rice·s et élu·e·s ont partagé un beau moment de découverte et de convivialité. Les nouveaux locaux, modernes et accueillants, reflètent l'engagement de la commune pour le bien-être des tout-petits. Une fête joyeuse et pleine de sens, à l'image de la crèche.



Galerie photos  
[NEON.LY/INAUGURATIONROUDEWEE](https://neon.ly/inaugurationroudewee)





© Max Staus

# Performances exceptionnelles.

**F**

Au cours des mois de juin et juillet 2025, la Commune de Sanem a organisé plusieurs réceptions officielles à la mairie afin de distinguer des performances sportives d'exception. Ces cérémonies visaient à souligner des accomplissements au-delà des distinctions habituelles et à exprimer la gratitude de la commune envers ses athlètes. Les événements ont notamment permis de célébrer

une accession en division supérieure ainsi que la défense réussie de titres nationaux, confirmant ainsi la place prépondérante du sport dans la vie locale. Ces performances de haut niveau confirment non seulement l'excellence des athlètes concernés, mais aussi l'importance du sport comme facteur de cohésion, de fierté et de rayonnement pour la collectivité.



Galerie photos  
NEON.LY/PHOTOGALLERY

GREEN.  
EVENTS

Jardin communautaire

# Matges- fest

Gemeinschaftsgärt,  
Umwelt- a Bildungszentrum

SAMSDEN 11.10.

Octo  
Eti Soleil  
Adriano Selva

Déi zwee Deeg  
11-17 Auer

INFO- A  
VERKAFSSTÄNN  
KLEEDERTAUSCHBOURSE  
IESSEN & GEDRÉNKS

SONNDEN 12.10.

11-14 Auer Repair Café  
Suessemer Jugendmusek  
Georges Christen

11.10.

12.10.

11-17 AUER



NaturPakt  
Meng Gemeng engagéiert sech

KlimaPakt  
EUROPEAN ENERGY AWARD  
Meng Gemeng engagéiert sech



matgesfeld.lu

Fannt eis hei:





PILOTPROJET AM MATGESFELD.

# D'Kanner- Geschierkëscht.

**L**

D'Gemeng Suessem ass houfreg, de Pilotprojet Kanner-Geschierkëscht vun der UP\_FOUNDATION am Bildungs- an Ëmweltzenter Matgesfeld offiziell ze presentéieren – eng innovativ Initiativ, déi praktesch Erfahrung iwwert d'Bildung, nohaltegt Denken a Beruffsorientéierung matenee verbënnt.

**F**

Version française  
[NEON.LY/KANNERGESCHIERK](https://neon.ly/kannergeschierk)



Dëse Projet riicht sech u Schoulkanner tëscht 7 a 14 Joer an erméiglecht hinnen, am öffentleche Raum ze plangen, ze bauen a praktesch Strukture selwer ze entwéckelen. Duerch dëse kreative Bauprozess entwéckele si wichteg Fäegkeete wéi feina- a grobmotoresch Kompetenzen, Kreativitéit, Selbststännegkeet an e Bewosstsi fir nohaltegt Handelen.

## DE PROJET BESTEET AUS ZWOU HAAPTACHSEN:

### 1. De Chantier:

eng interaktiv Plaz, wou Kanner zesumme mat Fachleit aus dem Handwerk léieren, wéi een eppes mat den Hänn erschaaft.

### 2. De mobilen Atelier (ab 2027):

déi mobil Fortsetzung vum Projet, déi duerch d'Land reest a Follgendes ubitt:

- Een Netz aus Partner-innen, dat d'Kanner begleet fir handwierklech Beruffer ze erfuerschen;
- Eng mobil Toolbox mat Material, Equipment a Sécherheetgeschier;
- Ee pädagogesche Kader, deen Opklärung, Plangen a praktesch Ëmsetzung mateneen verbënnt.



## PLAZ FIR INNOVATIOUN

De Pilotprojet am Matgesfeld ass déi éischt Etapp vun dëser Initiativ. Zesumme mat Handwierker-inne bauen d'Kanner eng nohaltegt Cabane, déi spéider och gebraucht soll ginn, fir zum Beispill Atelieren ze organiséieren.

## ENG NOHALTEG ZUKUNFT

No 2026 kritt d'Cabane eng permanent pädagogesch Roll um Matgesfeld. Si wäert als Léierplaz fir Aktivitéite ronderëm d'Handwerk, natierlech Ressourcen an erneierbar Energien déngen – a gläichzäitig den Engagement vun der Gemeng am Beräich vun der Bildung fir nohaltegt

Entwécklung weider stäerken. Unhand vun der gesammelter Erfahrung wäert ab 2027 ee mobilen Atelier entwéckelt ginn. Entstanen an der Gemeng Suessem, erméiglecht dëse Projet d'Weiterféierung vun der Initiativ an d'Verbreedung vum hei entwéckelte Savoir-faire. D'Gemeng Suessem bleibt domat d'Wéi an d'Referenz vun dëser innovativer Bildungsinitiativ ronderëm Handwerk an Nohaltegkeet a setzt sech op dës Manéier fir eng ëmweltfrëndlech, inklusiv a praxisorientéiert Bildung an – fir déi jonk Generatioun vu muer. Eng Initiativ vun der UP\_Foundation, ënnerstëtzt vun der Oeuvre Nationale de Secours Grande-Duchesse Charlotte an enge sëllege lokale Partner-innen.

SOCIÉTÉ AVICOLE  
BELVAUX.

# Mir hunnn all Dag mat Liewen ze dinn.

L

Den 2. August 1925 gouf d'Société Avicole de Belvaux gegrënnt. Et läit op der Hand, dass am Laf vun 100 Joer net nëmmen d'Gewunnechte vun de Mënsche geännert hunn, mee dass och d'Gesellschaft haut eng aner ass wéi deemools. Mir hu fir de Centenaire mat Memberen iwuer d'Geschicht vum Veräin, hiren Engagement an d'Hoffnung fir d'Zukunft geschwat.

„Als Kand sinn ech mat Hénger a Kanéngercher grouss ginn. Meng Grousselteren zu béide Säiten haten Déieren“, erënnert sech de Franky Gilbertz bei eisem Treffen op engem sonnegem Nomëtteg. D'Faszinatioun fir dat Liewegt sollt Joren duerno wéi e Boomerang zeréck kommen. Een Dag virun der Gebuert vu sengem zweete Kand 2015 gouf d'Zuchtanlag vun der Société Avicole nieft de Gemeinschaftsgäert am Matgesfeld zu Bielea ageweit. Member war hien do nach net. „Mir sinn ëmmer mat de Kanner laanscht getrëpelt an hate Loscht, zesummen eppes an der Natur ze maachen. Du kouw ech mam deemolege President Mett Sossong an d'Gespréich, dee mer eng Parzell ugebueden huet. D'Zucht huet mech immens interesséiert.“ E puer Méint duerno sollt hien d'Relève vum Här Sossong iwwerhuelen. De mëttlerweil verstuere wene President hat joerzëngtelaang fir eng Gemeinschaftszuchtanlag gekämpft, a vill Zäit an Energie dra gestach.

Bei eisem Tour duerch d'Anlag erkläert de Franky Gilbertz, dass all Déier säi Charakter

huet an et mierkt een, dass hie vill Zäit a säin Hobby stécht. „Fréier hate vill Leit d'Chance, genuch Terrain respektiv Plaz bei hirem Haus ze hunn, fir Déieren ze züchten. Mee d'Gesetzer goufen iergendwann ëmmer méi streng an d'Wunnsituatiounen hu geännert“, seet hien. „De Mett huet dofir gesuergt, dass de Financement fir de Bau géing klappen, an dass d'Gemeng eis en Terrain zur Verfügung géing stellen. Dëse Bail emphytéotique leeft bis Enn 2058.“ 2010 gongen d'Aarbechte lass. D'Administration des services techniques de l'agriculture (ASTA) hat 40 Prozent vun de Käschten iwwerholl, an och Ressourcen a Logistik bäigesteiert. Vun der Gemeng Suessem gouf et en ausseruerdentleche Subsid. D'Gebaier vun der Zuchtanlag goufen iwuer a puer Joer vun engem Grapp voll Idealiste vun der Société Avicole vu Bielea an Eegeregie gebaut. De fréiere President Mett Sossong kouw eegene Rechnungen no op iwuer 3.000 Aarbechtsstonnen. Hien huet och alles dokumentéiert. De Franky weist eis véier Fotoalbumen, déi en detailléierten Abléck an déi verschidde Bauphase ginn an

duerch hir ongefiltert Manéier d'Kollegialitéit an déi gutt Stëmmung am Veräin ënnersträchen.

## ZËENTER 25 JOER MAT DOBÄI

Och de Comitésmember Edmond Siuda huet zum Grupp gehéiert. „Mir hu virun allem weekends geschafft, an och soss nach verschidden Deeg. Et sinn och emol aner Veräinsleit a Sympathisanten eng Hand mat upake komm“, erënnert hie sech. „Et ass een owes vreckt heem gaangen. Geschafft hu mer wéi Päerd, mee dobäi och de Geck gemaach a gelaacht.“ Den Edmond hat als Jongesell viles materlieft: vum Fussball iwuer d'Musek bis bei de Keeleclub. „Bei d'Société Avicole kouw ech eréischt méi spët, viru 25 Joer duerch meng zweet Fra. Si war Giedel bei der Fahnenweihe. Ech war op eemol ënner lauter frieme Leit, mee ech sinn eragewuess.“ D'Liliane Siuda ënnersträicht genee wéi hire Mann, dass den Ekippegeschicht si motivéiert. Mat den Déieren oder der Zucht hat si selwer ni direkt ▶



**„Den Ëmgang mat den Déieren an de Respekt virum Essen sinn net méi selbstverständlech bei de Kanner.“**



**„Et ass een owes  
vreckt heem  
gaangen. Geschäft  
hu mer wéi Päerd,  
mee dobäi och de  
Geck gemaach a  
gelaacht.“**

— EDMOND SIUDA.  
Comitésmember

► eppes ze dinn. Jiddereen huet säin Zoustännekeetsberäich, well et am Laf vun engem Joer jo och eng Partie Fester ze organiséiere gëtt. „Scho fréier, mat eiser Kichenekipp, war et flott, akafen ze goen an dofir ze suergen, dass herno eppes um Teller war. Mir sinn och ni vill bei de Bäcker gaangen, mee hu léiwer selwer gebak“, resuméiert d'Liliane d'Opdeelung. Hire Mann, den Edmond, ass zoustänneg fir d'Gedrénks „Jiddereen ass Chef a sengem Domän an hält seng Decisiounen“, ergänzt de Franky. „Wann awer mol eppes schif leeft, gëtt dat einfach spéider am Comité beschwat.“

Bei iwwer 150 Membere gëtt et e Kär vu 15 bis 20 Leit, déi vun der traditioneller Jippelchersausstellung am Fréijoer bis bei de KreativmoART am Hierscht d'Evenementer plangen an duerchféieren. Dëst Joer gëtt erëm eppes agefouert, dat et fréier gouf, mee mat der Zäit am Sand verlaf ass. „Mir maache vum 14. bis de 16. November um Scheierhaff eng Lokalausstellung mat ausgewuessenen Déieren, déi vu Präisriichter priméiert ginn. Mir hunn eis un Däitschland inspiréiert, a nennen se als Hommage un eise laangjäreg President ‚Gedächtnisschau Mett Sossong‘. An deem Kader feiere mir



och de Centenaire“, betount de Franky Gilbertz houfreg. Iergendwann soll nach eng Ausstellung ronderëm d'Entstéiungsgeschicht vun der Zuuchtanlag op d'Bee gestallt ginn. „Et ass natierlech och, fir dass Suen an d'Keess kommen“, gëtt de President zou. „Bei eiser Infrastruktur kommen no all de Joren esou lues Verschläisserscheinungen, wou mer nobessere mussen. A mir hu lafend Käschten.“ Lafend ass iwwregens och den Engagement vun den Ziichter vis-à-vis vun den Déieren, betount de Franky. „Mir hunn all Dag mat Liewen ze dinn an do kanns de keng Paus maachen.“

## SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE AN DEN 20ER

D'Société Avicole deelt sech d'Matgesfeld mat den Amis de la Fleur, déi d'Gemeinschaftsgäert op der anerer Säit vum Site geréieren, a mat der Gemeng. „Mir hu siwen aktiv Ziichter“, erklärt de Franky Gilbertz. „Ech betounen ëmmer, dass mir ‚organiséiert‘ Klengdéierenzuucht maachen an et gëtt Reegelen. Mir halen zum Beispill nëmme Rassendéieren an dokumentéieren alles.“ Schonn um Enn vum 19. Joerhonnert gouf et en änleche Veräin zu Biele, mee als Société Coopérative gouf se eréischt 1925 offiziell gegrënnt. „Eng Cooperative huet Sënn gemaach, ënner anerem fir Maschinnen a Material unzeschafen an och fir d'Endprodukter ze vermaarten. Net nëmme d'Fleesch vun den Déieren an d'Eeër, mee och Kanéngerchersfeller ware gefrot“,

erkläert de President d'Situatioun tëscht den zwee Weltkriicher. „Et gouf och festgestalt, dass d'Déieren eng gewëss Schéinheet hunn. D'Rassebeschreiwunge goufen néiergeschriwwen a Standarde geschaf.“ 1922 war d'Publikatioun vum 48-säitegen Dokument „Luxemburger Prämierungs-System in der Kleintierzucht“ am regionale Kontext e wichtegen, konkrete Schratt Richtung Standardiséierung. Am selwechte Joer gouf och den Daachverband Union des Sociétés Avicoles du Grand-Duché de Luxembourg (USAL) gegrënnt, zu deem d'Société Avicole de Belvaux gehéiert.

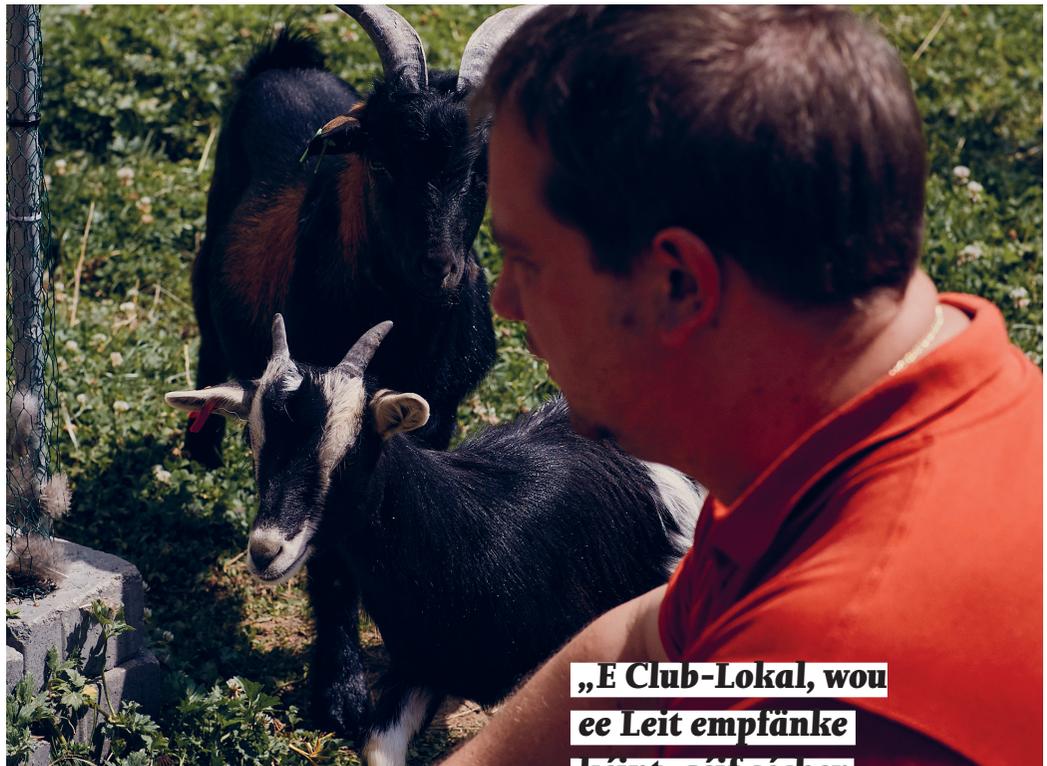
Aktuell huet de Veräin sechs individuell Parzellen an der Zuuchtanlag zu Bieles, déi fir e kleng Loyer exploitéiert ginn a fir déi et eng Waardelëscht gëtt. „D'Konscht vum Ziichten ass et, d'Déier esou no wéi méiglech un d'Beschreiwunge vum Rassestandard ze bréngen. Dozou zielt d'Ausgesinn, mee och de Charakter vum Déier“, präziséiert de Franky. „Ass en Déier roueg oder aggressiv? Ass et e gudde Reproducteur? Dat sinn alles Saachen, déi den Ziichter bewäerte muss.“ Zu de Klengdéieren zielt alles, wat een op Franséisch ënner ‚basse-cour‘ versteet, dorënner Hénger, Inten, Gänsen, Fasanen, Kanéngercher a Mierschwéngercher, fir just déi ze nennen. Hybrid-Déieren, wéi se an der Massenhaltung üblech sinn, gi spezifesch op d'Interesse vun der Industrie hi geziicht. D'Société Avicole huet dofir d'Aufgab, de geneetesche Patrimoine an d'Aartevillfalt duerch d'Rassendéieren ze erhalen.

## SENSIBILISÉIERUNG AN DER SCHOUL

Scho bal 40 Joer laang geet de Veräin och regelméisseg an d'Schoulen, haaptsächlech am Fréijoer, wann d'Zäit vum Bréien ass. De Programm ass un de jeeweilige Cycle ugepasst, an d'Kanner kréie vun de Couveuse bis bei d'Fleeg vum frësch geschlüpfte Jippelchen e konkreten Abléck. „Mir hu mat de Jore gemierkt, dass den edukative Volet immens wichteg ass“, sou de Franky Gilbertz nodenklech. „Den Émgang mat den Déieren an de Respekt virum lessen sinn net méi selbstverständlech bei de Kanner.“ D'Coronapandemie huet bei den Erwuesenen dogéint e Boom ausgeléist, wann et

ëm d'Déierenhaltung geet, wéi de President zougëtt. „D'Leit waren doheem confinéiert an hate warscheinlech den Drang, eppes an hirem Gaart ze maache respektiv sech Déieren unzeschaffen. Mir goufen doropshi vill sollicitéiert, fir Hénger ze verkafen. Wann een sech zwee, dräi Hénger beim Haus hält, ass et net der Däiweil vill Aarbecht a vill Plaz brauch een och net. Mir beroden d'Leit och gär.“ Mobillen oder fixe Stall? Schutz viru Wëlldéieren? Meldeflicht? Iwwer all dës Saache sollt een sech am Virfeld informéieren, fir eng aartgerecht Haltung ze garantéieren. D'Société Avicole wollt e Projet lancéieren,

fir Interessierter halen oder de Leit, déi laanscht spadséieren, d'Méiglechkeet ginn, e bëssen ze verweilen. De Versammlungsraum vum Comité (an der Rue des Alliés zu Bieles, vun der Gemeng zur Verfügung gestallt) ass dofir net gëeegent.“ De Projet fir esou e Lokal nieft der Zuuchtanlag ze baue gëtt dofir weider um Liewe gehalen, genee wéi d'Schafe vun zousätzleche Parzellen. De Bléck geet also ëmmer no vir, , och wann de Weekend vum 20. an 21. September eemol no hanne gekuckt an zesummen op 10 Joer Zuuchtanlag Mathias Sossong geprost gëtt.



**„E Club-Lokal, wou ee Leit empfanke kéint, géif sécher hëllefen.“**

— FRANKY GILBERTZ.  
President

bei deem ee bei hinnen d'Déiere wéi och de passende Stall kéint lounen. Inspiratioun gëtt et vun anere Gemenge wéi Etterbeek an der Belsch. Zanter 2023 gëtt et zu Bieles e soziale Projet mat sougenannten TUC-Aarbechterinne vun ONIS, déi bei deem Projet kéinte mat agebonne ginn, fir mobil Ställ ze bauen.

D'Wënsch fir d'Zukunft vun der Société Avicole leien op der Hand. Wéi bei all Veräin feelt et en Nowuess. „E Club-Lokal, wou ee Leit empfanke kéint, géif sécher hëllefen. Do kéint een och Informatiounsversammlunge

Version française  
SUESSEMJETAIME.LU/SOCIETEAVICOLE100

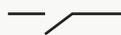


F



TIMO WAGNER.

# Vun der Sportschal virun d'Kamera.



L

Dem Timo Wagner seng éischt Léift war de Sport – sech auspoweren an dat bescht aus sech selwer eraushuelen. Ma schonn deemools war d'Iddi vun der Schauspillerei a sengem Kapp. Haut geet hie mat grousser Disziplin a Sensibilitéit un all seng Rollen erun. An hie weist, dass sech Courage an Neiorientéierung lounen.

Et war keng Bün, mee eng Sportshal, wou dem Timo Wagner seng éischt Passioun entstanen ass. Als Kand huet hien Dëschtennis op héijem Niveau gespilt, war am Kader an ass spéider iwwer d'Liichtathletik beim Stabhéichsprong gelant. Et war eng Zäit voller Disziplin, voller Ambitioun – mee och mat vill Drock. „Kanner a Leeschtungssport, dat ass schonn haart“, erzielt hie während eisem Gespréich bei guddem Wieder op enger Terrass zu Esch.

Den Timo huet geléiert, wéi et ass, sech duerchzebäissen, seng Grenzen ze iwwerwannen a wéi ee sech duerchkämpfe muss, wann Zweifel opkommen. Eng Differenz mat der Federatioun vum Dëschtennis sou wéi eng Verletzung an hunn dozou gefouert, dass den Timo de Sport gewiesselt huet. „D'Verletzung huet dem Stabhéichsprong ee Stréch duerch d'Rechnung gemaach.“ An där Paus huet hien den Entschluss geholl, en anere Wee anzuschloen. „Ech hu scho währenddem mat der Schauspillerei ugefaangen, mee den entscheidende Moment war, wéi ech eemol heem komm sinn a sot, dass ech Schauspiller wëll ginn.“ D'Reaktioun vun den Elteren? „Ganz gutt, mäi Papp sot: „Wann s de dat méchs, dann awer och richtig“, erënnert den Timo sech zeréck. „Si stounge schonn ëmmer hannert mir – hannert eis.“ Den Timo huet zwee Geschwëster. ►



**„Ech begrenze mech aktuell net nëmmen op d'Schauspillerei, och wann ech dee Beruff iwwert alles gär hunn.“**

— TIMO WAGNER.  
Schauspiller



► Duerch ee Bekannte vun den Elteren ass eng nei Dier opgaangen. Déi Bekannte war d'Joffer Yvonne, d'Cousine vum Lëtzebuenger Schrëftsteller a Regisseur Jean-Paul Maes. „Sou sinn ech mat him a Kontakt komm. En huet mäi Papp gefrot, wéini ech da laanscht komme kéint, dass e mech kenneléiert. Ob mir deen an deen Dag géif goen. Mengem Papp seng Äntwert: ‚Ma dann hélt e sech Zäit.‘ Dat hat de Jean-Paul beandrockt“, seet hien a laacht. „Ech hunn Diktiounscoursen an Arts dramatiques gemaach. Dat war mäin éischte Kontakt mat der Theaterwelt – viru war ech vläicht een- oder zweemol am Theater.“

## TROTZ RÉCKSCHLÉI KOUM DE SUCCÈS

Säi weidere Wee war ee laangen – annerhallef Joer ass hie vu Schoul zu Schoul an

Däitsch-land gereest. „Ech hat keng Erfahrung mat Auditiounen, dat war spannend a gläichzäitig beängstegend. D'Ae sinn all op dech gericht. Du sëtzt an engem klengen Raum mat enger Bün an 20 anere Schüler, déi och iwwerzeege wëllen.“ Am Beruff selwer hat hee schon een Abléck kritt, ma den Timo ass schlussendlech néirens ugeholl ginn. „Ech krut dacks gesot, dass ech Techniken hätt, déi een net méi ännere kéint.“ De Problem dobäi ass: D'Schoule wëllen e wäisst Blat, eng Persoun, déi si forme kënnen no hirem Stil. Do huet den Timo net eragepasst. Trotzdem gétt hien net op. Hie kennt zu Paräis bei enger privater Schoul ënner a kann esou säi weidere Wee goen – mat Succès. Haut schafft hien un Theaterstécker, Serien, Filmer an u sech selwer.

„Ech begrenze mech aktuell net nëmmen op d'Schauspillerei, och wann ech dee Beruff iwwert alles gär hunn.“ Dozou komme mer nach.

Hien huet a lëtzebuergesche Stécker gespillt. Seng éischt markant Roll am *Rabonzel* krut hien op Ëmweeër: „Den Hexemeeschter ass ofgesprongen. Dat war de Luc Schiltz (Haaptroll an der Lëtzebuenger Serie *Capitani*, wou den Timo och matgespillt huet, d. Red.), bei deem et dann awer net geklappt huet, well en zäitgläich en anere Projet hat. Amplaz dass eng nei Persoun gesicht gétt, war ech esou kéng a sot ‚huel mech!‘. Riicht eraus ze sinn huet sech gelount. Den Timo kritt d'Roll.“

## D'LEIFT ZUM DETAIL

Ob op der Bün oder virun der Kamera: Fir den Timo zielt d'Detailaarbecht. A *Läif a Séil* huet hie säi Personnage sou konzipéiert, datt dësen ni blénzelt – ausser an deene Momenter, an deenen de Charakter un d'Zweifele kennt. An der Serie *Marginale* huet hie sech intensiv an d'Roll vum

Personnage Leon Clemens versat. „Zesumme mam Regisseur Loïc Tanson si mir iergendwann mat der Iddi komm, dass de Leon eng gewësse Form vun Autismus kéint hunn. Dat gouf genee esou ugeholl an ech konnt et ëmsetzen“. Den Timo spillt seng Rollen net just, hie setzt sech intensiv mat hirem Charakter a wéi hie wëll, dass de Public se wouerhëlt, auserneen. Dofir leet hien esou ee grouse Wäert op d'Zesummenaarbecht mat de Regisseur-innen a Schrëftsteller-innen, déi un der jeeweileger Produktioun bedeelegt sinn.

Den Timo leeft fir seng expressiv Säit – Personnage ewéi dem Heath Ledger säin Joker am *The Dark Knight*, waren eng vun den Inspiratiounen, wéi hien déi éischt Schrëtt a Richtung Schauspielerei gemaach huet. „Do erënneren ech mech un eppes: Ech war deen an de Kino kucken. Nom Film si mer aus dem Sall komm an ech sot, dass ech dat do och kéint!“ Hie fänkt un ze laachen.

Gebierteg vun Zolwer, wunnt den Timo mëttlerweil an enger vun eisen Nopeschgemengen. „Meng Eltere liewen nach ëmmer an deem Haus, an deem ech opgewuess sinn.“ Och wann et hie mëttlerweil an eng aner Uertschaft verschloen huet, bleift Zolwer seng Heemecht. „De Max Gindorff kennen ech vun hei. Dëst Joer hu mir elo vu Januar bis Abrëll zesumme geschafft.“ Eng immens schéi Rencontre, well ee sech eng Zäitchen aus den Ae verluer huet. „Et ass witzeg, dass een an der nämmlecher Gemeng grouss gëtt, am nämmleche Beruff, dann awer komplett verschidde Weeër geet, an dann nees sou zesumme féinnt.“

## NEI PROJÉTEN AN DER MAACH

Géint dem Enn vun eise Gespréich gëtt den Timo eis en Abléck a seng nächst Projéten. „Aktuell schaffen ech un engem Projéit, fir Kannermärcher ze schreiwen.“ Wéi scho virdrun erwänt – den Timo wëll sech konstant weiderentwéckelen an ass oppe fir Neies. Déi Märcher kéinte spéider souguer op der Bün an Zeen gesat ginn. „Da stoung rezent nach eng Zesummenaarbecht mam Max Gindorff un, do weess ech awer nach net, wéini dee Film am Kino ze gesinn ass. Een neie Projéit mam Regisseur Loïc Tanson ass

och an der Maach.“ Ganz spannend Projéten, déi den Timo ganz niewebäi erwänt „Säit Jore steet d'Iddi vun engem Biopic iwwert ee lëtzebuergesche Sportler am Raum.“ An déi Roll géif den Timo, als fréiere Leeschtungssportler, natierlech iwwerhuelen.

Wat hien da léiwer hätt – Theater, Film oder Serie – äntwert de Schauspiller, dass jo alles seng Vir- an Nodeeler hätt. „Am Theater hues de eng Routine, du hues och net sou laang Deeg. Am Film bass de dacks de ganzen Dag amgaangen, du verbréngs vill Zäit vun dengem Dréidag a Camperen. Dat ass bësse manner cool, wann ee vu Januar bis Abrëll dréint an d'Wieder-konditiounen net déi bescht sinn. An awer huet dat eppes.“

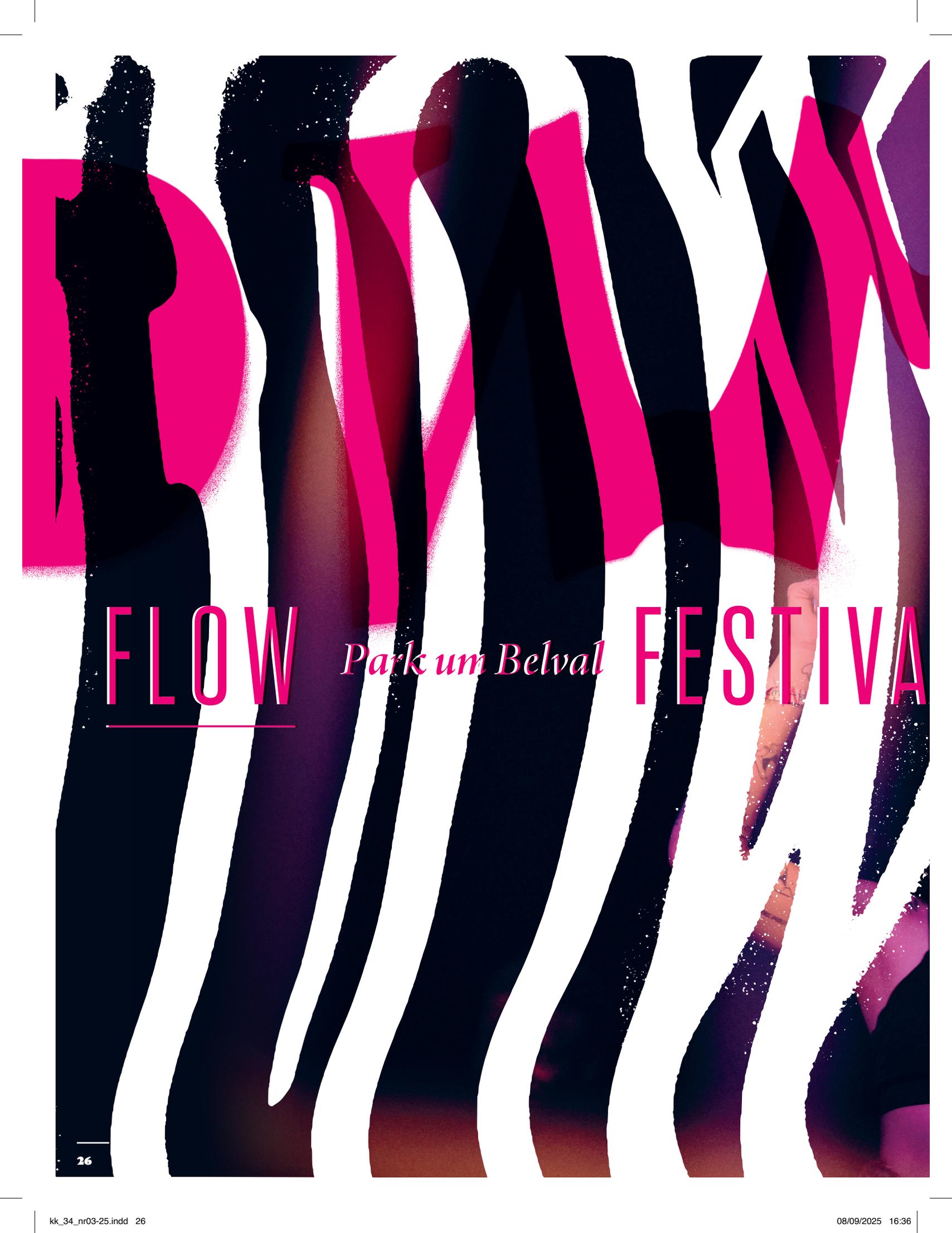
Op d'Fro, ob hie sech hannert der Kamera gesäit, ass hie mitigéiert. „Aktuell éischer manner. Ee wéi de Loïc Tanson, deen huet esou vill Wëssen, deen ass esou passionéiert a gutt an deem wat e mécht. Ech hunn och vill Wëssen, mee bei wäitem net dat doten.“ Hie mécht eng kuerz Paus, éier hie seng Äntwert weider ausbaut. „Fir mech mécht e gudde Regisseur aus, dass hie seng Schauspiller versteet. A wéi verstees de se? Wann s de selwer eng Kéier ee waars“, seet hien. „Mee ech hu mëttlerweil och mat ville Regisseure geschwat, déi selwer ni Schauspiller waren a genee wëssen, wat se maachen a wéi se hir Acteure guidéieren.“



F

Version française

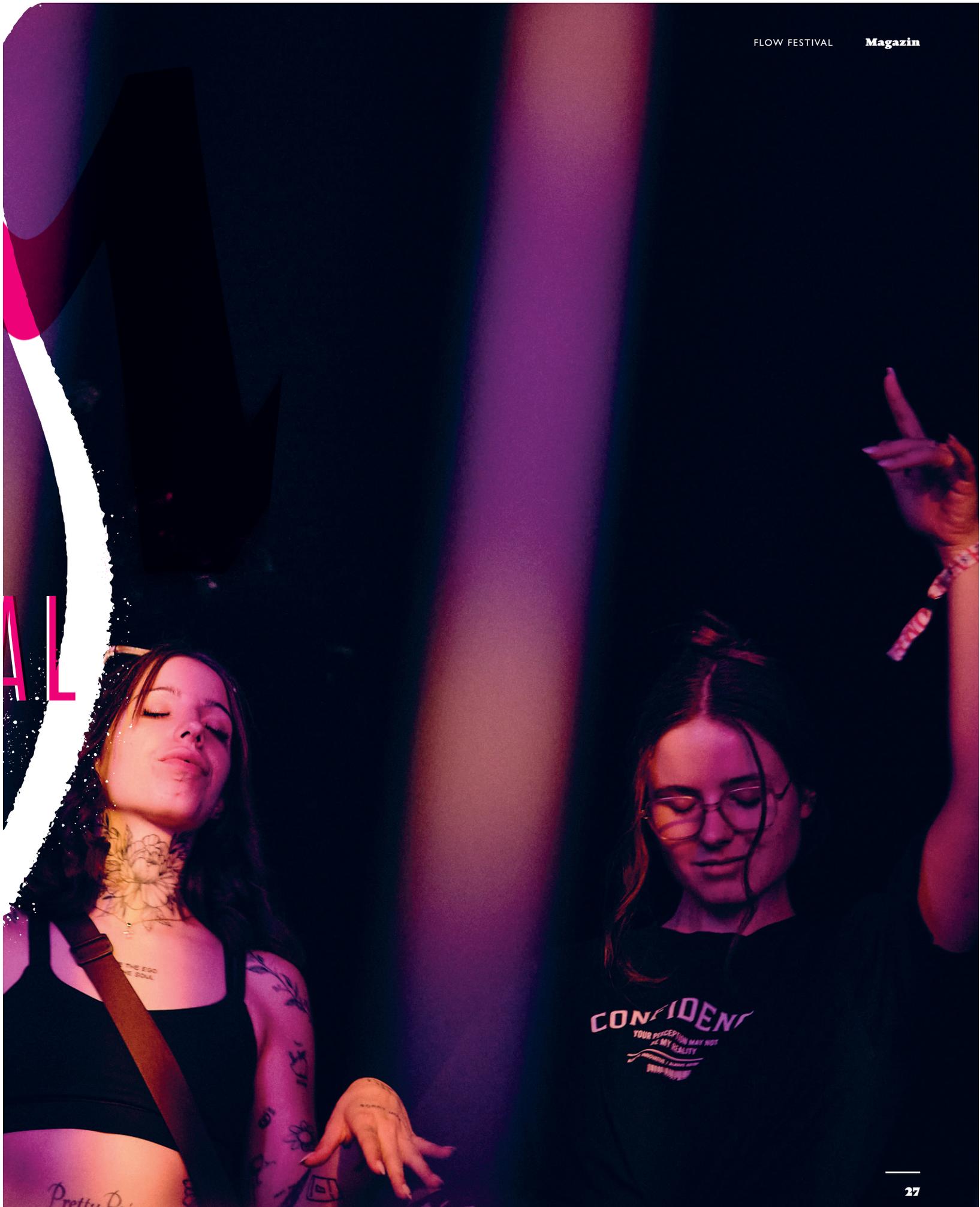
SUESSEMJETAIME.LU/TIMOWAGNER



FLOW

*Park um Belval*

FESTIVA



AL

Pretty P...

CONFIDENT  
YOUR PERCEPTION MAY NOT  
BE MY REALITY

From July 18 to 20, Park um Belval turned into a big fun space full of culture and music for the 5th Flow Festival. For three days, there was a lineup featuring only local music and the second edition of our Creators' Market, FlowMuart, with lots of talented people showing off their work.

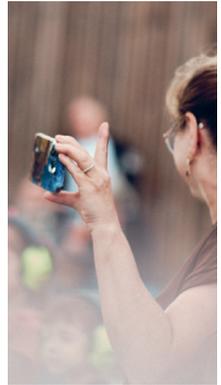
In between concerts from marcy, Maale Gars, Don Piano, and Ryvage, visitors could take their time wandering through the FlowMuart, join different workshops, enjoy some tasty food, or hang out with the family in the Kids' Playground. There were things to make, dance to, and explore — like a textile workshop by Pistacol, a fun kids' disco hosted by MASKÉNADA, and hands-on activities run by our local community services. Even though we had to cancel the third day of the festival due to severe weather conditions, the evening ended with a lovely surprise: Zero Point Five played an intimate set for a small crowd on the terrace of the Pavillon Belval.

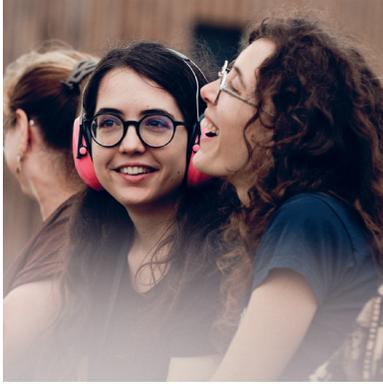
Huge thanks to all the awesome volunteers, partners, artists, craft makers and of course to you, our wonderful audience.

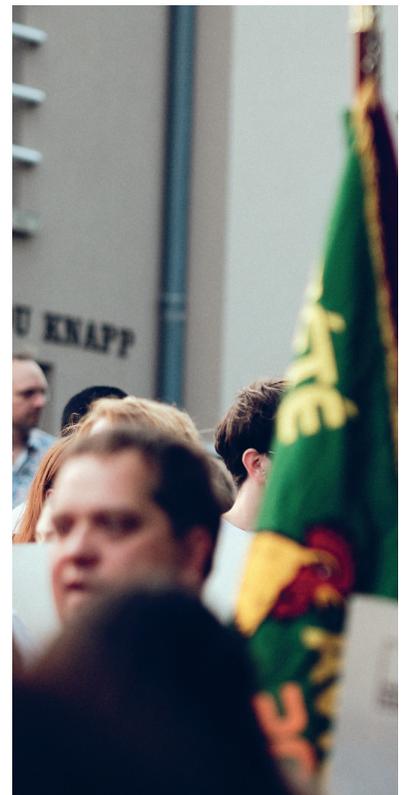
Relive the highlights of the 5th edition of the Flow Festival with a large photo gallery.



Photo gallery  
[FLOWFESTIVAL.LU/GALLERY](https://FLOWFESTIVAL.LU/GALLERY)









EVE OF NATIONAL DAY.

# Vive, Vive, Vive.



**E**

On Sunday 22 June, on the eve of National Day, Soleuvre celebrated in style at KUSS. From 18:00 onwards, DJ Fr3sh set the mood for a festive and relaxed evening. Around 19:30, all those taking part gathered in rue du Knapp for a joyous procession towards the site, before the official speech by Mayor Simone Asselborn-Bintz.

The festivities continued with a swinging concert by the Noisemakers, a spectacular show of dancing fountains entitled Splashtastic!, and finally a late-night party hosted by CDT Events. A great success, full of music, flashy lights and the best people.

Thank you for being a part of it. See you next year.



Galerie photos  
[NEON.LY/NFD2225](https://neon.ly/NFD2225)

Ombudsman  
**okaju**  
fir Kanner a Jugendlecher



Déi selwecht  
**Rechter fir all Kand  
a Jugendlechen!**

[okaju.lu](http://okaju.lu)



**Mir si fir dech do!**

**Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher**  
Défenseur des droits de l'enfant

📍 65, route d'Arlon - L-1140 Luxembourg  
✉ [contact@okaju.lu](mailto:contact@okaju.lu) ☎ 28 37 36 35  
🌐 [www.okaju.lu](http://www.okaju.lu) - [www.kannerrechter.lu](http://www.kannerrechter.lu)



28 37 36 35

Quand et comment nous intervenons

## écouter. veiller. intervenir

L'OKAJU est à l'écoute de chaque enfant, jeune, parent ou professionnel préoccupé par le respect des droits de l'enfant. Vous avez un doute, vous êtes inquiet ou vous voulez simplement mieux comprendre ces droits ? Selon la situation, nous donnons des conseils, regardons ce qui se passe et cherchons ensemble des solutions. Notre but : faire respecter les droits de l'enfant.

### Prise de contact et orientation



Toute personne peut contacter l'OKAJU par téléphone, e-mail, courrier ou via un formulaire en ligne. Chaque demande est examinée avec attention, qu'il s'agisse d'une plainte, d'une question ou d'un doute. Si la situation ne relève pas de notre compétence, nous orientons vers le service approprié. Toutes les démarches sont gratuites et confidentielles.

### Écoute, entretien et recueil d'informations



Lorsque la situation le nécessite, un entretien est proposé pour mieux cerner les faits. L'écoute active permet de comprendre les préoccupations exprimées. Avec l'accord de la personne, d'autres acteurs concernés peuvent être contactés pour avoir une image complète de la situation.

### Analyse et évaluation



Les éléments recueillis sont examinés à partir des droits de l'enfant, des textes légaux et des pratiques reconnues. Des visites sur le terrain peuvent être organisées pour observer le contexte et dialoguer directement avec les personnes impliquées.

### Résolution et recommandations



Des solutions peuvent être proposées pour améliorer la situation\*. Si nécessaire, des recommandations sont formulées, avec un délai pour leur mise en œuvre. Certaines peuvent être rendues publiques de manière anonyme, notamment lorsqu'elles concernent plusieurs enfants.

## Neutral an onofhängeg. Mir si fir dech do!

\* L'OKAJU n'est pas juge ou tribunal. Il ne peut pas intervenir dans une procédure judiciaire en cours. Son rôle est de donner des informations, des conseils ou des recommandations basés sur les droits de l'enfant.

Oppassen  
Nolauschteren  
Agräifen





HAIRDRESS BY TESS.

# Méi wéi just Hoer schneiden.

L

E Coiffersalon mat Häerz a Professionalitéit matten an der Résidence op der Waassertrap, dat ass den Hairdress by Tess. D'Patronne ass vu Fréiseng, hat awer d'Chance, e weidert Standbeen hei bei eis an der Gemeng opbauen ze kënnen. Mir ware fir een Nomëtten op Besuch.

**„Jiddereen, deen  
ënnert meng Schéier  
kënnt, kennen ech  
mam Numm.“**

— **KORINNA LUCAS.**  
Hairdress by Tess

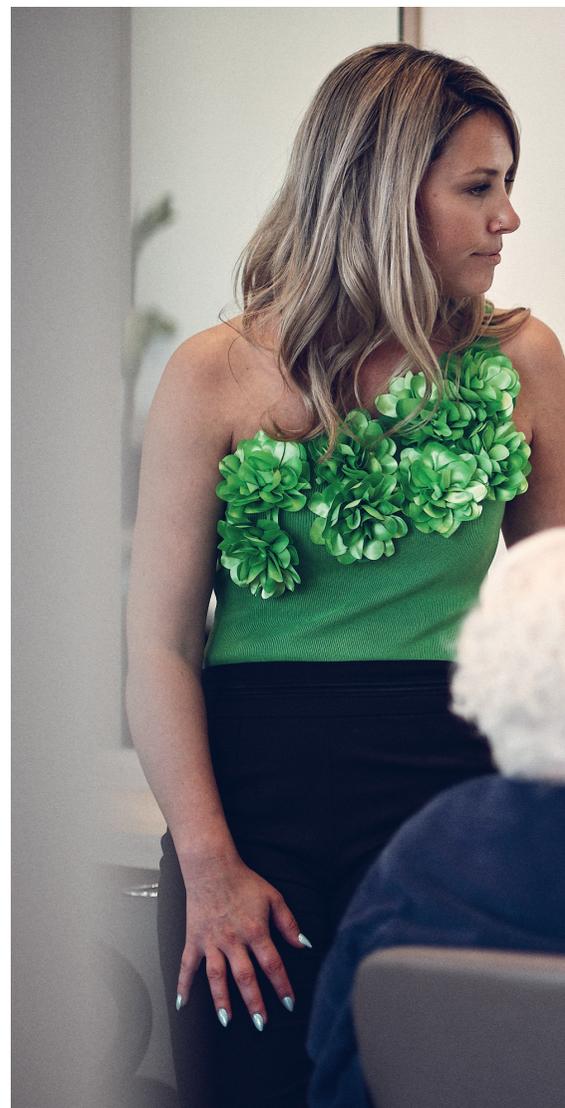


D'Résideance op der Waassertrap (REWA) zielt zënter Januar 2025 e puer nei Gesiichter ënnert hirem Daach. De Coiffersalon Hairdress by Tess dierft villen e Begrëff sinn, well wéi d'Tessy Varnier-Cattazzo während eisem Gespréich erzielt, krut se virun e puer Méint eng Dosen Uriff aus der Géigend, déi hatt op d'Ausschreiwung vun der Gemeng opmierksam gemaach hunn. „Ech krut dat selwer net direkt mat“, erënnert si sech zeréck. „Ech krut op eemol esou vill Messagë vu Clienten, déi soten, ech soll mäin Dossier era ginn an et probéieren.“ Op d'Stammclientèle war net just verlooss, se sollt och nach Recht behalen, fir d'Tess ze encouragéieren, seng Kandidatur eran ze ginn, well am Dezember 2024 koum den Uruff. „Ech hu gekrasch, wéi ech d'Noriicht krut. Et war en plus d'Zäit ëm Chrëschttag – dat war dee schéinste Kaddo.“ Aus ronn 26 Kandidature konnt dem Tess seng Ekipp sech duerchsetzen, erzielt d'Entrepreneuse houfreg.

D'Léier huet déi 37-Järeg bei hirem Monni zu Monnerech gemaach. „Ech sinn do souzesoen opgewuess.“ Säin éischte Salon hat de Monni zu Esch. Op der deemoleger Porte ouverte war d'Tess op der Foto an der Zeitung, mat nëmmen 3 Joer. „Spéider war ech ëmmer am Salon, hunn iergendwann ausgehollef an do geschafft.“ Et kënnt also net vun ongeféier, dass d'Tess deen heite Wee gaangen ass. De Salon an der REWA huet virum Tess enger Coiffeuse gehéiert, déi an der Zäit Owescoursen an der Chambre des Métiers ginn huet. „Ech souz an deene Coursen“, fänkt d'Tess un a sengen Erënnerungen ze kromen. „Do hat ech der 17, ech war also matten an der Léier. Wéi déi Coiffeuse vun der Chamber matkrut, dass ech de Salon hei dëst Joer iwwehuelen, war si immens frou. Si hat mech och direkt erëmerkannt. Et gesäit ee sech wierklech ëmmer zweemol am Liewen.“

D'Korinna Lucas ass d'Gerante vum Salon. „Ouni hatt wier et net méiglech“, preziséiert d'Tess a kuckt eriwwer bei hir Mataarbechterin, déi mat den Hoer vun enger Cliente am Gaangen ass. „Hatt war mäin éischt Léiermeedchen a féiert de Salon hei“, seet hatt a grinst iwweer béid Oueren. D'Tess huet am Ganzen dräi Léiermeedercher ausgebild, déi och nach ëmmer bei him schaffen. An der Waassertrap sinn zwou Coiffeusen ugestallt, eng weider Persoun soll de Standuert an der REWA an Zukunft verstärken.

„Ech kommen all Woch heihin“, erzielt d'Anita Jacoby, währenddeems d'Korinna hir duerch d'Hoer kämmt. „Egal ob Hoer, Aperhoer oder Neel, ech sinn ëmmer zefridden.“ D'Korinna an d'Madamm Jacoby gi gutt mateneen eens, dat ass weder ze iwwersinn nach ze iwwehéieren. „Hatt kéint mäi Meedche sinn“, seet d'REWA-Bewunnerin. Béid fänken u mat laachen. ▶



► Mat de Residenten huet all Dag eng ganz speziell Dynamik. „Du hues deng Stamm-clientèle. Do ginn et Leit, déi kommen all Woch, heiansdo zweemol d'Woch“, seet d'Tess. „Jiddereen, deen ënnert meng Schéier kënnt, kennen ech mam Numm“, äntwert d'Korinna. Vill Bewunner-inne komme fir d'Hoer a bleiwe fir ee Gespréich mat de Coiffeusen.

### NET ELENG SINN

Dem Korinna ass séier bewosst ginn: Si wëlle schwätzen an net eleng sinn. Een opent Ouer hunn a fir si do si gehéiere genee esou zum Service wéi d'Hoer wäschen a se a Form schneiden. Dacks sinn d'Coiffeusen déi eenzege Leit, déi d'Residenten am Dag gesinn. „Mir wëllen hinnen eppes zeréck ginn“, mengt d'Tess. „Léift zeréckginn. Dass een hinnen nolauschart a si sech nach als en Deel vun der Gesellschaft spieren.“ Dacks komme se och just Moie soen a wëllen e bësse poteren. Dat war sech d'Tess vun Ufank u bewosst, dass et anescht hei gétt.

Et sinn esou Momenter, déi et mol méi schwéier maachen. „Du gesäis d'Leit an da si se op eemol net méi do. Doriwwer schwätze mir an der Ekip, dat sinn déi net sou schéi Momenter“, erzielt d'Patronne.

De Salon ass och fir Leit oppen, déi net an der REWA doheem sinn. „Ufanks war dat net esou“, erënnert d'Tess sech zeréck. „Elo ass jidderee bei eis wëllkomm.“ Et soll een am Hannerkapp halen, dass freides déi meeschte Rendez-vousen ustinn. „Si wëllen all schéi fir de Weekend sinn, dofir si mer freides dacks voll besat.“ Dat bestäetegt och d'Madamm Jacoby. „Ech si soss ëmmer deen Dag komm, do war mir awer ze vill lass.“

### WÉI DOHEEM AN DER STUFF

„Anscheinend gouf et eng Madamm am Haus, déi vill Reklamm fir eis gemaach huet“, seet d'Tess. „Hei geet dat natierlech séier – och wa mol eppes géif schif goen. D'Leit schwätzen.“ Mëttlerweil ass eng zweet

Cliente erakomm. Am Gespréich stellt sech eraus, dass genee si et war, d'Odette Tonet, déi sou gutt vum Salon geschwat huet. D'Madamm Tonet ass am Heemrot vun der REWA. „Do kann ech jo dann och mäi Pefferkär bäileeën. An dat soll een, wann eppes gutt ass an een dat ervirhiewe kann“, erzielt si eis. „De Salon huet eppes familiäres. Et fillt ee sech wéi doheem an der Stuff. Sou komme mir mol bei eis eraus. A wann et net gutt wier, géife mir net méi zeréckkommen.“

Fir déi nächst 9 Joer wäert d'Tess a seng Ekip duerfen an der REWA bleiwen, duerno leeft de Kontrakt awer weider. „Meng Mamm sot, da kéint ech jo schonn un d'Pensioun denken“, seet hatt a laacht. Bis dohin hunn d'Tess a seng Ekip awer wuertwärtlech all Hänn voll ze dinn.



**„Ech hu gekrasch, wéi  
ech d’Noriicht krut. Et  
war en plus d’Zäit ëm  
Chrëschttag – dat war  
dee schéinste Kaddo.“**

— TESS VARNIER-CATTAZZO.  
Hairdress by Tess

## HAIRDRESS BY TESS

60, Rue Waassertrap  
L-4408 Belvaux

Tel: 59 49 40 - 9201

### Ëffnungszäiten

Dënschdes bis freides  
vun 8.30 bis 12.00 Auer a  
vun 13.00 bis 17.30 Auer

Samschdes  
vun 8.00 bis 16.00 Auer

Sonndes a méindes ass zou



F

Version française  
[SUESSEMJETAIME.LU/COIFFERTESS](https://suessemjetaime.lu/coiffertess)



KINO BEIM SCHLASS.  
4-7 SEPTEMBRE 2025.

# Sous les étoiles, au cœur du film.

**F**

Nous avons eu droit à une sélection variée de films qui ont captivé le public sous le ciel étoilé. Avec *The Secret Life of Pets*, nous avons partagé les aventures aussi drôles qu'attendrissantes de nos compagnons à quatre pattes. *Minecraft* nous a plongés dans un univers créatif et pixelisé où l'imagination prend vie. *Mission: Impossible – The Final Reckoning* a tenu toutes ses promesses avec une dose d'action et de suspense à couper le souffle. Enfin, *28 Years Later* nous a transportés dans l'atmosphère glaçante d'un monde post-apocalyptique peuplé de zombies.



Retour en images

[KINOBEIMSCHLASS.LU/GALERIE](https://KINOBEIMSCHLASS.LU/GALERIE)





ERIC ENGEL.

# Ee Liewen duerch d'Lëns.

Momenter, déi ze séier verginn,  
fir se mat enger Kamera festhalen.  
Sou huet alles fir den Eric Engel  
ugefaangen. Mëttlerweil huet hie  
seng Plaz an der Lëtzebuerger  
Fotografiezeen fonnt —  
mat engem Bléck fir déi kleng,  
éierlech Momenter am Alldag,  
déi dacks iwwersi ginn.



**„Ech wëll déi kleng, éierlech Momenter, déi normalerweis net festgehale ginn, afänken.“**

— ERIC ENGEL.  
Fotograf

Säi Wee an d'Fotografie war alles anescht wéi geplangt. Am Ufank wollt den Eric Engel just den Alldag vun a mat senge Kanner festhalen. „Aus Angscht virun der Vergänglecheeit hunn ech meng éischt Kamera – eng Fuji XT20 – kaf“, erzielt de Fotograf während eisem Gespréich an engem gemittleche Café um Belval. Virun eis um Dësch aus Holz läit dann och eng Kamera. Fuji.

2017 mécht den Eric seng éischt Investitioun an och Erënnerungen – ee Schratt, dee viles ännere wäert. De Grëff zu der Lëns geschitt op eemol ëmmer méi dacks an heen investéiert vill Zäit a säin neit Hobby. A kuerzer Zäit gëtt doraus eng Passioun. Seng Fotoe ginn ëmmer méi perséinlech, méi narrativ, méi no. D'Liewe spieren, eng Aart mentaalt Tagebuch, erof kommen, Gedanke sortéieren a gläichzäiteg alles ronderëm sech vergiessen – dat si puer Grënn vu villen, fir-

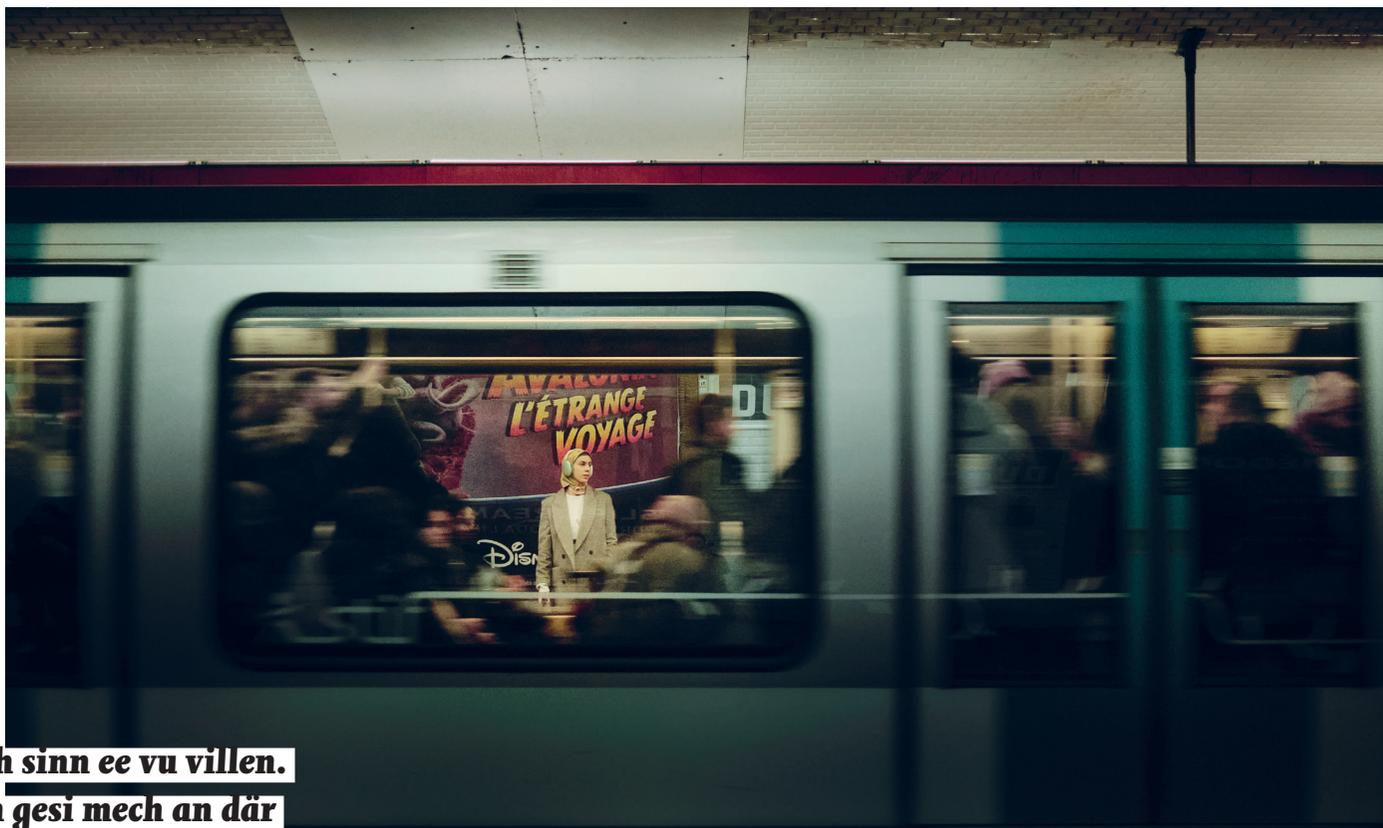
wat den Eric dat, wat e mécht, mat esou vill Leidenschaft ausüübt. Dat gesäit een net just a senge Fotoen, mee och a senger Panoplie u Partner-innen an Institutiounen, déi de Freelance-Fotograf engagéieren. Seng Ae strale richtig, wann hie vun der Fotografie erzielt.

Déi éischt Kéier op professionellem Niveau gëtt den Eric fir den onofhängegen Online-Magasinn *reporter.lu* engagéiert. „Eng deemoleg Journalistin huet mech proposéiert. Ech sinn him dofir éiweg dankbar. All Kéier wann ech et iergendwou gesi soen ech him dat och“, seet hien a laacht. Eigentlech schafft den Eric als Museker an der Militärmusek a spillt do Bassklarinet. „Do stinn ech méi am Mëttelpunkt an et ass eng Aarbecht, déi s de an der Ekippe méchs. Du muss deng Roll erfüllen.“ Bei de Fotoen ass et de Contraire. „Do maachen ech mäi Besch, am Hannergrond ze verschwannen.

Ech sinn eleng verantwortlech fir meng Aarbecht. Et hängt vu mir eleng of, ob et gutt oder schlecht ass.“ Béid Engagementer hu seng Virdeeler, ma awer géif hien nimools säin Job als Museker géint dee vum Fotograf antauschen.

## E SPONTANE START MAT DÉIWEM IMPAKT

Am meeschte fasziniert hie Street Photography. Street ass déi net-inzenéiert Aart a Weis, ze knipsen. Dëse Stil erfuerdert Diskretioun, e séiere Bléck fir den Detail ouni ze vergiessen, dass een net just iergendwellech Objeten, mee Mënsche virun der Lëns huet. Den Eric gesäit sech net als Voyeur, mee als Chronist vum Alldag. Et geet net ëm stéieren oder bloussstellen, „mee ech wëll déi kleng, éierlech Momenter, déi ►



**„Ech sinn ee vu villen.  
Ech gesi mech an där  
Roll, dat festzehalen, wat  
grad ronderëm eis geschitt  
an existéiert.“**

© Eric Engel

► normalerweise net festgehalte ginn, afänken“. Genee aus deem Grond ass déi Aart a Weis, Fotoen ze maachen, am Eric sengen Aen esou wichtig. „Et gétt kee Stil, deen eng Gesellschaft esou éierlech afänkt, wéi Street. An dat läit mir immens um Häerz. Ech kréien Héngerhaut, wann d'Photothèque Fotoe vu fréier post. An ech gesi mech elo an där Roll, dat, wat grad ronderëm eis geschitt an existéiert, festzehalen. Ech sinn ee vu villen.“

Seng Liblingsfotoen entstinn ënnerwee – op de Stroosse queesch duerch Europa, wou hie mat enger gudder Portioun Leidenschaft a vill Diskretioun d'Liewen dokumentéiert. Hie kënnt op eng ganz bestëmmte Foto ze schwätzen. Se weist eng Fra, déi um Trottoir steet, een lelebou riicht an d'Luucht

gestreckt – hannendru fiert e Bus mat enger grousser Affiche mat engem Mann an der Ënnerwäsch laanscht. Béid Subjekter sti genee d'hämmlecht do.“ Den Eric grinst. „Ech wollt si portraitéieren. Ech hunn net op de Bus gewaart. Mee dat ass et: An deem s de d'Kamera prett häls, ass dat eng gutt Viraussetzung fir méi. Soss ass de Moment fort.“

Eng aner vu senger Liblingsfotoen, déi och am Parc Backes ausgestellt ze gesinn ass, ass zu Paräis entstanen. „D'Fra stoung um Metro-Quai ze waarden, hannert hir war e Poster op deem stoung ‚L'étrange voyage‘ – du koum de Metro an ech hunn nëmmen nach geknipst a gehofft, dass déi perfekt Foto dobäi ass.“ Ee wichtegt Element am Eric senger Fotografie ass den humoristesche Wénkel.

Genee dësen Aspekt feelt awer bei der heite Foto. „Dat ass richtig“, äntwert eise Géigeniwwer. „Déi zeechent sech duerch méi Déifgang aus, well et ass genee esou wichtig, dass all Foto eng Emotioun a sech dréit, sief dat Humor, Nostalgie oder Trauer.“

## JURISTESCH FROEN ZE KLÄREN

2021 ass den Eric Member vum Luxembourg Streetphoto Collective ginn – eng Plattform, wou sech Fotografinnen austauschen a gemeinsam Aarbechten entwéckelen. Mat hinnen huet hien Ausstellungen ausgeschafft a Workshops geleet, dorënner ee Cours, deen hien ëmmer nees an de Rotondes

gëtt. An dësem stinn och juristesche Froer ronderëm Fotografie am ëffentleche Raum um Programm. „Du dierfs an engem ëffentleche Raum Fotoe vu Leit maachen“, stellt de Fotograf direkt am Ufank kloer. „Wann s du se net kommerziell notz a wann s du de Persounen um Bild net schueds, da kanns du déi Foto halen.“ Den Eric preziséiert dat, well dacks Onkloerheet op deem konkrete Punkt besteet. De Kollektiv hat eemol genee esou ee Fall. „Ee Fotograf hat eng Foto vun engem Chantier geholl. Op der Foto hat den Aarbechter keen Helm op. Do war duerno nëmmen alles gutt, well néirens een Embleem vun der Firma ze gesi war. Wann hee Problemer kritt hätt an hätt bewiese kënnen, dass dat duerch déi Foto geschitt wier, dann hätt et kënnen zu geriichtleche Konsequenze kommen.“

## EXPO AM PARK MAT BLÉCK AN D'ZUKUNFT

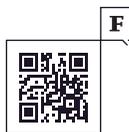
Säit dem 9. Juli ass dem Eric Engel seng nei Ausstellung am Parc Backes ze gesinn – 24 Fotoen, déi an de leschte Joren op Stroossen duerch ganz Europa entstanen sinn. D'Billen sinn no Stied strukturéiert, weisen awer net déi klassesch touristesch Perspektiven, mee Mënschen an Interaktiounen, déi den Alldag sou spannend maachen.

Säi kreativt Zesummespill mat senger Fra – enger Juristin mat guddem A fir Bildästhetik – ass e wichtege Bestanddeel vum Eric senger Aarbecht als Fotograf. „Meng Fra kuckt sech all Kéier meng Auswiel fir eng Expo un. Wann him e Bild net gefält, flitt et eraus. Hatt huet dat lescht Wuert“, seet hien a grinst.

## MÉI WÉI JUST ENG PASSIOUN

Fir den Eric Engel ass Fotografie Therapie, Selbstreflexioun a Konscht an engem. „Et ass einfach vill am Alldag. Du hues vill ze dinn. Mir schaffen zu 2, hu Kanner. Wann ech

Fotoe maache ginn, kommen ech heem a sinn nees Zen. Dat ass eng Aart Reset fir mech.“ Net just dat: Zënterdeem den Eric an d'Welt vun der Fotografie agetaucht ass, huet sech säi Frëndeskreess och geännert. „Du bass mat Leit ënnerwee, déi déi nämmelecht Passioun deelen. Du tauschs dech aus, du kriss Feedback. Mir ass dat eenorm wichtig. Éierlechen Negativ-Feedback ass besser wéi onéierleche Positiv-Feedback, nëmmen esou kënt ee virun.“



Version française  
NEON.LY/ERICENGEL

## Expo „My Euro-Vision: Framing a Continent“

Parc Backes zu Suessem  
Expo bis den 1. Oktober



HEEMWEE VUM STEEN.

# La pierre en quête d'origine.

F

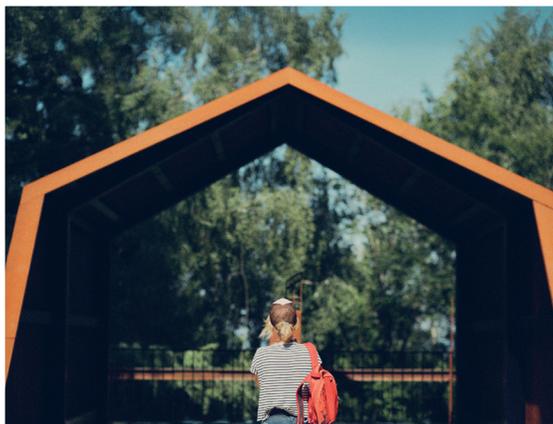
Le 21 juin 2025, le collectif d'artistes DKollektiv a emmené les participant-e-s à une promenade interactive appelée « La pierre en quête d'origine ». Nous avons assisté à la découverte des origines de la pierre ferrugineuse lors d'un parcours artistique et immersif sur « De Wee vum Steen », un sentier situé au Gaalgebierg à Belvaux, projet officiel du «loop» dans le cadre de Esch2022 et inauguré en 2024.

Depuis le site de l'ancien silo, les artistes ont guidé un public nombreux à travers une création déambulatoire, ponctuée de haltes interactives. Tout au long du parcours, les participant-e-s ont pu explorer la matière du minerai, se connecter à son histoire et en apprendre davantage sur le passé sidérurgique de la région.

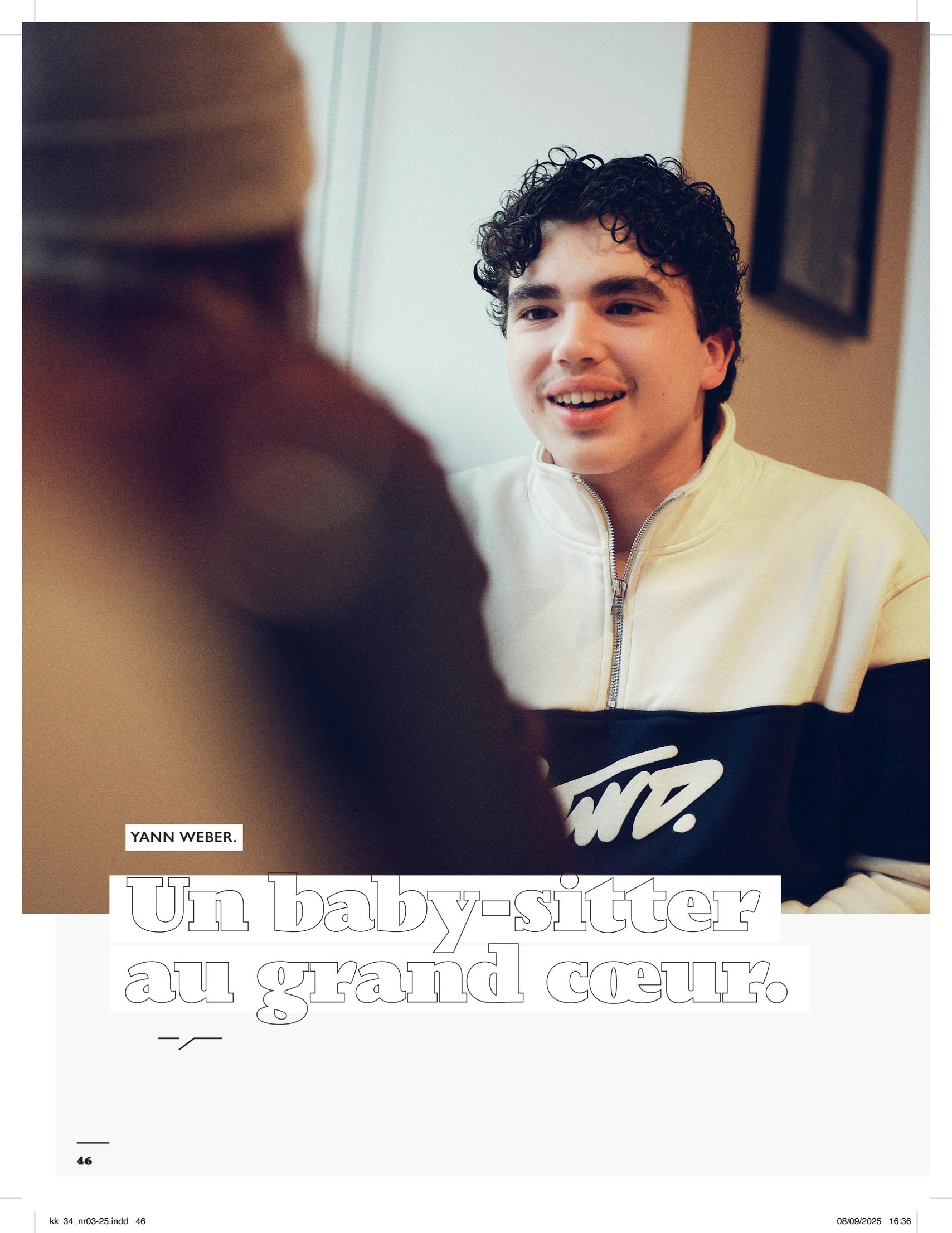
À partir de résidus issus du processus industriel, la promenade a progressé vers la source d'extraction, pour culminer avec une performance sonore et sculpturale en hommage à la roche rouge et à celles et ceux qui l'ont extraite. Apéro convivial à la Carrière Nardecchia 2 pour clôturer ce moment fort en émotions et en créativité.



Les photos sur  
[NEON.LY/HEEMWEEAFTER](https://neon.ly/heemweeafter)







YANN WEBER.

# Un baby-sitter au grand cœur.

## « Ce qui motive le plus en faisant du baby-sitting, c'est le sourire des enfants. »

**F**

Chaque année, la Commune de Sanem propose une formation des baby-sitters aux jeunes intéressé·e·s. La liste est bien remplie, une raison de plus pour vous en présenter quelques-un·e·s. Commençons par Yann Weber, qui a suivi la formation en 2024.

Nous retrouvons Yann à la Boulangerie Berto autour d'un café. Un sourire chaleureux illumine son visage lorsqu'il nous salue. Élève de 16 ans, il nous parle avec enthousiasme de ses débuts en tant que baby-sitter. « Je suis en 3e C. Peut-être que je deviendrai vétérinaire plus tard », confie-t-il. Un domaine bien éloigné du baby-sitting, certes. « Je suis curieux et j'aime découvrir de nouvelles choses. » C'est d'ailleurs l'une des raisons qui l'ont poussé à suivre la formation de baby-sitting proposée par la commune.

À 15 ans, il avait déjà voulu s'inscrire, mais les places s'étaient vite remplies. Un an plus tard, il a retenté sa chance – cette fois-ci à temps et avec succès. « Je me suis dit : « Ne traîne pas et appelle tout de suite ! » – et ça a marché », ajoute Yann en riant.

Ces quatre jours de formation pendant les vacances lui ont offert un bel aperçu de la garde d'enfants : comment interagir avec eux, garder son calme et trouver des compromis. « Ce que j'ai appris est utile dans toutes les ►



► situations de la vie: d'abord réfléchir, puis réagir.» Certaines situations ne permettent pas d'anticiper une réaction précise, avoue Yann. «C'est plutôt du learning by doing.»

## BIEN PLUS QU'UNE SIMPLE GARDE D'ENFANTS

Yann est un baby-sitter qui donne tout pour que les enfants se sentent bien et s'amuse. «Je leur demande toujours ce qu'ils ont envie de faire.» Memory, mandala ou Monopoly – ce jeune homme est préparé, mais suffisamment flexible pour s'adapter aux envies du moment.

Une expérience l'a particulièrement marqué: «Une maman avait besoin d'un baby-sitter en urgence. Je n'ai pas eu le temps de me préparer, mais tout s'est super bien passé!» Il raconte avec un sourire comment il a rapidement gagné la confiance de deux enfants de 3 et 7 ans et passé une belle soirée avec eux. Une autre fois, il avait la garde de l'enfant de sa voisine. «On a fait un puzzle pendant deux heures. J'étais épuisé après!» Son premier contact remonte à ses 12 ans. «Ma prof d'équitation donne aussi des cours aux plus petits. Un jour, j'ai commencé à

l'aider le samedi», se souvient-il. Très vite, il a compris que le baby-sitting pouvait être quelque chose pour lui: «Le contact avec les enfants, leur façon d'être et la manière de capter leur attention m'ont tout de suite plu.»

«Les enfants ne sont pas toujours faciles, mais ils sont sincères. S'ils n'aiment pas quelque chose, ils le disent sans détour», explique Yann. C'est pourquoi il mise sur l'humour pour gérer certaines situations. «Parfois, il faut savoir faire un peu le clown et ne pas trop se prendre au sérieux. Comme ça, ils se souviennent de toi comme du baby-sitter avec qui ils ont passé un super moment.»

Les langues jouent également un rôle non négligeable pour lui. «J'avais la garde d'un enfant de 3 ans qui parlait français et portugais. C'était un vrai avantage de pouvoir le comprendre.»

## UN REGARD TOURNÉ VERS L'AVENIR

Pour l'instant, Yann considère le baby-sitting comme une expérience enrichissante qui lui

apprend beaucoup. Mais il en est conscient: «Si l'on envisage de travailler avec des enfants plus tard, c'est une excellente occasion de se tester.»

Il a d'ailleurs déjà élargi son périmètre en gardant des enfants à Pétange. «Sauf le nord du pays comme Wiltz, c'est une région non négociable», ajoute-t-il en riant. «Là, ça commence à faire un peu loin.»

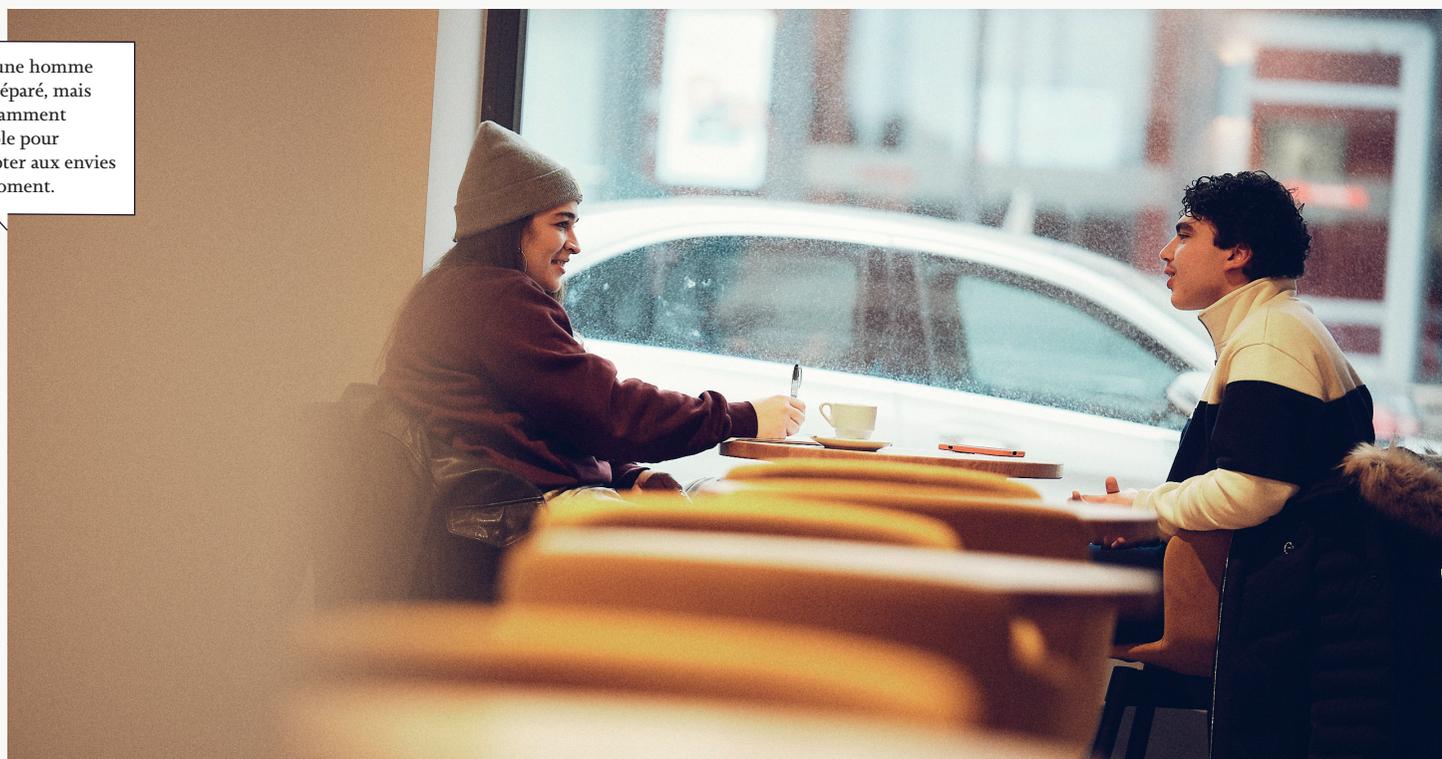
«Ce qui me motive le plus en faisant du baby-sitting, c'est le sourire des enfants. Voir leur joie et réaliser qu'on peut les rendre heureux avec de petites choses me montre que je fais bien les choses.»



L

Lëtzebuergesch Versioun  
SUESSEMJETAIME.LU/YANNWEBER

Ce jeune homme est préparé, mais suffisamment flexible pour s'adapter aux envies du moment.



**F**

## NOUS AVONS LA SOLUTION POUR VOUS ! LA NOUVELLE LISTE AVEC DE NOMBREUX·SES BABY-SITTERS MOTIVÉ·E·S EST DISPONIBLE.

Notre formation des baby-sitters a été récompensée par le Diversity Award en septembre dernier. En effet, la Commune de Sanem est la seule à offrir aux jeunes une formation contenant une première sensibilisation pour s'occuper d'enfants ayant des besoins spécifiques. De plus, ils-elles ont reçu une initiation aux premiers secours et ont participé au Gender Game abordant aussi cette thématique, car elle fait partie de la réalité du terrain.

Les baby-sitters de notre liste ont également suivi un atelier pédagogique. Ils-elles ont appris ce qui est important lors d'une première rencontre avec la famille et quelles activités ils-elles peuvent proposer aux enfants selon leur âge. De plus, les jeunes ont appris à s'occuper des bébés et à communiquer avec les enfants lorsqu'ils-elles ne veulent pas obéir.

Pour toute question supplémentaire vous pouvez contacter le Service à l'Égalité des Chances et Diversité par mail à l'adresse [service.secd@suessem.lu](mailto:service.secd@suessem.lu) ou par téléphone au 59 30 75 654.



DIR SIDD OP DER SICH NO ENGEM-ER BABYSITTER-IN?  
À LA RECHERCHE D'UN·E BABY-SITTER ? RENDEZ-VOUS SUR

[neon.ly/listebabysitters25](https://neon.ly/listebabysitters25)



# Informationsblatt

23. Mee 2025 — Säit 51

20. Juni 2025 — Säit 66

11. Juli 2025 — Säit 80

**L**

## AUDIO REPLAY GEMENGEROTSSÄTZUNGEN

Just e puer Stonnen nom Enn vun de jeeweilege  
Sëtzunge fannt Dir déi detailléiert Audio-Versioun  
vum Gemengerot op

[suessem.lu/lb/seance-year/2025](https://suessem.lu/lb/seance-year/2025)

**F**

## REPLAY AUDIO SÉANCES DU CONSEIL COMMUNAL

Retrouvez l'enregistrement audio des séances quelques  
heures après la fin du Conseil communal respectif sur

[suessem.lu/fr/seance-year/2025](https://suessem.lu/fr/seance-year/2025)

## Procès-verbal des votes du Conseil communal de Sanem lors de la séance publique

vendredi, **23 mai 2025**

date de l'annonce publique: **16 mai 2025**

date de la convocation des conseillers: **16 mai 2025**

début: **08h15** fin: **12h40**

### PRÉSENTS:

Mme Asselborn-Bintz Simone, présidente,  
M. Gaston Anen, M. Bronzetti Denis, Mme Cecchetti Myriam,  
M. Dahm Yves, M. Da Silva Bruno, M. Faber Serge, M. Gierenz Steve,  
M. Goelhausen Marco, M. Haas Marc, M. Krippeler Max,  
Mme Logelin Anne, M. Lorang Mike, Mme Morgenthaler Nathalie,  
Mme Romeo Franca, Mme Schammo Mara, Mme Speck-Braun Patricia  
Mme Manon Greven, secrétaire communale

### ABSENT-S EXCUSÉ-S: /

PREMIER VOTANT: M. Goelhausen Marco

M. Haas Marc n'a pas pris part au vote du point 21 et 22.

### — ORDRE DU JOUR

Le Collège des bourgmestre et échevins demande au Conseil communal de bien vouloir ajouter le point suivant à l'ordre du jour:

- 3. b.** Saisine du projet de modification ponctuelle, Crassier d'Ehlerange - accès, de la partie écrite et graphique du plan d'aménagement général (réf. PAG 2018-20).

» **Vote unanime**

- 27. a.** Motion de la part du parti déi Gréng.

» **Vote unanime**

- 1.** Correspondance et informations.

- 2.** Approbation d'un rapport (25 avril 2025).

» **Vote unanime**

### — AMÉNAGEMENT COMMUNAL

- 3. a.** Autorisation d'ester en justice.

» **Votes positifs: 15**

Anen Gaston, Asselborn-Bintz Simone Bronzetti Denis,  
Da Silva Bruno, Dahm Yves, Faber Serge, Gierenz Steve,  
Goelhausen Marco, Haas Marc, Krippeler Max, Logelin  
Anne, Lorang Mike, Morgenthaler Nathalie, Romeo Franca,  
Speck-Braun Patricia

**Vote négatif: 1**

Schammo Mara

**Abstention: 1**

Cecchetti Myriam

- b.** Saisine du projet de modification ponctuelle, Crassier d'Ehlerange – accès, de la partie écrite et graphique du plan d'aménagement général (réf. PAG 2018-20).

» **Vote unanime**

### — TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES

- 4.** Contrats:

- a.** Approbation du contrat de bail de la maison sis à Soleuvre – rue Prince Jean – pour les besoins du SEA.

- b.** Approbation du contrat de bail abordable concernant une maison sis à Soleuvre – rue Léon Kauffmann.

» **Vote unanime**

- 5.** Compromis de vente:

- a.** Reclassement de la parcelle 212/9101 sise à Soleuvre du Domaine Public Communal dans le Domaine Privé Communal.

- b.** Approbation d'un compromis de vente concernant deux parcelles de terrain à Soleuvre.

» **Vote unanime**

- 6.** Actes:

- a.** Approbation de l'acte de cession à titre gratuit concernant une parcelle de terrain à Belvaux.

- b.** Approbation de l'acte de cession à titre gratuit concernant une parcelle de terrain sise à Ehlerange.

- c.** Approbation de l'acte de cession à titre gratuit concernant les parcelles de terrain sise à Soleuvre.

» **Vote unanime**

### — FINANCES COMMUNALES

- 7.** Adaptation de 2,5 % du prix de pension de la REWA.

» **Votes positifs: 15**

Anen Gaston, Asselborn-Bintz Simone Bronzetti Denis,  
Da Silva Bruno, Dahm Yves, Faber Serge, Gierenz Steve,  
Goelhausen Marco, Haas Marc, Krippeler Max, Logelin Anne,  
Lorang Mike, Morgenthaler Nathalie, Romeo Franca,  
Speck-Braun Patricia

**Votes négatifs: 2**

Cecchetti Myriam, Schammo Mara

**8. Adaptation de 2,5% des tarifs des heures de travail des prestations fournies.**

» **Votes positifs: 16**

Anen Gaston, Asselborn-Bintz Simone Bronzetti Denis, Da Silva Bruno, Dahm Yves, Faber Serge, Gierenz Steve, Goelhausen Marco, Haas Marc, Krippeler Max, Logelin Anne, Lorang Mike, Morgenthaler Nathalie, Romeo Franca, Schammo Mara Speck-Braun Patricia

**Abstention: 1**

Cecchetti Myriam

**9. Approbation de diverses modifications budgétaires du budget ordinaire 2025.**

» **Vote unanime**

**10. Nouveaux crédits:**

- a.** Subsidés pour achats et rénovations de logements abordables (aides à la pierre) – nouveau crédit.
- b.** Subside pour le renouvellement de l'éclairage du terrain de football à Belvaux – nouveau crédit.
- c.** Subside pour le réaménagement du terrain de tennis à Soleuvre – nouveau crédit.
- d.** Subside pour remplacement des portes coupe-feux T90 au local de chloration de l'Aquakuss à Soleuvre – nouveau crédit.
- e.** Subside pour la construction d'un complexe pour enfants à Sanem – nouveau crédit.
- f.** Remboursement à la suite d'un acte rectificatif concernant la vente d'un terrain – nouveau crédit.

» **Vote unanime**

**11. Crédits supplémentaires:**

- a.** Approvisionnement en électricité – crédit supplémentaire.
- b.** Subsidés pour chemins ruraux – crédit supplémentaire.

» **Vote unanime**

Article	Libellé	Devis	Dépense effective
4/120/211000/21057	Coordination administrative – Analyse du fonctionnement de l'administration communale	0€	87.399,00€
4/120/221311/22029	Coordination administrative – Acquisition de matériel Salto pour divers bâtiments	45.000,00€	37.459,25€
4/120/222100/14012	Coordination administrative – Mairie, salle des fêtes, renouvellement installation électrique et sonorisation	80.000,00€	90.083,15€
4/0125/2123/002 4/120/222100/99001	Coordination administrative – Surveillance à distance de bâtiments communaux	195.000,00€	199.783,74€
4/120/223410/24055	Coordination administrative – Acquisition de mobilier pour la célébration de mariages et de déclaration de partenariats civils	5.000,00€	6.561,10€

Article	Libellé	Devis	Dépense effective
4/120/223500/23035	Coordination administrative – Acquisition d'un programme pour la gestion des ressources humaines	15.000,00€	14.182,77€
4/130/222200/99001	Coordination technique – Acquisition de diverses machines	25.000,00€	21.000,00€
4/130/223100/99001	Coordination technique – Acquisition de matériel roulant et de manutention	38.000,00€	34.579,60€
4/130/223410/24064	Coordination technique – Acquisition des étagères du hall Melchior	15.000,00€	15.000,00€
4/130/223500/24019	Coordination technique – Acquisition d'un plotter avec consommables pour le service infrastructures (circulation) et le service des relations publiques et de la culture	80.000,00€	79.748,44€
4/130/223800/99001	Coordination technique – Acquisitions diverses pour les agents municipaux	1.924,42€	12.698,46€
4/0640/2121/001 4/220/221312/99001	Troisième âge – Logements encadrés Belval-Nord	0€	34.276,39€
4/242/211000/14005	Maisons-relais / Foyers scolaires – Mise en conformité des maisons relais pour les besoins des classes de précoces dans les pavillons de Sanem et Chemin Rouge	28.530,00€	17.456,94€
4/242/221311/13020	Maisons-relais / Foyers scolaires – Renouvellement Lino – Porte de secours – Remise en état terrasses extérieures en bois	26.000,00€	38.008,97€
4/242/222100/20034	SEA / Foyers scolaires – Acquisition de distributeurs d'eau fraîche pour les différents sites de la maison relais de la commune de Sanem	75.000,00€	58.043,71€
4/242/222100/20068	SEA / Foyers scolaires – Mise en place d'un réseau informatique et de télécommunication au foyer Kannerbuerg à Soleuvre	40.000,00€	24.595,27€
4/520/222200/24004	Gestion des eaux usées – Acquisition d'une caméra d'inspection du réseau de canalisation	55.000,00€	54.104,20€
4/542/221311/21065	Protection de la nature – Réaménagement des conteneurs au Matgesfeld	250.000,00€	311.785,00€
4/621/222200/24006	Places publiques – Remplacement d'une déchiqueteuse	40.000,00€	39.092,09€
4/621/223100/23004	Places publiques – Acquisition d'une remorque twin trailer pour pelle pour le service environnement	20.000,00€	19.594,00€
4/621/223100/24005	Places publiques – Remplacement d'un véhicule communal spécialisé par un tracteur compact	72.000,00€	72.358,33€
4/621/223100/99001	Places publiques – Acquisition de matériel roulant et de manutention	45.000,00€	43.875,00€
4/621/223210/20030	Places publiques – Acquisition d'une camionnette six places benne et armoire outils pour le service environnement	65.000,00€	53.980,56€
4/621/223210/23005	Places publiques – Acquisition d'une pelle mécanique pour le service environnement	42.000,00€	44.109,00€
4/621/223210/24060	Places publiques – Remplacement d'une voiture électrique pour le service environnement	38.000,00€	37.900,38€
4/621/223210/99001	Places publiques – Acquisition de véhicules automoteurs	137.800,00€	164.324,28€
4/622/222200/24057	Circulation – Acquisition d'une fraise	12.150,00€	11.395,02€

Article	Libellé	Devis	Dépense effective
4/624/223100/19029	Voirie vicinale – Remplacement de bennes amplirolls	50.000,00€	43.524,00€
4/624/223210/20013	Voirie vicinale – Remplacement du camion 12 t du service infrastructures	150.000,00€	135.653,15€
4/624/223210/24007	Voirie vicinale – Acquisition d'une fourgonnette électrique 5 places	43.000,00€	41.020,61€
4/624/223210/99001	Voirie vicinale – Acquisition de véhicules automoteurs	202.000,00€	360.371,00€
4/626/221313/20049	Cimetières – Aménagement de chemins pour l'agrandissement du cimetière à Sanem	50.000,00€	30.957,62€
4/627/222200/99001	Ateliers – Acquisition de diverses machines et installations à l'atelier	141.000,00€	137.866,68€
4/627/223100/20031	Ateliers – Remplacement du chariot élévateur	62.000,00€	60.840,00€
4/627/223100/99001	Ateliers – Acquisition de matériel roulant et de manutention	65.000,00€	61.629,55€
4/627/223210/99001	Ateliers – Acquisition de véhicules automoteurs	123.000,00€	107.547,48€
4/630/211000/99004	Alimentation en eau – Intégration des dossiers techniques 1 et 2 des installations du réseau d'eau potable dans le WSP (Water Safety Plan)	0,00€	19.008,64€
4/630/222100/12039	Alimentation en eau – Réservoir Sanem – Komplette Instandsetzung inklusive Lueftung	150.000,00€	70.211,14€
4/630/222100/18021	Alimentation en eau – Mise en conformité du réservoir Zolverknapp	585.000,00€	582.328,99€
4/630/223100/19030	Alimentation en eau – Remplacement du camion atelier	265.000,00€	168.090,87€
4/630/223210/19044	Alimentation en eau – Acquisition d'une nouvelle voiture de service avec attache remorque et équipement atelier	40.000,00€	25.221,87€
4/630/223210/99001	Alimentation en eau – Acquisition de véhicules automoteurs	237.000,00€	230.325,73€
4/810/223210/17058	Loisirs – Acquisition d'une camionnette et d'un minibus pour les besoins des associations de la commune de Sanem	68.673,12€	68.386,52€
4/821/221311/24056	Terrains de sports – Remise en état des bancs de touche au terrain de football à Belvaux	9.000,00€	8.529,30€
4/822/221311/13030	Halls sportifs – Confection séparation pour tennis de table	9.000,00€	8.947,00€
4/822/221311/19015	Halls sportifs – Construction d'un abri pour tracteur et accessoires au Kuss à Soleuvre	44.000,00€	36.362,17€
4/822/221311/22039	Halls sportifs – Renouvellement de l'installation sonore au Sportikuss	11.000,00€	9.702,46€
4/822/221311/24011	Halls sportifs – Renouvellement de la terrasse extérieure et construction d'une séparation au 1 <sup>er</sup> étage au boulodrome à Belvaux	40.000,00€	29.143,79€
4/822/221311/24013	Halls sportifs – Remplacement des portes coupe-feux T90 au local de chloration de l'Aquakuss à Soleuvre	30.000,00€	27.480,96€
4/822/221312/23047	Halls sportifs – Remplacement des matelas de la cuve au Sportikuss	30.000,00€	26.160,03€
4/822/222100/24066	Halls sportifs- Remplacement de la barrière automatique au chemin d'accès parking KUSS	10.000,00€	9.594,15€

Article	Libellé	Devis	Dépense effective
4/831/221311/19021	Centres culturels et Salles de fêtes – Renouvellement des fenêtres extérieures et portes de garage de l'ancien bâtiment des sapeurs pompiers à Ehlerange	88.000,00€	83.157,72€
4/831/221311/20038	Centres culturels et Salles de fêtes – Remplacement de l'installation alarme incendie au Kulturschapp à Ehlerange	25.000,00€	16.487,07€
4/831/221311/20039	Centres culturels et Salles de fêtes – Remplacement de l'installation alarme incendie au hall polyvalent à Sanem	14.000,00€	8.450,37€
4/831/221311/20040	Centres culturels et Salles de fêtes – Renouvellement de l'éclairage au centre culturel à Sanem	30.000,00€	20.138,30€
4/831/221311/20041	Centres culturels et Salles de fêtes – Renouvellement des fenêtres au centre culturel à Sanem (2 phases prévues)	185.000,00€	91.332,02€
4/831/221311/20042	Centres culturels et Salles de fêtes – Acquisition de matériel SALTO pour les centres culturels	55.000,00€	48.451,68€
4/831/221311/22024	Centres culturels et Salles de fêtes – Renouvellement des revêtements au hall polyvalent à Sanem	52.000,00€	37.734,78€
4/831/221311/24014	Centres culturels et salles de fêtes – Mise en place d'une séparation dans l'entrée du hall polyvalent à Sanem	6.000,00€	3.444,39€
4/831/221312/23050	Centres culturels et Salles de fêtes – Mise en conformité de la salle de musique à Sanem	16.000,00€	13.516,09€
4/831/221312/24016	Centres culturels et Salles de fêtes – Renouvellement des revêtements au 2 <sup>e</sup> étage au centre culturel à Sanem	8.000,00€	7.092,55€
4/831/221312/24017	Centres culturels et Salles de fêtes – Renouvellement des gouttières et descentes d'eau au centre culturel à Sanem	48.000,00€	33.822,36€
4/860/223800/18053	Fêtes publiques – Acquisition d'une scène mobile	0€	32.760,00€
4/860/223800/23032	Fêtes publiques – Acquisition d'un projecteur pour les besoins de l'Artikuss	30.000,00€	27.391,74€
4/860/223800/24048	Fêtes publiques – Acquisition d'une console lumière GrandMa3	30.000,00€	28.863,90€
4/890/221311/24062	Autres loisirs, culture et cultes – Acquisition d'un conteneur pour du matériel de stockage	15.000,00€	14.599,45€
4/890/223420/24023	Autres loisirs, culture et cultes – Assainissement de la sculpture d'art sur la place d'Indépendance à Soleuvre	10.000,00€	8.389,85€
4/910/221311/18034	Enseignement fondamental – Acquisition de matériel Salto dans différentes écoles, 5 <sup>e</sup> phase École Belvaux Poste	60.000,00€	42.559,35€
4/910/221311/22022	Enseignement fondamental – Renouvellement ascenseur École 2000 à Soleuvre	41.500,00€	43.309,08€
4/910/221311/22030	Enseignement fondamental – Renouvellement des revêtements à l'École 2000 à Soleuvre (1 <sup>re</sup> phase: Rez-de-chaussée)	47.000,00€	43.394,32€
4/910/221311/23015	Enseignement fondamental – Renouvellement des centrales de détection incendie dans différentes écoles fondamentales de la commune de Sanem	101.000,00€	82.973,14€

Article	Libellé	Devis	Dépense effective
4/910/222200/19022	Enseignement fondamental – Remplacement de diverses machines de nettoyage et lavage	60.000,00€	64.231,60€
4/910/223210/99001	Enseignement fondamental – Acquisition de véhicules automoteurs	65.000,00€	57.900,48€
4/910/223500/18031	Enseignement fondamental – Installation de réseaux Wi-Fi dans les écoles	77.877,00€	57.660,27€
4/1212/2133/118	Aménagement trottoirs rue de la Poste à Belvaux	141.000,00€	140.629,35€

**12. Approbation de décomptes:**

» **Vote unanime**

**13. Approbation d'un don dans le cadre de la montre en or.**

» **Vote unanime**

**14. Approbation de la « Convention réglant les modalités de financement et de paiement du complexe pour enfants à Sanem ».**

» **Vote unanime**

**— RECETTE COMMUNALE**

**15. État des recettes restant à recouvrer à la clôture de l'exercice 2023.**

» **Vote unanime**

**— PERSONNEL**

**16. Création de plusieurs postes de salarié-e polyvalent-e, carrière A3, à raison de 75 % d'une tâche complète et à durée indéterminée, sous le champ d'application de la CCT-SUD pour les besoins des services de régie, département « nettoyage ».**

» **Vote unanime**

**— CIRCULATION**

**17. Modification du règlement de circulation de la commune de Sanem.**

» **Vote unanime**

**18. Approbation de règlements d'urgence pris par le Collège des bourgmestre et échevin-e-s:**

- Vu le règlement temporaire d'URGENCE de la circulation à l'occasion d'une mesure d'apaisement provisoire dans la rue de la Croix à Soleuvre, approuvé par le Collège des bourgmestre et échevins dans sa séance du 12 mai 2025 (Uo25-042);
- Vu le règlement temporaire d'URGENCE de la circulation à l'occasion des mesures de sécurité à prendre dans la rue de Hussigny à Belvaux en cas de saturation du centre de récréation Gaalgebierg à Belvaux, approuvé par le Collège des bourgmestre et échevins dans sa séance du 07 mai 2025 (Uo25-043);
- Vu le règlement temporaire d'URGENCE de la circulation

à l'occasion des travaux de raccordement à la nouvelle école modulaire préfabriquée dans la rue Jean Anen à Soleuvre, approuvé par le Collège des bourgmestre et échevins dans sa séance du 16 mai 2025 (Uo25-044).

» **Vote unanime**

**— ENSEIGNEMENT FONDAMENTAL**

**19. Approbation provisoire de l'Organisation Scolaire de la commune de Sanem pour l'année scolaire 2025/2026.**

» **Vote unanime**

**— DIVERS**

**20. Modification du règlement communal sur les cimetières et les inhumations.**

» **Vote unanime**

**21. Approbation des concessions funéraires 2024.**

» **Vote unanime**

**22. Approbation du nouveau contrat avec Sales-Lentz pour l'exploitation du service « Ruff Bus Suessem ».**

» **Vote unanime**

**23. Approbation du rapport et du décompte annuel 2024 dans le cadre du pacte communal du vivre ensemble interculturel.**

» **Vote unanime**

**24. Adoption de la liste de contrôle concernant des bâtiments communaux et des PAP respectueux de la nature.**

» **Point reporté**

**25. Prise de connaissance de nouveaux statuts: « Société Avicole de Belvaux Asbl ».**

» **Prise de connaissance.**

**Classement dans une catégorie 1.6.**

**26. Modification de la composition des commissions consultatives:**

**a. Commission des affaires scolaires:**

Nom	Prénom	Statut	Fonction
<b>Est démissionné:</b>			
KREMER	Carmen	Suppléant	Déi Lénk
<b>Est nommé:</b>			
LOMBARDI	Boris	Suppléant	Déi Lénk

**27. a. Motion de la part du parti déi Gréng**

.....

## DÉI GRÉNG

Éilereng, den 19. Mee 2025

“  
MOTIOUN:  
„KANnergemengerot“

- **Betruechtend** d'LSAP-CSV Schäfferotserklärung;
- **Wëssend**, datt de Schäfferot d'Zesummenaarbecht tëscht de verschiddenen Institutiounen (Schoulen, SEA, Kompetenzzentren, asw...) fërdere wëll;
- **Betruechtend**, datt de Schäfferot mam Formatiounszenter fir politesch Bildung wëll zesummeschaffen;
- **Wëssend**, datt de Schäfferot d'Kommunikatioun mat de Jonke fërdere wëll;
- **Betruechtend**, datt de Schäfferot sech zum Zil gesat huet déi zivil oder an anere Wieder gesellschaftlech a politesch Bildung vun de Kanner a Jugendlechen duerch eng modern Variant vun engem Kanner- / Jugendgemengerot ze ënnerstëtzen;
- **Wëssend**, datt de Schäfferot de Wëllen huet fir „endlech“ e Service Jeunesse op d'Been ze stellen;
- **Wëssend**, datt de Schäfferot reegelméisseg Jugendassise widderhuele wëll;

invitéiert de Gemengerot de Schäfferot:

- en iwwerparteelechen Aarbechtsgrupp an d'Liewen ze ruffe fir, am Laf vun dësem Exercice budgétaire nach, e kloert Konzept zum Ariichte vun engem Kannergemengerot virzeleeën;
- e Service Jeunesse ze grënnen, deen ënner anerem fir d'Kommunikatiounstrategie mat de Kanner a Jugendlechen zoustänneg ass, deen d'Kooperatioun mat aneren Akteuren, wéi z. B. dem Zentrum fir politesch Bildung, virundreift an dee reegelméisseg, also op d'mannst eemol d'Joer, Jugendaccisen organiséiert.

fir déi gréng Suessem,

Serge Faber  
Gemengerot**Le Conseil Communal décide, à l'unanimité des voix, d'accepter la motion comme suit :**

Motioun: „Kannergemengerot“

- **Betruechtend** d'LSAP-CSV Schäfferotserklärung;
- **Wëssend**, datt de Schäfferot d'Zesummenaarbecht tëscht de verschiddenen Institutiounen (Schoulen, SEA, Kompetenzzentren, asw...) fërdere wëll;

- **Betruechtend**, datt de Schäfferot mam Formatiounszenter fir politesch Bildung wëll zesummeschaffen;
- **Wëssend**, datt de Schäfferot d'Kommunikatioun mat de Jonke fërdere wëll;
- **Betruechtend**, datt de Schäfferot sech zum Zil gesat huet déi zivil oder an anere Wieder gesellschaftlech a politesch Bildung vun de Kanner a Jugendlechen duerch eng modern Variant vun engem Kanner- / Jugendgemengerot ze ënnerstëtzen;
- **Wëssend**, datt de Schäfferot de Wëllen huet fir „endlech“ e Service Jeunesse op d'Been ze stellen;
- **Wëssend**, datt de Schäfferot reegelméisseg Jugendassise widderhuele wëll;

invitéiert de Gemengerot de Schäfferot:

- ~~en iwwerparteelechen Aarbechtsgrupp an d'Liewen ze ruffe~~ eng « commission jointe » (Schoukkommissioun a Jugendkommissioun) anzeberuffen fir, am Laf vun dësem Exercice budgétaire nach, e kloert Konzept zum Ariichte vun engem Kannergemengerot virzeleeën;
- ~~e Service Jeunesse ze grënnen, deen ënner anerem fir d'Kommunikatiounstrategie mat de Kanner a Jugendlechen zoustänneg ass, deen d'Kooperatioun mat aneren Akteuren, wéi z. B. dem Zentrum fir politesch Bildung, virundreift an dee reegelméisseg, also op d'mannst eemol d'Joer, Jugendaccisen organiséiert.~~

**27. b. Questions et divers****— SÉANCE À HUIS CLOS****— ENSEIGNEMENT FONDAMENTAL****28.** Affectation du personnel enseignant dans le cadre de la 1<sup>re</sup> liste des postes d'instituteurs vacants pour l'année scolaire 2025/2026:**a.** un poste définitif d'enseignant breveté pour le cycle 1 (titulaire de classe – 100 %) de l'enseignement fondamental.» **Est nommé: SALUCCI Lorenzo Walter****b.** un poste définitif d'enseignant breveté pour le cycle 1 (titulaire de classe – 100 %) de l'enseignement fondamental.» **Est nommée: SABUS Jessica****c.** un poste définitif d'enseignant breveté pour le cycle 1 (titulaire de classe – 100 %) de l'enseignement fondamental.» **Est nommée: VEYDER Laura****d.** un poste provisoire d'enseignant breveté (surnuméraire – 100 % / poste lusophone) pour le cycle 1 de l'enseignement fondamental pour l'année scolaire 2025/2026.» **Est nommée: ANTUNES PEREIRA Débora****e.** un poste provisoire d'enseignant breveté (surnuméraire – 100 % – projet 'Kanner-campus Belval') pour le cycle 1 de l'enseignement fondamental pour l'année scolaire 2025/2026.» **pas de candidature**

- f. un poste provisoire d'enseignant breveté (surnuméraire – 100 % – projet 'Kannercampus Belval') pour le cycle 1 de l'enseignement fondamental pour l'année scolaire 2025/2026.  
 » **pas de candidature**
- g. un poste provisoire d'enseignant breveté (surnuméraire – 100 %) pour le cycle 1 de l'enseignement fondamental pour l'année scolaire 2025/2026.  
 » **Est nommée: MUACHO DUARTE Diane**
- h. un poste provisoire d'enseignant breveté (surnuméraire – 100 % – accueil DPI) pour le cycle 1 de l'enseignement fondamental pour l'année scolaire 2025/2026.  
 » **Est nommée: KRAUS Nancy**
- i. un poste définitif d'enseignant breveté (titulaire de classe – 100 %) pour les cycles 2-4 de l'enseignement fondamental.  
 » **Est nommée: BRAY FERNANDES Inês**
- j. un poste définitif d'enseignant breveté (titulaire de classe – 100 %) pour les cycles 2-4 de l'enseignement fondamental.  
 » **Est nommé: PENNACCHIO Luca**
- k. un poste définitif d'enseignant breveté (titulaire de classe – 100 %) pour les cycles 2-4 de l'enseignement fondamental.  
 » **Est nommée: MONACELLI Julia**
- l. un poste définitif d'enseignant breveté (titulaire de classe – 100 % – projet 'Kannercampus Belval') pour les cycles 2-4 de l'enseignement fondamental.  
 » **Est nommée: GONÇALVES FERREIRA Wilma**
- m. un poste définitif d'enseignant breveté (titulaire de classe – 100 % – projet 'Kannercampus Belval') pour les cycles 2-4 de l'enseignement fondamental.  
 » **Est nommée: PINTO ANGELO Katia**
- n. un poste définitif d'enseignant breveté (titulaire de classe – 100 % – projet 'Kannercampus Belval') pour les cycles 2-4 de l'enseignement fondamental.  
 » **Est nommée: KHOSHABA ZEYA Martina**
- o. un poste définitif d'enseignant breveté (surnuméraire – 100 %) pour les cycles 2-4 de l'enseignement fondamental.  
 » **Est nommé: HOESER Max**
- p. un poste définitif d'enseignant breveté (surnuméraire – 100 %) pour les cycles 2-4 de l'enseignement fondamental.  
 » **Aucun·e**
- q. un poste définitif d'enseignant breveté (surnuméraire – 100 %) pour les cycles 2-4 de l'enseignement fondamental.  
 » **Est nommé: STUMPF Chris**
- r. un poste provisoire d'enseignant breveté (titulaire de classe – 100 %) pour les cycles 2-4 de l'enseignement fondamental pour l'année scolaire 2025/2026.  
 » **Est nommée: ADROVIC Ajsela**
- s. un poste provisoire d'enseignant breveté (titulaire de classe – 100 %) pour les cycles 2-4 de l'enseignement fondamental pour l'année scolaire 2025/2026.  
 » **Est nommée: FERNANDES DA CRUZ Sandrina**
- t. un poste provisoire d'enseignant breveté (titulaire de classe – 100 %) pour les cycles 2-4 de l'enseignement fondamental pour l'année scolaire 2025/2026.  
 » **Est nommé: ROSAFIO Elia**
- u. un poste provisoire d'enseignant breveté (titulaire de classe – 100 %) pour les cycles 2-4 de l'enseignement fondamental pour l'année scolaire 2025/2026.  
 » **Est nommée: FAMINI Cheyenne**
- v. un poste provisoire d'enseignant breveté (titulaire de classe – 100 %) pour les cycles 2-4 de l'enseignement fondamental pour l'année scolaire 2025/2026.  
 » **Est nommée: INGLEBERT Samantha Muriel**
- w. un poste provisoire d'enseignant breveté (titulaire de classe – 100 %) pour les cycles 2-4 de l'enseignement fondamental pour l'année scolaire 2025/2026.  
 » **Est nommé: GONÇALVES DUARTE David**
- x. un poste provisoire d'enseignant breveté (titulaire de classe – 100 %) pour les cycles 2-4 de l'enseignement fondamental pour l'année scolaire 2025/2026.  
 » **Est nommé: MEYLENDER Michel**
- y. un poste provisoire d'enseignant breveté (surnuméraire – 100 % – accueil DPI) pour les cycles 2-4 de l'enseignement fondamental.  
 » **Est nommé: HAXHA Leoida**

— **PERSONNEL**

**29.** Nomination d'un·e employé·e communal·e, groupe d'indemnité A2, sous-groupe administratif, à plein temps et à durée indéterminée pour les besoins du service des relations publiques et de la Culture.

» **Est nommé: SCHMIT Cliff**



## Gemeinderatssitzung Sanem

### Freitag, 23. Mai 2025

**BELES** – Die Gemeinderatssitzung vom 23. Mai 2025 entpuppte sich als Marathonsitzung mit einer Dauer von mehr als viereinhalb Stunden. Zu den Schwerpunkten zählten die Diskussionen rund um die kommunale Schulorganisation 2025/2026, die zukünftige Entwicklung der Kinder- und Jugendarbeit und die Verkehrsprobleme auf Belval und im Naherholungsgebiet Gaalgebierg.

Zu Beginn der Sitzung beantragte Simone Asselborn-Bintz (LSAP), zwei zusätzliche Punkte auf die Tagesordnung zu setzen: einerseits die überarbeitete Version der *Modification ponctuelle* betreffend den Crassier Ehleringen (Punkt 3b), sowie eine Motion der Fraktion von déi gréng (Punkt 27a). Myriam Cecchetti (déi Lénk) äußerte Kritik an der kurzfristigen Nachreichung solcher Punkte und forderte eine transparentere Kennzeichnung der Änderungen, insbesondere bei umfangreichen Dossiers. Sie betonte die eingeschränkten Ressourcen kleinerer Fraktionen, die sich in ihrer Vorbereitung auf die Sitzung beeinträchtigt sähen. Asselborn-Bintz (LSAP) gab an, bei künftigen Änderungen für mehr Übersichtlichkeit zu sorgen. Serge Faber (déi gréng) unterstützte die Kritik und bat im Gegenzug um mehr Toleranz des Schöff-innenrats, wenn auch die Opposition Fristen einmal überziehen müsse.

Im Anschluss informierte die Bürgermeisterin (LSAP) unter *Correspondance et informations* über ein geplantes Wiederaufleben einer interkommunalen Initiative gegen Laufzeitverlängerungen und Neubauten von Atomkraftwerken, wie etwa Cattenom. Die Gemeinde Sanem hatte sich bereits 2011 beteiligt. Nun habe der Bürgermeister von Roeser erneut zu einem Treffen eingeladen, um mögliche gemeinsame Schritte gegen die geplante Laufzeitverlängerung in Cattenom zu besprechen. Eine Entscheidung im Gemeinderat sei damit noch nicht verbunden, es handle sich lediglich um eine Vorinformation. Beim zweiten Tagesordnungspunkt der Genehmigung des Protokolls vom 25. April 2025 ergänzte Myriam Cecchetti (déi Lénk), dass ein geplanter Lokaltermin in der Cité Grand-Duc Jean kurzfristig verschoben worden sei und nun am Folgetag um 10 Uhr stattfinde. Interessierte Ratsmitglieder könnten sich noch anschließen.

### SCHATTENWURF EINES ALTEN PLANS

Unter Tagesordnungspunkt 3a in der Rubrik *Aménagement communal* erläuterte Simone Asselborn-Bintz (LSAP) danach, dass auf einem Privatgrundstück in der Rue de Hussigny in Beles zahlreiche bauliche Veränderungen – darunter ein Gartenhäuschen, eine Pergola, Mauern, Treppen und

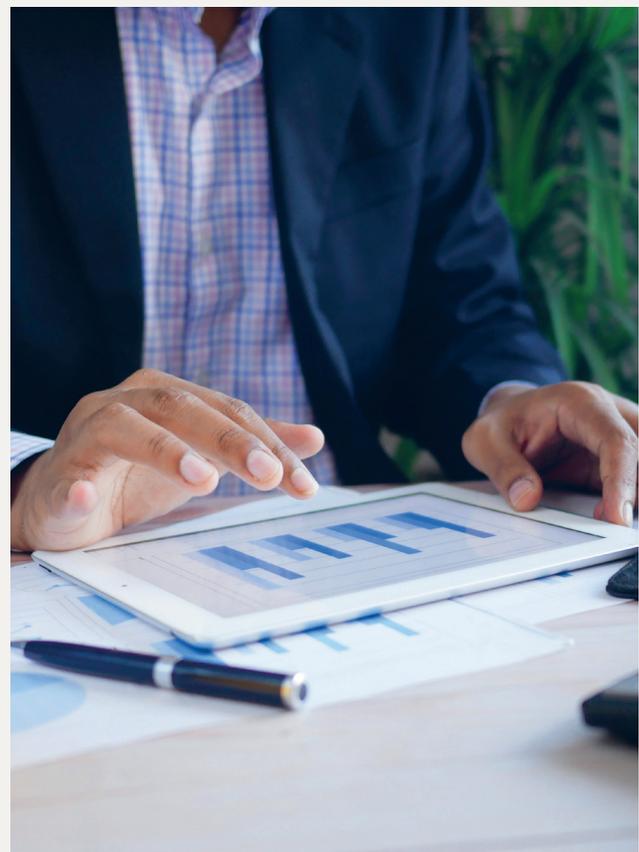
Geländeaufschüttungen – ohne die erforderliche Genehmigung vorgenommen wurden. Auf wiederholte Schreiben und eine Einladung zu einem Gespräch habe der Eigentümer nicht reagiert. Daher sehe sich die Gemeinde gezwungen, gerichtliche Schritte einzuleiten. Mara Schammo (ADR) erkundigte sich, ob die Fotoaufnahmen zur Beweissicherung mit Wissen des Eigentümers gemacht wurden und ob datenschutzrechtliche Bestimmungen eingehalten worden seien. Sie fragte außerdem, ob der auf den Fotos sichtbare Zaun eventuell auf gemeindeeigenem Grund stehe. Asselborn-Bintz (LSAP) erklärte, die Fotos dienten ausschließlich der internen Dokumentation und würden nicht veröffentlicht. Ob der Eigentümer im Vorfeld informiert wurde, werde geprüft. Auch der Status des Zauns solle nachrecherchiert werden.

Myriam Cecchetti (déi Lénk) wies darauf hin, dass die betroffene Parzelle Teil eines umfassenderen Problems sei. Bewohner:innen der angrenzenden Neubausiedlung hätten mehrfach Kritik am gesamten PAP geäußert, insbesondere weil ihnen beim Kauf über Notarverträge offenbar falsche Angaben zum Grundstücksbesitz gemacht worden seien. Aus Frust über die komplexe Lage hätten einige ohne Genehmigung gebaut. Sie forderte eine umfassendere Überprüfung. Der PAP sei ein schwieriger und langwieriger Fall, mit dessen Aufarbeitung sich die Gemeinde seit Jahren beschäftige, so Simone Asselborn-Bintz (LSAP). Bereits 2020 habe es Gespräche mit Anwohner:innen gegeben. Der ursprüngliche Fehler liege bei der Ausführung durch den Bauträger, nicht im genehmigten Plan selbst. Elvira Gaspar vom Bauamt, die anwesend war, ergänzte, dass nun mit den aktuellen Eigentümer:innen verhandelt werden müsse, da der Bauträger nicht mehr involviert sei. Mehrere Versuche, den PAP zu modifizieren, seien bisher ohne Ergebnis geblieben – auch weil kein-e Architekt:in gefunden werde, der bereit sei, die Korrekturen vorzunehmen. Die Gemeinde habe bereits selbst Lösungsvorschläge grafisch ausgearbeitet, stoße aber an rechtliche und praktische Grenzen. Die Debatte wurde mit der Abstimmung über die Genehmigung der gerichtlichen Schritte abgeschlossen. Der Punkt wurde mit 15 Stimmen dafür, einer Gegenstimme und einer Enthaltung angenommen.

Beim Punkt 3b befasste sich der Gemeinderat erneut mit der punktuellen Änderung des PAG in Bezug auf den Crassier Ehleringen. Die Bürgermeisterin (LSAP) erklärte, dass der überarbeitete Text nun klar auf die ursprünglich von allen Fraktionen unterstützte Linie eingeschwenkt sei: Der neue Zugang solle ausschließlich der sanften Mobilität und dem Zugang für Rettungsdienste dienen. Einzige Ausnahme bleibe die temporäre Nutzung durch motorisierte Fahrzeuge, sollte der Hauptzugang aus technischen oder sicherheitsbedingten Gründen nicht verfügbar sein. Diese präzisierte Formulierung sei in enger Abstimmung mit dem Wirtschaftsministerium erfolgt. Serge Faber (déi gréng) verwies auf die vor einem Jahr eingebrachte und einstimmig angenommene Motion

der Grünen, in der genau diese Form einer Servitude d'urbanisation gefordert worden war – inklusive eines ausdrücklichen Ausschlusses für regulären Fahrzeugverkehr, mit der einzigen Ausnahme von *Mobilité douce* und *Accès de secours*. Dass die erste Version der geplanten PAG-Änderung vor zwei Monaten hiervon abgewichen sei, habe bei déi gréng Verwunderung und Misstrauen ausgelöst. Der Text hätte sogar vorgesehen, dass die beschränkte Nutzung durch einen späteren Mobilitätsplan automatisch aufgehoben werden könne – was dem Ratsbeschluss klar widersprochen habe. Er stellte infrage, ob der Schöff:innenrat diese Abweichung bewusst in Kauf genommen oder den Text nicht gründlich genug geprüft habe, und wünsche sich, dass solche Widersprüche künftig vermieden werden müssten.

Asselborn-Bintz (LSAP) übernahm die Verantwortung für die anfängliche Fehlentwicklung. In der Kommunikation mit dem Ministerium seien zwischenzeitlich Formulierungen akzeptiert worden, die nicht der Ratsposition entsprochen hätten. Sie habe versäumt, die damals vom Gemeinderat angenommene Motion rechtzeitig weiterzuleiten. Die jetzige Korrektur sei auf Hinweise aus dem Gemeinderat – insbesondere von déi gréng – zurückzuführen. Es habe sich nicht um eine bewusste Täuschung gehandelt. Auch das Wirtschaftsministerium habe sich letztlich einsichtig gezeigt.



© Towfiqu Barbhuiya

Serge Faber (déi gréng) äußerte abschließend Unverständnis darüber, dass das Wirtschaftsministerium einen Vorschlag gemacht habe, der nicht den Vorgaben des Umweltministeriums entsprochen habe. Er plädierte dafür, bei künftigen Dossiers stärker auf Kohärenz zwischen den Ministerien und auf rechtliche Konformität zu achten, um keine Beschlüsse auf Basis unzureichender oder widersprüchlicher Genehmigungslagen zu treffen. Der Punkt wurde unisono verabschiedet.

## HAUSHALTSABSCHLÜSSE IM FOKUS

Nach einigen Immobilientransaktionen ging es weiter mit den Gemeindefinanzen. Der Gemeinderat genehmigte unter Punkt 7 die indexbedingte Anpassung des Pensionspreises in der REWA um 2,5 %. Finanzschöffin Nathalie Morgenthaler (CSV) erläuterte, dass die Erhöhung infolge der am 1. Mai wirksam gewordenen Indexbranche vorgenommen werde.

Myriam Cecchetti (déi Lénk) sprach sich erneut gegen die vollständige Weitergabe der Indexanpassung an die Bewohnerinnen aus und verwies darauf, dass der monatliche Betrag inzwischen das soziale Mindestgehalt übersteige. Asselborn-Bintz (LSAP) stellte klar, dass es sich beim *Prix de pension* nicht lediglich um Miete handle, sondern um ein umfassendes Paket, das neben der Unterkunft auch Verpflegung, Pflegeleistungen und weitere Dienstleistungen beinhalte, etwa Transportangebote wie Fahrten zum Einkauf. Cecchetti (déi Lénk) konterte daraufhin mit Kritik an der Darstellung der Positionen aus der Finanzkommission. Sie wies ausdrücklich darauf hin, dass im entsprechenden Kommissionsbericht suggeriert werde, déi Lénk habe keinen Einspruch erhoben, was nicht stimme. Es dürfe nicht der Eindruck entstehen, die Kommissionsberatungen seien einstimmig verlaufen. Denis Bronzetti (LSAP), Präsident der Finanzkommission, erklärte, dass die Kommission eine Mehrheitsmeinung wiedergebe, nicht notwendigerweise alle Einzelpositionen. Cecchetti (déi Lénk) hielt dagegen, dass insbesondere unter dem Aspekt demokratischer Transparenz auch Minderheitsmeinungen ihren Platz im Bericht haben sollten, wenn sie geäußert wurden. Mara Schammo (ADR) unterstützte déi Lénk in der grundsätzlichen Haltung, dass auf Mietbestandteile normalerweise kein Indexaufschlag gewährt werde. Die Bürgermeisterin (LSAP) betonte erneut, dass es sich hier um einen Pauschalpreis handle, in dem neben der Unterkunft auch Verpflegung, Pflege und Aktivitäten enthalten seien. Der Punkt wurde mit 15 Stimmen angenommen, bei zwei Gegenstimmen.

Unter Punkt 8 wurde ebenfalls eine 2,5-prozentige Anpassung der Stundensätze für gemeindliche Dienstleistungen beschlossen. Der Punkt wurde mit 16 Stimmen gutgeheißen, bei einer Enthaltung. Der Gemeinderat genehmigte unter Punkt 9 mehrere kleinere Haushaltsanpassungen. Diese betrafen unter anderem die Erhöhung von Krediten für die ASBL

D'Gemeng Suessem Hëllef. Punkt 10 und 11 beinhalteten mehrere neue Budgetartikel, u. a. für bezahlbares Wohnen, Zuschüsse des Sportsministeriums für Erneuerungsarbeiten an Sportstätten in Beles und Zolver sowie für den neuen Kinderkomplex in Sanem. Punkt 12 befasste sich mit der Genehmigung von insgesamt 75 Abschlussrechnungen diverser Investitionsprojekte der letzten Jahre, um Vorgaben des Innenministeriums zu erfüllen. Morgenthaler (CSV) wies darauf hin, dass es sich überwiegend um ältere Projekte handele, die teilweise noch unter dem alten Kontenplan geführt wurden. 60 Projekte seien unter oder im Rahmen des Kostenvorschlags geblieben, 15 lägen darüber. Das Plenum gab grünes Licht, auch unter den Punkten 13 und 14. Eine Mitarbeiterin hatte gebeten, einen Teil des Werts ihrer goldenen Uhr an die Fondation Cancer zu spenden. Darüber hinaus ging es um die Konvention betreffend die finanzielle Beteiligung des Staates am Bau des neuen Kinderkomplexes in Sanem.

Im Personalbereich wurde auf Vorschlag von Schöffe Mike Lorang (CSV) die Schaffung von insgesamt 17 neuen Stellen im Reinigungsdienst beschlossen, wovon 16 auf eine 75 %-Anstellung und eine auf 50 % lauten. Hintergrund war, dass etliche Mitarbeiterinnen seit teils über einem Jahr mit befristeten Verträgen beschäftigt waren. Durch die unbefriedigende Planungssicherheit sowohl für die Betroffenen als auch für die Einsatzleitung sei eine dauerhafte Lösung notwendig geworden. Serge Faber (déi gréng) begrüßte die Maßnahme ausdrücklich als Reaktion auf eine frühere Intervention seiner Partei im Gemeinderat. Simone Asselborn-Bintz (LSAP) hob hervor, dass alle betroffenen Mitarbeitenden zuvor einzeln angehört und über die Umstellung informiert worden seien.

## BESCHRÄNKUNG TRIFFT REALITÄT

Anschließend wurde unter Punkt 17 eine Reihe von Änderungen im kommunalen Verkehrsreglement beschlossen. Für die Rue du Brill in Beles werde temporär eine Tempo-30-Zone eingeführt sowie bauliche Maßnahmen zur Verkehrsberuhigung ergriffen, so Lorang (CSV). Ein Behindertenparkplatz entfalle dort, werde aber in der Rue de l'Électricité neu ausgewiesen. In der Cité Gewaennchen in Ehleringen werde das Parken in der Wendefläche neben dem Keupewee künftig untersagt. Serge Faber (déi gréng) zeigte sich grundsätzlich zufrieden mit den Maßnahmen zur Beruhigung der Rue du Brill, betonte jedoch, dass bauliche Schwellen allein oft nicht ausreichen. Er forderte zusätzliche langfristige Planungen und wollte wissen, wie es um die ursprünglich geplante Alternativzufahrt zum Forschungsinstitut LIST stehe, die seiner Meinung nach längst nutzbar wäre. Rätin Myriam Cecchetti (déi Lénk) erinnerte daran, dass ihre Fraktion bereits seit Langem auf die gefährliche Situation hingewiesen habe. Mike Lorang

(CSV) entgegnete, dass ein Umbau der Rue du Brill nun Vorrang vor anderen Maßnahmen erhalten habe. Der LIST sei informiert worden, dass er spätestens mit Beginn der Baustelle eine andere Zufahrt nutzen müsse. Simone Asselborn-Bintz (LSAP) ergänzte, dass die Gemeinde bereits mehrfach den LIST ersucht habe, seine Mitarbeitenden zur Rücksichtnahme zu ermahnen. Faber (déi gréng) betonte, dass die gesamte Rue Waassertrap trotz Begrenzung auf 30 km/h von Geschwindigkeitsüberschreitungen betroffen sei. Seine Fraktion werde daher in einer der nächsten Gemeinderatssitzungen einen Vorschlag unterbreiten, wie sowohl die Waassertrap als auch die angrenzenden Zufahrtsstraßen – einschließlich der Rue du Brill – wirksamer beruhigt werden könnten.

Zu den unter Punkt 18 vorgestellten Notfallregelungen erklärte Mike Lorang (CSV), dass man auf den massiven Ansturm auf das Naherholungsgebiet Gaalgebierg an Feiertagen reagieren müsse. An Tagen mit Überfüllung solle künftig durch Sicherheitsdienste eine Straßensperre eingerichtet werden, sobald der Parkplatz voll sei. Zusätzlich sei ein Treffen mit der Polizei anberaumt worden. Myriam Cecchetti (déi Lénk) forderte, über Ad-hoc-Maßnahmen hinauszudenken und ein langfristiges, strukturiertes Verkehrskonzept für das Gebiet zu erarbeiten. Dazu schlug sie vor, einen Arbeitskreis unter Einbezug der Verkehrskommission zu bilden und bis Mai 2026 ein nachhaltiges Konzept vorzulegen. Sie sprach auch mögliche alternative Zugänge und Shuttlelösungen an und verwies auf Erfahrungen aus anderen Gemeinden. Auch Serge Faber (déi gréng) unterstützte den Vorschlag und regte an, den Arbeitskreis Mobilität enger mit der Verkehrskommission zu verknüpfen. Er schlug außerdem konkrete Maßnahmen vor, etwa eine temporäre Zufahrtssperre in Kombination mit einem Shuttlebus, eventuell ergänzt um Transportmöglichkeiten für Grillutensilien und Fahrräder. Simone Asselborn-Bintz (LSAP) und Mike Lorang (CSV) versicherten, dass bereits mehrere der vorgeschlagenen Optionen intern diskutiert worden seien und man weiterhin offen für neue Ansätze sei. Ein erstes Treffen des Mobilität-Arbeitskreises sei nach den Pfingstferien geplant, und auch das Gespräch mit der Polizei werde für weitere Erkenntnisse sorgen.

Da die Gemeindegassiererin erst jetzt zur Sitzung stieß, wurde Punkt 15 der Tagesordnung nachgeholt. Die Bürgermeisterin (LSAP) rechnete vor, dass die noch einzutreibenden Gemeindegassnahmen für das Jahr 2024 bei insgesamt 400.783,49 Euro lägen, was gegenüber dem im Vorjahr angegebenen Betrag (359.505,71 Euro) einen Anstieg darstelle. Der Betrag, für den die Gemeindegassiererin eine Entlastung beantrage, belaufe sich auf 9.791,40 Euro. Asselborn-Bintz (LSAP) wies darauf hin, dass die Zahl der Mahnungen gestiegen sei, während sich die Zahl der gerichtlichen Anordnungen kaum verändert habe. Die Zahl der Pfändungsverfahren habe sich sogar fast verdoppelt – ein Hinweis darauf, dass immer mehr

Bürger:innen Schwierigkeiten hätten, Rechnungen fristgerecht zu begleichen. Ein bedeutender Teil des Rückstands sei auf zwei größere Schuldner:innen zurückzuführen, deren Außenstände sich auf 205.763,80 Euro beliefen. Es sei davon auszugehen, dass diese in naher Zukunft beglichen würden. Weitere Gründe für ausstehende Forderungen seien acht Firmenpleiten innerhalb der Gemeinde sowie 26 Personen, die nicht mehr auffindbar seien – z. B. durch Wegzug ins Ausland.

Serge Faber (déi gréng) meldete sich daraufhin mit einer technischen Frage zu Wort: Er habe nicht verstanden, wie ein Dokument über den *État des recettes restant à recouvrer 2024* eine Datierung vom 15. Mai 2024 tragen könne, obwohl ein solcher Stand doch immer zum Stichtag 31. Dezember eines Jahres festgestellt werde. Die Gemeindegassiererin Michelle Bour erklärte, dass dies ein Tippfehler sei, der in den offiziellen Dokumenten jedoch nicht auftauche. Die Gemeinderät:innen zeigten sich einverstanden mit den Ausführungen.

## SCHULPLANUNG MIT ZAHLEN UND SZENARIEN

Unter Punkt 19 stellte Bildungsschöffe Steve Gierenz (LSAP) die provisorische Schulorganisation für das Schuljahr 2025/2026 vor. Die Zahlen seien, wie jedes Jahr, in enger Zusammenarbeit mit der Direktion, dem Comité de cogestion (COCO) und dem Schuldienst der Gemeinde aufgestellt worden. Aufgrund eines IT-Fehlers sei kurzfristig die alte Version des Dokuments auf den Server gelangt, auf den die Rät:innen Zugang hätten, was umgehend korrigiert worden sei. In der Präsentation ging Gierenz detailliert auf die Verteilung der Schüler:innen in den verschiedenen Standorten ein, sowie auf die geplanten Bau- und Übergangslösungen. So sollen vier Klassen des Cycle 1.1 und 1.2 aus der Schule Zolver Zentrum aufgrund anstehender Renovierungen ab 2025/2026 in einem Modulbau zwischen der SEA und der Tennishalle untergebracht werden. Ein Schülertransport werde organisiert. Die neue Struktur hinter der École 2000 solle zudem zwei Precoce-Klassen aufnehmen. Insgesamt umfasse die Schulorganisation 1.879 Schüler:innen in 127 Klassen, was 44 Kinder und 7 Klassen mehr seien als im Vorjahr. Besonders bemerkenswert sei, dass allein an der Schule Roudewee während der Sommerferien 40 neue Schüler:innen zu erwarten seien – ein Effekt des neuen Viertels Geessewee. Der Bedarf an Schulraum werde auch in Zukunft steigen, weshalb zusätzliche Anträge an das Ministerium gestellt worden seien, u. a. für Stundenkontingente für Cours d'accueil, Flüchtlingsbetreuung und *Dédoublement* (Teilung) von Klassen mit hohem Bedarf.

Serge Faber (déi gréng) nutzte die Gelegenheit, um auf den Masterplan Bildung der Gemeinde einzugehen, der seit 2022 nicht mehr öffentlich weitergeführt worden sei. Er kritisierte, dass die zweite Phase – welche Szenarien, Kostenplanung

und Standortvorschläge umfassen sollte – nie im Gemeinderat oder in der Schoukmission thematisiert worden sei. Angesichts der wachsenden Anforderungen, etwa durch kleinere Klassengrößen, steigende Schüler-innenzahlen, Flüchtlingsaufnahme und den neuen Alphabetisierungsweg (Projet Alpha) ab 2026/2027, sei es dringend notwendig, den Masterplan zu aktualisieren. Angesichts der großen finanziellen und infrastrukturellen Bedeutung für die Gemeinde forderte Faber (déi gréng) auch künftig mehr Einbindung und frühzeitige Information des Gemeinderats. Er befürchte zudem, dass Provisorien wie der angekündigte Modulbau zu dauerhaften Lösungen würden, wenn nicht rechtzeitig geplant werde.

Gierenz (LSAP) erklärte daraufhin, dass man den Masterplan weitergeführt habe. Am 13. Mai sei dem Comité de cogestion – bestehend u. a. aus dem Schuldirektor Philippe Kloos und Joël Wintersdorf vom COCO – ein aktualisiertes Szenario vorgestellt worden. Darin sei etwa der Bau zweier Schulen im Viertel Roudewee vorgesehen, ebenso wie eine zweite Schule am Kannercampus Belval. Die Gemeinde rechne bewusst mit pessimistischeren Zahlen, um nicht von der Dynamik des Bevölkerungswachstums überrascht zu werden. Simone Asselborn-Bintz (LSAP) bestätigte, dass der Schöff-innenrat an einer konsolidierten Version der Masterplans arbeite. Da man inzwischen mit einem neuen Planungsbüro arbeite, sei die zweite Phase des Masterplans nicht wie ursprünglich vorgesehen durchgeführt worden. Myriam Cecchetti (déi Lénk) forderte regelmäßige Information des gesamten Gemeinderats – am besten in gemeinsamen Sitzungen mit der Schoukmission –, und lobte die Modularbauten grundsätzlich. Die neuen Alphabetisierungsregelungen ab 2026/27 würden zusätzlich Druck auf die Infrastruktur ausüben. Besonders problematisch sei die fehlende Planungssicherheit: Niemand könne voraussehen, wie sich die Wahl der Sprachrichtung verteilen werde. Daher brauche man flexible Gebäude mit multifunktionalen Räumen, wie es bei modernen Bürobauten längst üblich sei – auch Faber (déi gréng) sprach sich für modulare Innenwände aus.

Cecchetti (déi Lénk) kritisierte zudem die hohen Schüler-innenzahlen in manchen Precoce-Klassen (17-19 Kinder), die im Gegensatz zur präsentierten Durchschnittszahl von 14,5 stünden. Besonders das Ministerium verkaufe das Projekt Alpha fälschlicherweise als „nicht einschneidend“ für die Gemeinden. Sie äußerte aber auch die Hoffnung, dass mit dem Bau neuer Schwimmanlagen – unter anderem auf Belval sowie in der künftigen Schule am Roudewee – auch die Kinder der Zyklen 1.0 und 4.2 wieder regulär am Schwimmunterricht teilnehmen könnten. Besonders betonte sie die Bedeutung des Schwimmunterrichts für jüngere Kinder, da coronabedingt kein Babyschwimmen stattgefunden habe und entsprechende Kursangebote

in Nachbargemeinden überfüllt seien. Bei den Cours d'accueil zeigte sie sich irritiert über die Formulierung, diese würden zugunsten einer besseren Integration von Kindern mit spezifischen Bedürfnissen reduziert. Cecchetti wies darauf hin, dass Kinder, die neu ins Land kommen und die Sprache nicht sprechen, nicht automatisch à besoins spécifiques seien. Steve Reuter vom Schuldienst erläuterte daraufhin, dass die neue Strategie vorsehe, Kinder mit Sprachbedarf vermehrt direkt in Regelklassen zu integrieren und dort mit zusätzlicher Unterstützung zu fördern – ein Vorgehen, das von der Lehrer-innenschaft selbst vorgeschlagen worden sei. Gleichzeitig habe sich durch den gestiegenen Sozialkoeffizienten der Gemeinde das vom Ministerium bereitgestellte Kontingent reduziert, was zusätzliche organisatorische Kreativität notwendig mache.

Zum Abschluss wies Anne Logelin (CSV) noch darauf hin, dass die Sportkommission Babyschwimmkurse für Kinder bis sechs Jahre vorgeschlagen habe, insbesondere für Jahrgänge, die pandemiebedingt keine Möglichkeit dazu hatten. Simone Asselborn-Bintz (LSAP) antwortete, dass dies im Schöff-innenrat noch nicht behandelt worden sei und technische wie logistische Fragen zu klären seien. Die Schulorganisation wurde ohne Gegenstimme verabschiedet.



© Shelby Murphy Figueroa

Es ging weiter unter der Rubrik Divers. Simone Asselborn-Bintz (LSAP) stellte unter Tagesordnungspunkt 20 ausführlich die geplante Änderung des Friedhofsreglements vor, die auf einem ministeriellen Rundschreiben basiere. Neu geregelt werde unter anderem der Zeitraum für Beerdigungen: Dieser werde von bislang 24 bis 72 Stunden nach Eintritt des Todes auf nunmehr 25 bis 144 Stunden verlängert. Innerhalb von 24 Stunden müsse ein Leichnam in eine gekühlte Einrichtung überführt werden, andernfalls sei die Beisetzung spätestens nach 72 Stunden vorzunehmen. Der/die Bürgermeister-in könne in Ausnahmesituationen mit Genehmigung der Gesundheitsbehörde den Zeitraum verlängern – etwa bei Sterbefällen im Ausland. Erstmals werde auch festgelegt, dass Föten meldepflichtig seien und nur nach offizieller Deklaration beigesetzt werden dürften. Darüber hinaus werde präzisiert, wer eine Konzession erhalten dürfe. Bei der Auflösung von Urnenplätzen im Kolumbarium werde nun geregelt, was mit der Asche geschehe. Begräbniszeiten würden ebenfalls angepasst. Zudem werde neu festgelegt, dass auf der Streuwiese keine Gedenktafeln mit personenbezogenen Daten angebracht werden dürften. Das Plenum stimmte zu. Im Anschluss daran (Punkt 21) wurden die Konzessionen für das Jahr 2024 einstimmig genehmigt. Der Minister habe dazu angehalten, diese Genehmigung formell vorzunehmen – etwas, das bisher nicht Praxis gewesen sei, so Asselborn-Bintz (LSAP).

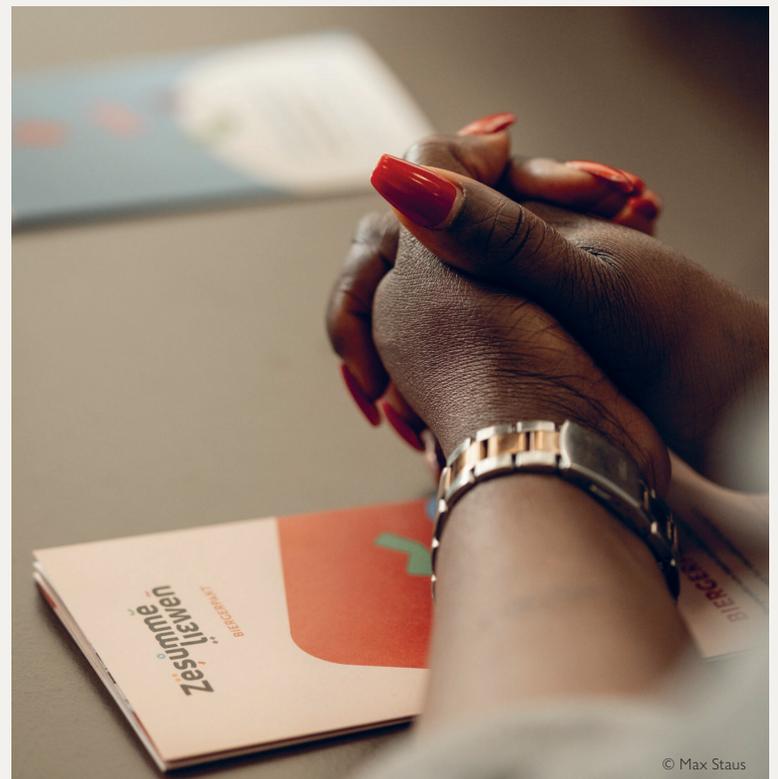
## FORTFÜHRUNG DES RUFF BUS VORGESTELLT

Bei Punkt 22 wurde der neue Vertrag mit Sales-Lentz zur Fortführung des Services Ruff Bus vorgestellt. Steve Gierenz (LSAP) erläuterte die Ursprünge des Projekts, das 2014 im Rahmen eines Aufrufs des Familienministeriums zu seniorenfreundlichen Gemeinden entstanden sei. Der Dienst habe sich seither als eine wichtige Ergänzung des kommunalen Mobilitätsangebots etabliert und stehe allen Bürger-innen offen – nicht nur Senior-innen. Die Nutzung erfolge entweder über ein Jahresabo (50 €) oder ein 10er-Karnet (20 €). Buchungen könne man telefonisch oder online vornehmen, wobei nun eine 24/7-Onlineplattform ([www.flexibus.lu](http://www.flexibus.lu)) zur Verfügung stehe. Im Jahr 2024 sei der Dienst 4547 Mal genutzt worden – mit Spitzenwerten im Januar (405 Nutzer-innen) und Oktober (417). Besonders frequentiert sei der Dienst donnerstags und freitags. Obwohl keine statistische Erfassung der Altersgruppen vorliege, bestätigten Fahrer-innen, dass insbesondere ältere Mitbürger-innen auf den Service zurückgreifen würden. Neben detaillierten Nutzungsstatistiken gebe es regelmäßige Austauschtermine mit Sales-Lentz zur Qualitätskontrolle und Weiterentwicklung des Angebots.

Danach befasste man sich mit dem Jahresbericht und der Abschlussrechnung im Rahmen des Gemeindepaktes zum interkulturellen Zusammenleben. Nathalie Morgenthaler (CSV)

führte aus, dass die Gemeinde sich verpflichtet habe, jährlich einen Bericht sowie einen finanziellen Überblick einzureichen. Diese Dokumente würden sich auf die Aktivitäten des Gemeindedienstes für Chancengleichheit und Diversität sowie der zuständigen beratenden Kommission berufen. Als Beispiele für durchgeführte Veranstaltungen nannte sie Viertelfeste, Workshops, ein thematisches Brunch mit 140 Teilnehmenden sowie regelmäßige Angebote wie den Café des langues, das Event Colorissimo und die „Tröppeltour“-Initiative. Der Bericht sei nach den Vorgaben des zuständigen Ministeriums erstellt und bewertet worden, wobei die Gemeinde Sanem 35 von 40 möglichen Punkten erhalten habe. Morgenthaler (CSV) bedankte sich ausdrücklich bei allen Beteiligten, darunter der Koordinatorin Annick Spellini, dem Comité de pilotage mit Vertretung aller Parteien, der Kommission für interkulturelles Zusammenleben und den zwei vom Ministerium entsandten Berater-innen Gary Diderich und Magda Jakubowska. Bürgermeisterin Asselborn-Bintz (LSAP) lobte insbesondere den Erfolg des Brunches und regte an, solche Formate künftig öfter durchzuführen.

Punkt 24 zur Checkliste im Rahmen des Naturpakts konnte nicht behandelt werden, da er versehentlich nicht in die Tagesordnung aufgenommen worden war und den Ratsmitgliedern die Unterlagen fehlten. Die Diskussion wurde auf die nächste Sitzung verschoben. Unter Punkt 25 nahm der Gemeinderat die geänderten Statuten der Société Avicole de Belvaux ASBL zur Kenntnis, und unter Punkt 26 wurde eine Änderung in der Besetzung der Schulkommission einstimmig bestätigt: Carmen Kremer (déi Lénk) trat als Suppleantin zurück und wurde durch Boris Lombardi (déi Lénk) ersetzt.



© Max Staus

## POLITIK IM KLEINFORMAT

Unter dem Tagesordnungspunkt 27a wurde von Serge Faber (déi gréng) eine Motion zum Thema Kindergemeinderat eingebracht. Ziel sei es, konkrete Schritte in Richtung einer stärkeren politischen Bildung und Mitbestimmung von Kindern in der Gemeinde Sanem zu initiieren – eine Zielsetzung, die laut Faber (déi gréng) nicht etwa neu sei, sondern direkt aus der aktuellen Schöff-innenratserklärung der LSAP-CSV-Koalition stamme. Er betonte, dass déi gréng in dieser Motion lediglich das in der Erklärung bereits Formulierte aufgriffen und nun auf eine zeitnahe Umsetzung drängten, da bislang keine sichtbaren Fortschritte erzielt worden seien. Inhaltlich fordere déi gréng die Gründung einer überparteilichen Arbeitsgruppe, welche noch im laufenden Haushaltsjahr ein Konzept für einen Kindergemeinderat erarbeiten solle. Zudem schlage déi gréng vor, einen *Service Jeunesse* zu schaffen, der u. a. die Kommunikation mit Kindern und Jugendlichen koordinieren, mit Institutionen wie dem Zentrum für politische Bildung zusammenarbeiten und jährlich Jugendassisen organisieren solle, so Faber (déi gréng).

Mike Lorang (CSV), als zuständiger Jugendschöffe, erinnerte daran, dass es zwischen 2008 und 2012 bereits einen Jugendgemeinderat gegeben habe, der jedoch aufgrund mangelnder Nachhaltigkeit und wenig sichtbarer Resultate nicht fortgeführt worden sei. Er plädiere dafür, das Thema in die Jugendkommission zu verweisen, um dort über eine mögliche Wiederbelebung in angepasster Form zu diskutieren. Faber (déi gréng) entgegnete, dass es sich in der aktuellen Motion ausdrücklich nicht um einen Jugend- sondern um einen Kindergemeinderat handle – also um die politische Beteiligung von Kindern, insbesondere aus den Schulzyklen 3.2 bis 4.2. Diese Unterscheidung sei wesentlich, da in anderen Gemeinden Luxemburgs bereits erfolgreiche Modelle solcher Gremien existierten. Die Diskussion über den Vorschlag könne gerne in der Jugendkommission geführt werden, sollte jedoch auch die Schoukmission miteinbeziehen, da diese sich naturgemäß stärker mit kindlichen Zielgruppen befasse.

Marc Haas (LSAP), Präsident der Jugendkommission, bestätigte, dass das Thema im Rahmen der Sensibilisierungsmaßnahmen des Schöff-innenratsprogramms verankert ist. Daraus ergebe sich, dass nicht die Gemeinde selbst ein entsprechendes Projekt initiieren sollte, sondern vielmehr der COCO oder die SEA dafür zu sensibilisieren sei, eine entsprechende Initiative zu ergreifen. Da bislang jedoch keine konkreten Schritte unternommen wurden, schlug er vor, das Thema in die Jugendkommission zu überweisen, um dort über die mögliche Wiedereinführung eines Kindergemeinderats zu beraten. Eine denkbare Schlussfolgerung dieser Diskussion könnte darin bestehen, das Thema anschließend an die Schoukmission weiterzuleiten.

Abschließend schlug die Bürgermeisterin vor, sowohl die Schul- als auch die Jugendkommission – gerne auch gemeinsam – mit der Ausarbeitung eines Avis für den Schöff-innenrat zu beauftragen.

Hinsichtlich des vorgeschlagenen *Service Jeunesse* erklärte die Bürgermeisterin (LSAP), dass eine solche Einrichtung zwar sinnvoll sei, jedoch auch mit nicht unerheblichem Aufwand verbunden sei. Ein solcher Dienst erfordere – ähnlich wie der *Service Sport* mit eigenem/r Koordinator-in – langfristige strukturelle und finanzielle Ressourcen. Aktuell sei ein solcher Schritt weder im Budget für das laufende Jahr noch in der mittelfristigen Finanzplanung abbildbar. Mike Lorang (CSV) verwies auf bestehende Angebote, insbesondere das Jugendhaus SABA, das bereits eine Vielzahl an Jugendaktivitäten durchführe. Die Aktivitäten des SABA sowie der Jugendkommission zeigten, dass Jugendpolitik sehr wohl betrieben werde.

Serge Faber (déi gréng) betonte in seiner Wortmeldung die grundsätzlich gute Arbeit des SABA in der Gemeinde, stellte jedoch klar, dass es sich dabei um eine unabhängige ASBL handle und eben nicht um einen Dienst der Gemeinde selbst. Zwar werde SABA zu Recht großzügig von der Gemeinde finanziert, dennoch bleibe es eine externe Struktur. In diesem Zusammenhang kritisierte er, dass vom Schöff-innenrat keine klare Antwort darauf gekommen sei, wie konkret mit dem Zentrum für politische Bildung zusammengearbeitet werden solle oder wie es mit den sogenannten Jugendassisen weitergehe, die laut Schöff-innenrat eigentlich regelmäßig stattfinden sollten. Marc Haas (LSAP) erklärte, dass die Jugendassisen 2023 im Rahmen der ersten San'Up-Veranstaltung stattgefunden hätten, damals begleitet von drei Jugendforscher-innen. Diese hätten jedoch selbst empfohlen, eine Wiederholung nicht jährlich anzusetzen. Ein gewisser Abstand – von zwei bis drei Jahren – sei sinnvoll, um den Jugendlichen Raum für Meinungsbildung und neue Impulse zu geben. Aus diesem Grund habe man beschlossen, sie für 2026 wieder vorzusehen. Dabei sei denkbar, mit denselben Forscher-innen zusammenzuarbeiten, was zusätzliche Schulungen ersparen könnte.

Simone Asselborn-Bintz (LSAP) fragte, wie weiter mit der Motion verfahren werden solle: Ob man direkt über sie abstimmen oder den Antrag – zumindest teilweise – in die zuständigen Kommissionen überweisen wolle. Sie schlug vor, nur den ersten Punkt der Motion in eine gemeinsame Sitzung von Schul- und Jugendkommission zu geben, da der zweite Punkt – die Einrichtung eines Jugenddienstes – derzeit aus finanziellen Gründen nicht umsetzbar sei. Unabhängig von der Entscheidung über eine Abstimmung solle dieser erste Punkt in jedem Fall auf Kommissionsebene weiterverfolgt werden.

Myriam Cecchetti (déi Lénk) gab an, die Motion inhaltlich zu unterstützen und betonte die Wichtigkeit frühzeitiger politischer Bildung. Wenn man Beteiligung im Erwachsenenalter wünsche, müsse man bereits im Kindesalter damit beginnen. Sie plädierte dafür, Kinder- und Jugendbeteiligung klar zu trennen. Ein Kindergemeinderat sei ihrer Ansicht nach kostengünstig und durch Kooperation mit Schulleitungen, COCO und dem Zentrum für politische Bildung realisierbar. Sie betonte die Notwendigkeit, die Partizipation in den Schulalltag zu integrieren. Hinsichtlich des ursprünglichen Jugendgemeinderats aus der Zeit 2008-2012 schilderte sie, dass das Projekt damals an mangelnder Kontinuität und überhöhten Erwartungen gescheitert sei. Forderungen der Jugendlichen hätten oft zu lange gebraucht, um umgesetzt zu werden, wodurch Frustration entstanden sei. Abschließend kritisierte Cecchetti (déi Lénk), dass der Schöff-innenrat Projekte in sein Programm aufgenommen habe, für die von vornherein keine realistischen Ressourcen vorgesehen worden seien. Asselborn-Bintz (LSAP) entgegnete, dass die Erstellung eines Programms zu Beginn einer Legislatur stets ambitioniert sei, sich aber im Laufe der Jahre durch äußere Entwicklungen – insbesondere bei Großprojekten wie Schulbauten – Prioritäten verschieben könnten. Man sei nicht grundsätzlich gegen neue Projekte, müsse jedoch haushaltspolitisch verantwortungsvoll handeln und dürfe die Gemeinde nicht in eine strukturell schwierige Lage manövrieren.

Serge Faber (déi gréng) schlug daraufhin eine Modifikation der Motion vor: Der zweite Teil (*Service Jeunesse*) solle gestrichen werden, um auf den budgetären Einwand einzugehen. Stattdessen könne man eine-n Koordinator-in einsetzen – ähnlich wie beim-bei der Sportskoordinator-in –, der-die mit bestehenden Ressourcen Teile der Aufgaben übernehme. Er schlug vor, diesen Auftrag einer bereits angestellten Person aus dem Bereich der SEA zu übertragen. Asselborn-Bintz (LSAP) wies jedoch darauf hin, dass diese Personen bereits vollständig ausgelastet seien und eine solche Umwidmung nicht einfach möglich sei, da sie auch administrative und vorbereitende Aufgaben hätten. Sie betonte erneut, dass eine professionelle und nachhaltige Umsetzung nur mit zusätzlichem Personal möglich sei – wozu derzeit die Mittel fehlten. Abschließend wurde vereinbart, den zweiten Punkt der Motion zurückzuziehen. Der erste Punkt – die Erarbeitung eines Konzepts für einen Kindergemeinderat – wurde in modifizierter Form beibehalten. Eine *Commission jointe* bestehend aus Schoukkommission und Jugendkommission solle die Initiative weiterverfolgen.

## WAS DIE BÜRGER·INNEN BEWEGT

Unter dem letzten Tagesordnungspunkt *Questions et divers* begann Gemeinderätin Myriam Cecchetti (déi Lénk) mit

mehreren Anliegen zur Mobilität. Sie erkundigte sich nach dem aktuellen Stand zur Linie 17 des TICE, da unklar sei, ob diese nach der Übergabe an den RGTR weiterhin dieselbe Streckenführung und Frequenz behalte. Auch wolle sie wissen, ob der angekündigte 7,5-Minuten-Takt für alle Linien gelte. Besonders appellierte sie erneut an die Einrichtung eines Nachtbusses, da dieser aus sozialen und sicherheitstechnischen Gründen – gerade für junge Menschen – dringend erforderlich sei. Mike Lorang (CSV) versicherte, dass sich die Gemeinde nach wie vor in Verhandlungen mit dem Staat befinde, konkrete Ergebnisse aber noch ausstünden. Bezüglich des Fahrplans und möglicher Taktänderungen wolle er Informationen nachreichen und schlug vor, mittels QR-Codes im Gemeindemagazin und gezielter Kommunikation für mehr Transparenz zu sorgen. Ein weiteres Thema von Cecchetti (déi Lénk) betraf eine Firma in der Rue Grand-Duchesse Charlotte in Beles, die offenbar viele Fahrzeuge nutze und diese im öffentlichen Raum parke. Dies Sorge in der Nachbarschaft für Unmut. Simone Asselborn-Bintz (LSAP) erklärte, dass hierzu bislang keine offiziellen Beschwerden eingegangen seien. Man habe der Firma bei Genehmigung jedoch mitgeteilt, dass keine Parkflächen zur Verfügung stünden. Die Gemeinde werde den städtischen Ordnungsdienst informieren, um die Lage zu beobachten.

Ein drittes Anliegen Cecchettis (déi Lénk) bezog sich auf die Kommunikation im Zusammenhang mit einer Militärübung. Die Veröffentlichung eines Panzerbilds auf Social Media habe einige Bürger-innen erschreckt. Asselborn-Bintz (LSAP) entgegnete, dass die Mitteilung wortgetreu vom Ministerium übernommen wurde und nur zur Sensibilisierung diene. Dies führte Cecchetti (déi Lénk) zu einer allgemeinen Kritik an der Öffentlichkeitsarbeit. So sei etwa die aktuelle Fairtrade-Aktion unzureichend angekündigt worden. Auch Gaston Anen (CSV) regte an, die Kommunikation zur Sensibilisierung kurzfristig und direkter zu gestalten. Die Bürgermeisterin (LSAP) betonte, dass das Fairtrade-Breakfast auf allen Gemeindekanälen angekündigt worden sei, und sogar im alle zwei Monate erscheinenden Print-Agenda aufgeführt gewesen sei, welches an alle Haushalte verteilt werde, unter anderem um die Anzahl einzelner Event-Flyer zu reduzieren.

Serge Faber (déi gréng) erkundigte sich im Anschluss, ob die Gemeinde plane, sich an den Initiativen der Städte Esch und Düldegen zu einem gemeindeübergreifenden Nachtbus zu beteiligen. Mike Lorang (CSV) erklärte, dass ihm hierzu noch keine Details bekannt seien, er aber entsprechende Gespräche mit seinen Kollegen führen wolle. Faber (déi gréng) sprach zudem den Wegfall des TICE-Schülertransports an, insbesondere im Zusammenhang mit den Schwimmbadfahrten der Grundschulen. Steve Gierenz (LSAP) versicherte, dass der Schuldienst bereits Kontakt zu einem Busunternehmen aufgenommen habe, um die Beförderung der Kinder ab der nächsten Rentrée sicherzustellen. Eine formale Konvention sei nicht nötig,

da es sich um eine Marktvergabe handle, ergänzte Asselborn-Bintz (LSAP).

Danach äußerte sich Faber (déi gréng) kritisch zur Nutzung der Gemeindesäle für große private Veranstaltungen. Ihm seien erneut Fälle gemeldet worden, bei denen es zu übermäßigem Lärm und starker Verschmutzung gekommen sei. Er fordere daher eine verschärfte Kontrolle bei der Vermietung – etwa durch einen verpflichtenden Inventar- und Übergabebericht – sowie mögliche Sanktionen bei wiederholtem Fehlverhalten. Simone Asselborn-Bintz (LSAP) bestätigte, dass der betroffene Verein bereits verwarnet worden sei und künftig keinen Zugang mehr zum Saal erhalten werde. Auch werde bei jeder Vermietung ein Kontrollgang durch das Personal vorgenommen. Faber (déi gréng) kritisierte zusätzlich, dass bei der Veranstaltung fremdes Material, teils aus der SEA, benutzt worden sei, was nicht erlaubt sei.

Des Weiteren erkundigte sich Faber (déi gréng) nach dem Stand rund um das ehemalige Pfarrhaus in Ehleringen, das mittlerweile abgerissen wurde. Er wollte wissen, warum sich auf dem Gelände weiterhin ein Bauzaun befinde. Die Bürgermeisterin (LSAP) erklärte, dass noch Restarbeiten ausstünden und der Platz aus Sicherheitsgründen noch nicht freigegeben sei. Sie versprach, den Zeitplan zu überprüfen. Auch zum Thema Tram meldete sich Faber (déi gréng) zu Wort. Er zeigte sich irritiert über eine Aussage des DP-Fraktionschefs im Parlament, der angedeutet hatte, die Tram könne nur bis Belval und nicht bis Bieles fahren. Asselborn-Bintz (LSAP) stellte klar, dass der Endpunkt der Tram bei der Gemeinde in Beles liege, auch wenn das Gebiet teils als Belval bezeichnet werde. Die Pläne, die Tram bis zur Gemeinde zu führen, seien weiterhin gültig und in den letzten Unterlagen bestätigt worden.

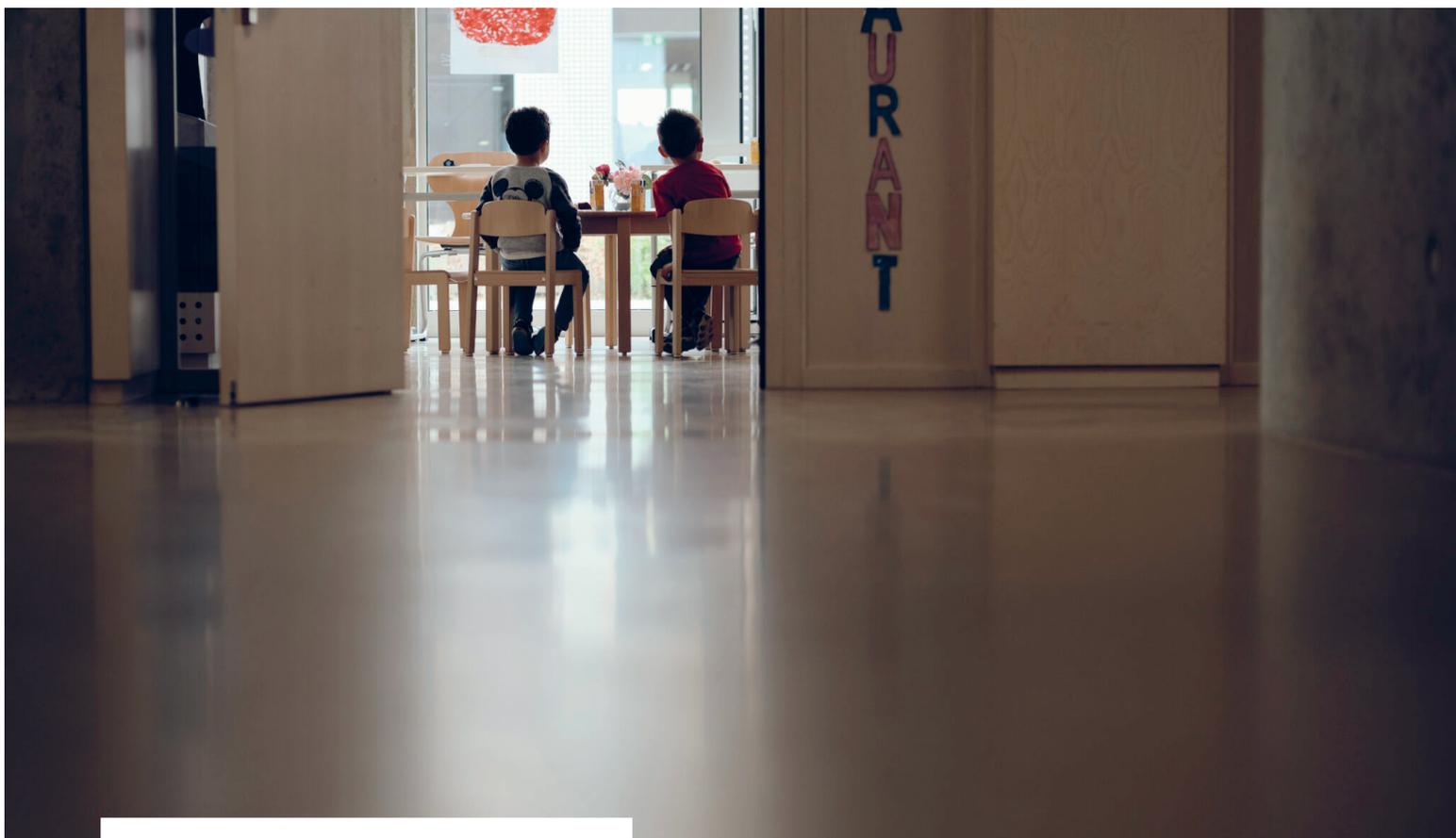
Mara Schammo (ADR) richtete mehrere Anliegen an den Schöff-innenrat. Sie kritisierte die verkehrliche Situation in der Rue Grande-Duchesse Charlotte. Die Straße sei zu schmal, die eingebauten Ausweichbuchten funktionierten nicht, und falsch parkende Fahrzeuge würden die Durchfahrt zusätzlich behindern. Ihrer Meinung nach solle die Einführung eines Einbahnverkehrs geprüft werden. Mike Lorang (CSV) erinnerte an eine frühere Testphase, bei der sich gezeigt habe, dass ein Einbahnverkehr zu schnellerem Fahrverhalten und unzumutbaren Umwegen für Anwohner-innen führe. Auch Marco Goelhausen (LSAP), früherer Mobilitätsschöffe, betonte, dass die jetzige Lösung auf Basis fundierter Studien und aus Sicherheitsgründen gewählt worden sei. Eine Einbahnregelung habe sich als nicht praktikabel erwiesen. Schammo (ADR) wies ergänzend darauf hin, dass falsch parkende Autos die Buchten unbrauchbar machten – ein Aspekt, den auch Myriam Cecchetti (déi Lénk) unterstrich. Denis Bronzetti (LSAP) bestätigte jedoch, dass die bestehende Regelung bei ausreichender Disziplin gut funktioniere.

Schließlich sprach Schammo (ADR) noch den Zustand einer Wiese in der Rue Dickskopp an, die während einer Baustelle als Materiallager genutzt worden war. Sie fragte, wann diese wiederhergestellt werde, da sie derzeit noch mit Fahrzeugen befahren werde. Asselborn-Bintz (LSAP) antwortete, dass man prüfen werde, ob die Baustelle abgeschlossen sei und ob die Rückführung wie vorgesehen umgesetzt werde. Zum Abschluss lud Schammo (ADR) zu einer morgendlichen Begehung der Cité Grand-Duc Jean ein, um mit Anwohner-innen über deren Sorgen zu sprechen. Sie äußerte Bedauern, dass der Schöff-innenrat nicht teilnehmen wolle. Simone Asselborn-Bintz (LSAP) erklärte, dass es eine frühere Versammlung gegeben habe und man entschieden habe, den Besuch den Mitgliedern des Gemeinderats zu überlassen.

Unter Ausschluss der Öffentlichkeit wurden danach noch einige Personalentscheidungen getroffen.



Audiodatei der Gemeinderatssitzung  
[WWW.SUESSEM.LU/LB/SEANCE-YEAR/2025](http://WWW.SUESSEM.LU/LB/SEANCE-YEAR/2025)



Procès-verbal des votes  
du Conseil communal de Sanem  
lors de la séance publique

**vendredi, 20 juin 2025**

date de l'annonce publique: **13 juin 2025**  
date de la convocation des conseillers: **13 juin 2025**  
début: **08h15** fin: **11h00**

**PRÉSENTS:**

Mme Asselborn-Bintz Simone, présidente,  
M. Gaston Anen, M. Bronzetti Denis, Mme Cecchetti Myriam, M. Dahm  
Yves, M. Da Silva Bruno, M. Faber Serge, M. Gierenz Steve, M. Goelhausen  
Marco, M. Haas Marc, M. Krippeler Max, Mme Logelin Anne, M. Lorang  
Mike, Mme Morgenthaler Nathalie, Mme Romeo Franca, Mme Schammo  
Mara, Mme Speck-Braun Patricia  
Mme Manon Greven, secrétaire communale

**ABSENT-S EXCUSÉ-S: /**

**PREMIER VOTANT:** M. Haas Marc

Mme Cecchetti Myriam n'a pas pris part au vote  
des points 10c, 11a et b, 12a.

**— ORDRE DU JOUR**

Le Collège des bourgmestre et échevins demande  
au Conseil communal de bien vouloir ajouter le point  
suivant à l'ordre du jour:

1. Correspondance et informations.
2. Approbation d'un rapport (23 mai 2025).  
» **Vote unanime**

— **PROJET****3.** Rue du Brill:

- a.** Renouvellement de la canalisation des eaux mixtes de la rue du Brill à Belvaux. Nouveau crédit: 200.000,-€ (4/520/222100/13060).
- b.** Travaux de réaménagement de la rue du Brill à Belvaux. Devis estimatif détaillé: 1.250.000,-€ (articles budgétaires: 4/624/221313/13060; 4/520/222100/13060; 4/630/222100/13060).

» **Vote unanime****4.** Renouvellement des chemins d'accès au cimetière de Belvaux. Devis estimatif détaillé: 850.000,-€ (article budgétaire: 4/626/221200/25064).» **Vote unanime****5.** Remplacement de feux de signalisation dans la commune de Sanem. Devis estimatif détaillé: 195.000,-€ (article budgétaire: 4/622/222100/17002).» **Vote unanime****6.** Réaménagement de l'accès à la morgue à Sanem pour les personnes à mobilité réduite. Devis estimatif détaillé: 25.000,-€ (article budgétaire: 4/626/221200/25018).» **Vote unanime****7.** Parking Kannercampus

- a.** Renouvellement de la détection incendie parking commun Kannercampus et CDI. Nouveau crédit: 52.000,-€ (4/910/222100/25066).
- b.** Renouvellement de la détection incendie parking commun Kannercampus et CDI. Devis estimatif détaillé: 52.000,-€ (article budgétaire: 4/910/222100/25066).

» **Vote unanime**— **AMÉNAGEMENT COMMUNAL****8.** Approbation de l'avenant à la convention d'exécution pour la réalisation des infrastructures du PAPNQ 2003-13 Wënschel portant sur des fonds sis à Belvaux.» **Vote unanime****9.** Approbation du projet de modification ponctuelle du plan d'aménagement particulier - nouveau quartier An der Walerwiss (réf.: PAP-NQ - 2016-03 - MOD-01).» **Vote unanime**— **TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES****10.** Actes:

- a.** Approbation d'un acte de vente concernant l'acquisition d'une maison à Belvaux, route d'Esch.
- b.** Approbation d'un acte de cession à titre gratuit concernant une parcelle de terrain sise à Soleuvre.
- c.** Approbation d'un acte de cession à titre gratuit avec la société Do3 Promotions S.à.r.l concernant une parcelle

de terrain sise à Soleuvre.

» **Vote unanime****11.** Compromis:

- a.** Approbation d'un compromis de vente concernant deux parcelles de terrain (bois) sises à Belvaux.
- b.** Approbation d'un compromis de cession à titre gratuit avec la société AMS Promotions S.à.r.l concernant une parcelle de terrain sise à Sanem.

» **Vote unanime****12.** Contrats:

- a.** Approbation d'une résiliation du contrat de fermage pour les parcelles 2529/2885 et 1518/2 à Belvaux.
- b.** Approbation du contrat de fermage pour deux parcelles 1518/2 et 1539/2030 à Belvaux.

» **Vote unanime****13.** Approbation d'un avenant à une concession de droit de superficie au profit de la société anonyme « KLOTERTUERM SA ».» **Vote unanime**— **FINANCES COMMUNALES****14.** Approbation de divers subsides.

Nom de l'association	Objet	Montant accordé précédemment	Montant accordé
Lux Rollers a.s.b.l.	Demande de subside	-	150,-
Conseil National des Femmes du Luxembourg a.s.b.l.	Soutien financier au 50 <sup>e</sup> anniversaire du Conseil National des Femmes du Luxembourg	150,- CC 07/12/2020	150,-
Association luxembourgeoise pour la prévention des accidents de la route a.s.b.l.	Demande soutien financier	150,- CC 21/06/2024	150,-
SOS Détresse	Demande de support financier	150,- CC 21/06/2024	150,-
Wonschkutsch a.s.b.l.	Ënnerstëtzung fir d'Aweiung vun eisem neie Gefier	150,- CC 20/09/2024	150,-
Association nationale des victimes de la route	Cotisation 2025	150,- CC 14/07/2023	150,-
Memoshoh Luxembourg a.s.b.l.	Demande de subside pour l'année 2025	150,- CC 14/07/2023	150,-
La Main Tendue a.s.b.l. Angéla	Demande de subside	150,- CC 25/11/2024	150,-

» **Vote unanime**

15. Approbation de décomptes

Article	Libellé	Devis	Dépense effective
4/322/238120/17052	Service d'incendie et de sauvetage – Remboursement préfinancement d'un camion de sauvetage avec échelle tournante extensible à l' A.C. de Differdange	0€	91.647,63€
4/510/238120/99002	Gestion des déchets - Apport aux frais d'investissement d'un centre de recyclage – SIVEC	0€	655.141,00€
4/734/212000/23053	Structure d'hébergement pour personnes âgées – Remplacement du logiciel des caisses Prosys	3 549,60€	3 857,00€
4/734/222100/14031	Structure d'hébergement pour personnes âgées – Acquisitions pointeuse	8.000,00€	8.000,00€
4/734/222200/23039	Structure d'hébergement pour personnes âgées – Remplacement d'un sèche-linge	5.800,00€	5.121,99€
4/734/223410/23037	Structure d'hébergement pour personnes âgées – Aménagement d'un vestiaire pour les besoins du REWA	19.557,70€	17.318,24€
4/734/223410/23040	Structure d'hébergement pour personnes âgées – Acquisition du mobilier pour les salles de fêtes	61.221,42€	61.221,42€
4/734/223410/24046	Structure d'hébergement pour personnes âgées – Acquisition d'une cuisine mobile sur roues	9.769,62€	9.769,62€
4/734/223500/23049	Structure d'hébergement pour personnes âgées – Acquisition d'un système d'appel d'urgence interne pour les besoins des pensionnaires du REWA	343.823,24€	298.599,00€
4/831/222100/24018	Centres culturels et Salles de fêtes – Remplacement de l'extinction automatique de la cuisine du Kulturschapp à Ehlerange	15.000€	11.404, 89€
4/0420/2123/031 4/910/221311/06002	Enseignement fondamental – Construction d'un complexe scolaire avec maison relais et hall sportif à Belval Sud	46.450.000,00€	47.220.540,70€
		Total: 46.916.721,58€	48.382.621,49€

» **Vote unanime**

— **CIRCULATION**

16. Approbation de règlements d'urgence pris par le Collège des bourgmestre et échevin·e·s:

- Vu le règlement temporaire d'URGENCE de la circulation à l'occasion des travaux de remplacement des trappes du déversoir d'eau se situant dans la N32a, rue Scheierhaff à Soleuvre, pris dans sa séance du 6 juin 2025 (U025-046);
- Vu le règlement temporaire d'URGENCE de la circulation à l'occasion l'occasion des travaux de renouvellement des bordures dans la rue d'Oberkorn à Belvaux, pris dans sa séance du 13 juin 2025 (U025-047);
- Vu le règlement temporaire d'URGENCE de la circulation à l'occasion des travaux de traversée de chaussée pour

raccordement eaux pluviales au N°281 rue Waassertrap à Belvaux, pris dans sa séance du 13 juin 2025 (U025-048);

- Vu le règlement temporaire d'URGENCE de la circulation à l'occasion des travaux de tranchée au N°2-16 rue Robert Krieps à Belvaux, pris dans sa séance du 13 juin 2025 (U025-049).

» **Vote unanime**

— **OFFICE SOCIAL**

17. Approbation du rapport de vérification du bilan et compte de profits et pertes de l'année 2023 de l'Office social de Sanem et de l'arrêt provisoire du compte de l'exercice 2023.

» **Vote unanime**

— **DIVERS**

18. Approbation du lancement de la procédure d'expropriation contre Monsieur Peter Joseph KEUP dans le cadre de la pose d'une nouvelle conduite de distribution entre Ehlerange et Esch-sur-Alzette, article 4/630/222 141 000/15 011 – procédure conjointe avec le SES.

» **Vote unanime**

19. Adoption des listes de contrôle nouveaux bâtiments communaux et nouveaux PAP et permis de construction de grande envergure, dans le cadre du pacte Nature.

» **Vote unanime**

20. Approbation d'une convention avec UP Foundation concernant le chantier pilote du projet « D'Kanner-Geschierkëscht ».

» **Vote unanime**

21. Approbation d'une convention relative à l'achat et à l'exploitation d'un conteneur pour formations à l'utilisation d'extincteurs.

» **Vote unanime**

22. Modification de la composition des commissions consultatives.

» **Néant**

23. Nouveaux statuts de l'association « SCZ – Sport Climbing Zolwer Asbl ».

» **Prise de connaissance.**

**Classement dans une catégorie 1.3**

24. Changement de dénomination – « Iron Sparks Asbl » ancien « Crossfit Iron Sparks Asbl ».

» **Prise de connaissance.**

**Classement dans une catégorie 1.4**

25. Questions et divers.

— SÉANCE À HUIS CLOS

— PERSONNEL

**26.** Nomination d'un·e employé·e communal·e, groupe d'indemnité B<sub>I</sub>, sous-groupe administratif, à plein temps et à durée indéterminée pour les besoins du service des relations publiques et de la culture.

» **Est nommé: M. Schmit Cliff**

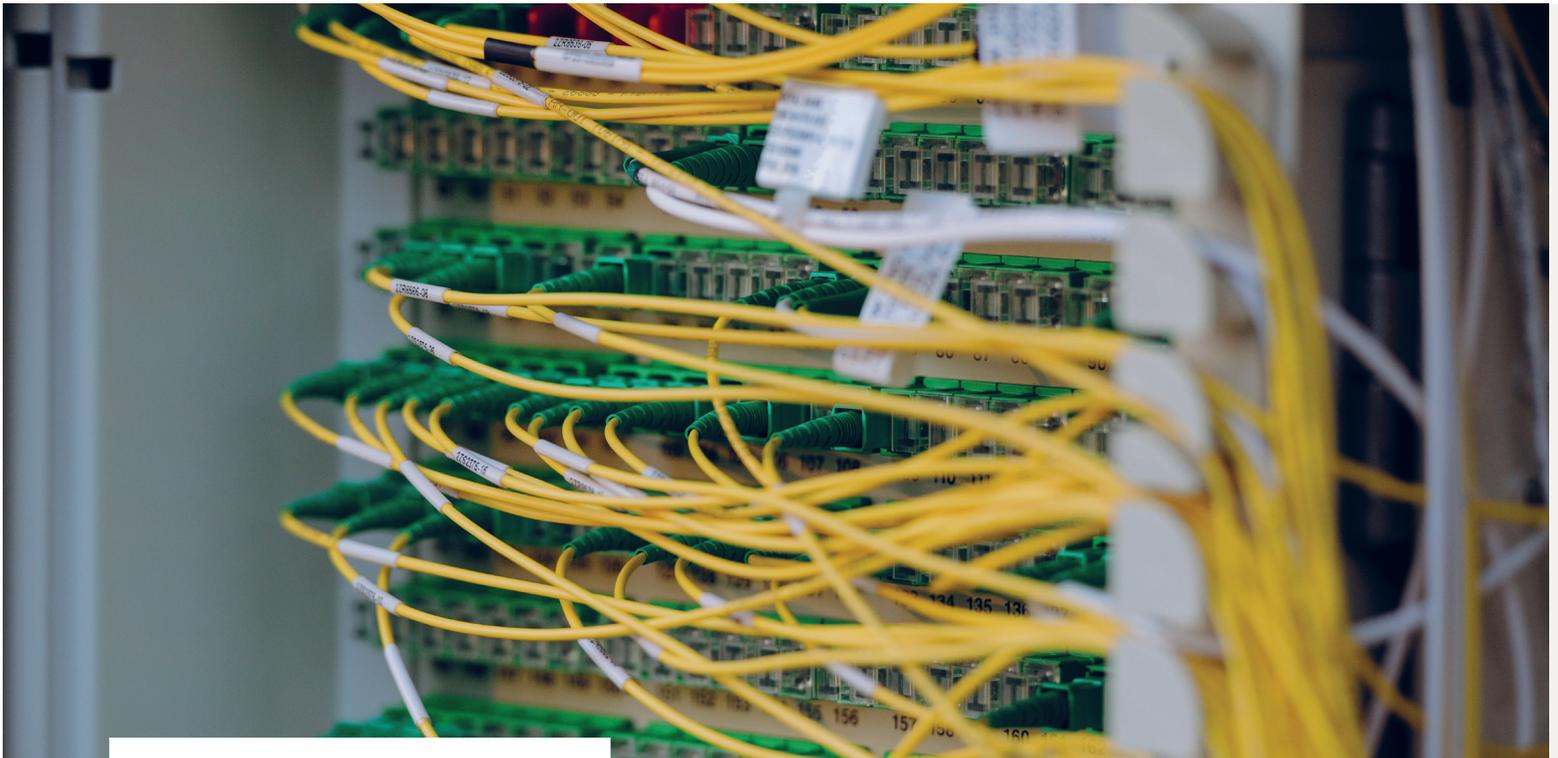
**27.** Démission honorable d'un fonctionnaire communal, du groupe d'indemnité D<sub>I</sub>, sous-groupe à attributions particulières, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2026.

» **Démission honorable accordée pour M. Dicken Jos**

**28.** Informations concernant l'Organisation scolaire 2025/2026.

» **Prise de connaissance**

.....



## Gemeinderatssitzung Sanem

Freitag, 20. Juni 2025

**BELES** – In der rund dreistündigen Sitzung mit 28 Tagesordnungspunkten standen vor allem das Projekt zur Erneuerung der Mischwasserkanalisation in der Rue du Brill (Beles), die Umgestaltung derselben Straße sowie eine Konvention mit der UP\_Foundation zum Pilotprojekt „D’Kanner-Geschierkëscht“ im Fokus. Sämtliche Punkte wurden einstimmig angenommen.

### **PARTNERSCHAFT MIT CHAUFFAILLES UND GLASFASER-AUSBAU**

Unter *Correspondance et informations* berichtete Städtepartnerschaftsschöffe Mike Lorang (CSV) von einem Besuch in Chauffailles, wo er gemeinsam mit Bildungsschöffe Steve Gierenz (LSAP) die 3. Klasse von Lehrer Pascal Raach (Schule Beles-Post) beim Schüleraustausch begleitete. Die Kinder nahmen u. a. an einer Gedenkfeier zum 18. Juni teil. Lorang (CSV) betonte, dass die Wiederaufnahme der Städtepartnerschaft nach 25 Jahren auf große Zustimmung stoße. Ein Gegenbesuch sei für 2026 geplant. Sobald Details feststünden, würden sie wie üblich über die Kommunikationskanäle der Gemeinde bekannt gegeben, und die Fotos auf den sozialen Netzwerken veröffentlicht.

Bürgermeisterin Simone Asselborn-Bintz (LSAP) kündigte an, den Austausch künftig auch in den Bereichen Musik und Sport fördern zu wollen. Ziel sei es, der Partnerschaft wieder einen festen Platz im Gemeindeleben zu geben.

Anschließend berichtete Asselborn-Bintz (LSAP) über ein Gespräch mit der Luxemburger Post im Schöff-innenrat. Die Gemeinde Sanem sei bereits zu 87 Prozent mit Glasfaser erschlossen, wobei nicht alle Anschlüsse aktiv seien. Viele Bürger-innen wüssten nicht, dass die Leitung bereits verfügbar sei – Infos hierzu gebe es unter [posttechnologies.lu](http://posttechnologies.lu). Innerhalb der Gemeinde gebe es Unterschiede: Während der Ortsteil Sanem selbst vollständig abgedeckt sei, liege Ehleringen bei etwa 80 Prozent. Weitere Ausbauschritte seien in Zusammenarbeit mit der Post und dem technischen Dienst geplant – je nach Gebiet mittels punktueller Grabungen (Fouilles) oder im Rahmen größerer Infrastrukturarbeiten.

### **STRASSENSANIERUNG RUE DU BRILL IN BELES: ERNEUERUNG DER KANALISATION UND UMFASSENDE AUSBAU**

Unter Punkt 3 präsentierten Bürgermeisterin Simone Asselborn-Bintz (LSAP) und ein Vertreter des Ingenieurbüros Schroeder & Associés die vorgezogene Neugestaltung der Rue du Brill in Beles. Die Straße, in schlechtem Zustand und von Schulkindern genutzt (u. a. Pedibus), weise aufgrund enger Fahrbahn und schmaler Gehwege Sicherheitsmängel auf.

Geplant ist ein Haushaltskredit von 200.000 Euro zur Erneuerung der Mischwasserkanalisation, ergänzt durch einen

umfassenden Straßenumbau im Gesamtwert von 1.250.000 Euro (inkl. MwSt. und Honorare), aufgeteilt auf drei Haushaltsjahre.

Die Neugestaltung der etwa 180 Meter langen Straße beinhaltet den kompletten Neubau von Fahrbahn und Gehwegen sowie die unterirdische Erneuerung sämtlicher Versorgungsleitungen. Die Netzbetreiber Creos, Eltrona und Post seien laut Bürgermeisterin bereits informiert und in die Planungen eingebunden. Künftig soll zudem ein Trennsystem zur Ableitung von Regen- und Abwasser installiert werden. Dafür sei eine Anpassung des bestehenden Sammlers unterhalb des LIST-Parkplatzes notwendig. Die insgesamt 35 Hausanschlüsse im betroffenen Abschnitt würden überprüft und gegebenenfalls erneuert, insbesondere im Hinblick auf Strom-, Telekommunikations- und Trinkwasserleitungen. Letztere sollen durch moderne Kunststoffrohre (PEHD) ersetzt werden.

Projektleiter Antoine vom Ingenieurbüro erläuterte die aktuelle Lage vor Ort und verwies auf zahlreiche bauliche Schäden an Fahrbahn, Gehwegen und Einbauten, die eine vollständige Erneuerung notwendig machten. Die Planung zielt darauf ab, den Verkehrsfluss zu beruhigen und gleichzeitig die Sicherheit für Fußgängerinnen sowie Anwohnerinnen zu erhöhen, insbesondere mit Blick auf den Zugang zum LIST-Campus. Die Umsetzung solle eine reduzierte Fahrbahnbreite, bauliche Verengungen, klar abgegrenzte Gehwege und eine verbesserte Erreichbarkeit gewährleisten. Der Baustart sei für September 2025 vorgesehen, wobei die Ausschreibung noch im Sommer erfolgen solle. Die Bauzeit werde auf zehn Monate geschätzt, die Finanzierung über mehrere Haushaltsjahre gestreckt.

Auf Nachfrage aus der Finanzkommission betonte Bürgermeisterin Asselborn-Bintz (LSAP), dass alle vorgesehenen verkehrsberuhigenden Maßnahmen im Entwurf enthalten seien. Dazu gehöre etwa die Anpassung des Straßenprofils auf eine geringere Breite, die Umwidmung zur 30-km/h-Zone, wechselnde Parkregelungen auf beiden Seiten, die bauliche Einengung des Straßeneingangs sowie ein durchgehender Gehweg mit abgesenktem Bordstein im Bereich des LIST-Zugangs. Als zusätzliche Maßnahme werde intern auch die Installation von Fahrbahnkissen diskutiert, falls sich im Verlauf der Arbeiten zeigen sollte, dass die baulichen Eingriffe allein nicht ausreichen. Die Firma LIST sei über die geplanten Arbeiten informiert worden. In Zusammenarbeit mit Agora werde aktuell geprüft, wie ein alternativer Zugang für während der Bauzeit eingerichtet werden könne.

Im Anschluss an die Projektvorstellung meldeten sich mehrere Ratsmitglieder mit Fragen und Anregungen. Gemeinderätin Myriam Cecchetti (déi Lénk) bemängelte, dass aus den Unterlagen nicht ersichtlich sei, wie sich die Ingenieurhonorare zusammensetzten. Sie fragte konkret, ob diese pauschal oder prozentual berechnet würden, und forderte in Zukunft

eine klarere Darstellung auf der Titelseite der Dossiers, um mehr Transparenz zu schaffen. Bürgermeisterin Simone Asselborn-Bintz (LSAP) zeigte sich offen für diesen Vorschlag und kündigte eine Prüfung mit den zuständigen Diensten an. Cecchetti (déi Lénk) stellte außerdem die Frage, ob die Gebäudeanschlüsse im Zuge der Umstellung auf ein Trennsystem ebenfalls angepasst würden, da insbesondere bei Altbauten noch häufig gemeinsame Leitungen bestünden. Gemeindeingenieurin Isabelle Faber erklärte, dass der neue Kanal bereits für spätere Umstellungen vorbereitet sei. Neubauten müssten gemäß Baureglement ohnehin über getrennte Leitungen verfügen, während bei bestehenden Gebäuden eine technische Anpassung meist erst im Rahmen größerer Umbauten erfolgen könne. Cecchetti (déi Lénk) äußerte darüber hinaus Kritik an der fehlenden zeitlichen Detailplanung im Dossier und verwies auf die Erfahrung aus früheren Projekten, etwa in der Cité Grand-Duc Jean. Sie forderte eine klare Phasenplanung und eine frühzeitige Information der betroffenen Anwohnerinnen. Bürgermeisterin Simone Asselborn-Bintz (LSAP) betonte, dass alle Projekte im Vorfeld geplant würden, aber Baustellen grundsätzlich mit Unwägbarkeiten wie Wetter oder unvorhergesehenen Entwicklungen verbunden seien. Eine rechtzeitige Information der Anwohnerschaft sei jedoch selbstverständlich vorgesehen. In Bezug auf die Erreichbarkeit der Grundstücke während der Bauarbeiten wies Cecchetti (déi Lénk) auf die Notwendigkeit provisorischer Zufahrtslösungen hin und regte eine frühzeitige Absprache mit den Baufirmen an, etwa durch die Verwendung von Zufahrtsplatten. Ingenieurin Isabelle Faber erklärte dazu, dass solche Platten vorgesehen seien, wo es technisch möglich sei. Bei sehr tiefen Gräben sei dies jedoch nicht in jedem Fall umsetzbar. Angesichts der ohnehin angespannten Parksituation in der Rue du Brill forderte Cecchetti (déi Lénk), während der Bauphase nach Ausweichmöglichkeiten für das Parken zu suchen. Bürgermeisterin Asselborn-Bintz (LSAP) verwies auf die generell schwierige Parkplatzlage in der Gemeinde. Es gebe keine offiziellen Ausweichflächen in unmittelbarer Nähe, und der nächstgelegene größere Parkplatz in Belval sei zwar nutzbar, aber relativ weit entfernt. Man werde die Anregung dennoch aufnehmen und prüfen. Auf die Frage nach möglichen Begrünungsmaßnahmen erklärte sie abschließend, dass die Pflanzung von Bäumen in diesem Straßenabschnitt nicht möglich sei, da die unterirdische Infrastruktur bereits sehr dicht belegt sei und die Netzbetreiber zusätzliche Auflagen machten. Die Nähe zum Park Belval könne jedoch eine gewisse kompensierende Wirkung übernehmen.

Im Anschluss an die vorangegangene Diskussion sprach Gemeinderat Serge Faber (déi gréng) das Thema Verkehrsberuhigung an. Er begrüßte ausdrücklich die Einführung einer Tempo-30-Zone, kritisierte jedoch, dass diese Maßnahme deutlich früher hätte umgesetzt werden können, da es sich um eine Gemeindestraße handle. Unverständnis

äußerte er darüber, dass der Gemeinderat lediglich prüfen wolle, ob nach Abschluss der Arbeiten zusätzliche Maßnahmen wie Verkehrsberuhigungskissen installiert werden sollten. Seiner Ansicht nach müsse man bereits im Zuge des geplanten Umbaus eine bauliche Lösung, etwa in Form eines Höckers am Straßeneingang, direkt vorsehen. Der aktuelle Planungsstand biete die ideale Gelegenheit, eine solche Maßnahme dauerhaft und wirksam zur Geschwindigkeitsreduktion umzusetzen. Bürgermeisterin Simone Asselborn-Bintz (LSAP) entgegnete, dass verkehrsberuhigende Maßnahmen durchaus eingeplant seien, verwies aber auf Erfahrungen aus anderen Vierteln, wo Kissen wegen Lärmbelästigung durch überfahrende Fahrzeuge nachträglich wieder entfernt worden seien. Solche Eingriffe würden nicht überall einhellig akzeptiert. Dennoch erkannte sie den Bedarf grundsätzlich an und betonte, dass der Schutz der Anwohnerinnen, insbesondere von Kindern, höchste Priorität habe. Gemeindeingenieur Fernand Heischbourg vom Service technique ergänzte, dass vor allem LIST-Beschäftigte morgens mit überhöhter Geschwindigkeit in die Straße einführen. Die bestehende Verkehrsführung lasse ungehindertes Einfahren zu, was teils riskantes Kurvenschneiden zur Folge habe. Als Gegenmaßnahme sei ein leicht erhöhter, niveaugleicher Gehweg am Straßeneingang geplant, der die Geschwindigkeit senken solle. Zudem werde die Straße punktuell auf unter 3,50 Meter verengt, was ebenfalls zur Temporeduktion beitrage. Der Vorteil von Kissen liege jedoch in der flexiblen Montage und gegebenenfalls einfachen Entfernung. Mit Blick auf den für 2030 geplanten Wegzug des LIST bewertete Heischbourg die vorgesehenen Eingriffe als ausreichend, um den Verkehr in der Zwischenzeit wirksam zu beruhigen. Für den Einmündungsbereich zur Nationalstraße N31 sei zudem eine bauliche Anpassung vorgesehen, die jedoch noch der Genehmigung durch die Ponts et Chaussées bedürfe.

Serge Faber (déi Gréng) dankte für die Ausführungen und begrüßte insbesondere den niveaugleichen Gehweg beim LIST. Gleichzeitig stellte er klar, dass er den gesamten Einfahrtsbereich zur Rue du Brill meinte – also ab dem Abzweig der Route d’Esch – und dort eine bauliche Verengung oder ein Einfahrtshindernis als sinnvoll erachte. Bürgermeisterin Simone Asselborn-Bintz (LSAP) erwiderte, dass dieser Bereich ohnehin verengt werde und künftig keine Begegnung zweier Fahrzeuge mehr möglich sei, was automatisch zu langsamerem Fahren führe. Dann erneuerte Faber (déi Gréng) seine Kritik an den handelsüblichen Kunststoffkissen, da diese regelmäßig Lärm verursachten. In anderen Gemeinden – national wie international – habe man mit sanft ansteigenden Drempeln oder baulich integrierten Plateaus deutlich bessere Erfahrungen gemacht, da diese ohne zusätzliche Geräusentwicklung für eine wirksame Temporeduktion sorgten. Auch wenn er diesen Vorschlag seit Jahren wiederhole, sehe er weiterhin Anlass, ihn zu unterstreichen. Bürgermeisterin Asselborn-Bintz (LSAP) nahm dies zur Kenntnis, betonte jedoch

nochmals, dass die Rue du Brill als Sackgasse mit geringem Verkehrsaufkommen nicht mit stark befahrenen Hauptstraßen wie der Rue Michel Rodange vergleichbar sei, wo bereits umfangreiche bauliche Maßnahmen umgesetzt worden seien. Abschließend wurde das Projekt zur Neugestaltung der Rue du Brill einstimmig vom Gemeinderat angenommen.

Der Gemeinderat befasste sich im Anschluss mit der Erneuerung der Zugangswege zum Friedhof in Beles. Bürgermeisterin Simone Asselborn-Bintz (LSAP) erklärte, dass der derzeitige Zustand insbesondere für ältere Personen mit Gehhilfen oder Rollstühlen unzureichend sei. Die Arbeiten würden in drei direkt aufeinanderfolgenden Bauabschnitten durchgeführt, wobei es sich um eine vollständige Sanierung mit Unterbau handle. Ziel sei es, den Zugang zu Teilen des Friedhofs während der gesamten Bauzeit aufrechtzuerhalten.

Gemeinderätin Myriam Cecchetti (déi Lénk) betonte, dass der Zugang auch für mobilitätseingeschränkte Personen jederzeit gewährleistet bleiben müsse. Die Bürgermeisterin versicherte, dass die Bauphasen genau mit diesem Ziel geplant worden seien. Cecchetti (déi Lénk) fragte zudem, ob im Zuge der Maßnahme eine E-Ladestation auf dem benachbarten Parkplatz vorgesehen sei. Ingenieur Adis Sabotic vom Service technique stellte klar, dass eine solche Installation im Rahmen dieses Projekts nicht vorgesehen sei, da die Parkfläche bereits neugestaltet worden sei, ohne dass eine Ladeinfrastruktur eingeplant worden sei. Bürgermeisterin Asselborn-Bintz (LSAP) ergänzte, dass aktuell gemeinsam mit Creos eine standortübergreifende Analyse zur Nachrüstung von E-Ladestationen durchgeführt werde. Cecchetti (déi Lénk) regte an, bei zukünftigen Projekten auch alternative Lösungen wie Solarpaneele in Betracht zu ziehen, etwa für Photovoltaikgestützte Ladestationen.

Anschließend ging es um den Ersatz der alten Lichtsignalanlage an der Kreuzung Route d’Esch / Chemin Rouge in Beles. Bürgermeisterin Asselborn-Bintz (LSAP) erklärte, dass die über 25 Jahre alte Anlage zunehmend ausfalle und mangels Ersatzteilen nicht mehr repariert werden könne. Die neue Anlage müsse vom Ministerium genehmigt werden, was bis zu sechs Monate dauern könne. Um keine Zeit zu verlieren, solle der Gemeinderat die Finanzierung in Höhe von 195.000 Euro bereits jetzt freigeben. Die neue Anlage werde so geplant, dass sie in ein späteres Umgestaltungsprojekt der N31 integriert werden könne. Sollte sich die Bordsteinführung ändern, könne die Anlage ohne Austausch versetzt werden. Cecchetti (déi Lénk) fragte, warum es bei einer Maßnahme auf einer Staatsstraße keine staatliche Beteiligung gebe. Bürgermeisterin Asselborn-Bintz (LSAP) antwortete, dass es für Ampelanlagen oder Tempo-30-Zonen derzeit keine Subventionen gebe. Ingenieur Adis Sabotic ergänzte, dass es sich um eine von der Gemeinde identifizierte Sicherheitsmaßnahme handle, die daher auch von ihr zu finanzieren sei.

Cecchetti (déi Lénk) erkundigte sich zudem nach dem Stand der Planungen zur Umgestaltung der N31. Die Bürgermeisterin erklärte, dass erste Entwürfe der Ponts et Chaussées vorlägen, die derzeit kommentiert würden. Die Gemeinde sei in die Planung eingebunden und bringe insbesondere Vorschläge zur Gestaltung und Breite der Straße ein. Cecchetti sprach die Frage an, ob im Zuge der Neugestaltung eine Busspur oder ein Radweg vorgesehen sei. Ingenieur Fernand Heischbourg vom Service technique erläuterte, dass die beengten Raumverhältnisse dies erschwerten. Zwar sei der Wunsch bekannt, eine Umsetzung aber nur schwer realisierbar. Mit der neuen CHNS-Buslinie über Belval ergebe sich jedoch eine zusätzliche Verbindung, die eine Neubewertung der Notwendigkeit einer Busspur ermögliche. Cecchetti (déi Lénk) erinnerte daran, dass die N31 bereits seit zwei Jahrzehnten Planungsgegenstand sei und insbesondere die fehlenden Flächen für kombinierte Bus- und Radwege immer wieder als Problem genannt worden seien. Ihrer Ansicht nach müsse die Neugestaltung dennoch bestmöglich auf diese Anforderungen reagieren.

Abschließend wurde die Begrünung der N31 angesprochen. Heischbourg erklärte, dass auch unter den schwierigen Rahmenbedingungen Lösungen gesucht würden, etwa durch Maßnahmen im Sinne des Schwammstadt-Prinzips, um Regenwasser besser zu managen und gleichzeitig neue Grünflächen zu schaffen. Bürgermeisterin Asselborn-Bintz (LSAP) betonte, dass die Neugestaltung der N31 Teil eines umfassenderen städtebaulichen Konzepts sei, das auf eine schrittweise Aufwertung des gesamten Viertels – einschließlich der Rue du Brill – abziele.

## WEITERE KOSTENVORANSCHLÄGE FÜR PROJEKTE

Im weiteren Verlauf der Sitzung behandelte der Gemeinderat den geplanten Umbau des Zugangs zur Leichenhalle in Sanem. Bürgermeisterin Simone Asselborn-Bintz (LSAP) erklärte, dass der bisherige Zugang durch mehrere Stufen für mobilitätseingeschränkte Personen ungeeignet sei und es insbesondere bei Beerdigungen wiederholt zu gefährlichen Situationen gekommen sei. Um die Situation zu verbessern, werde der Zugang nun barrierefrei über eine Rampe neugestaltet. Dies diene sowohl der Sicherheit als auch einer erleichterten Anlieferung bei Begräbnisfeierlichkeiten. Die Umsetzung erfolgt durch den gemeindeeigenen technischen Dienst. Der Rat unterstützte das Vorhaben einstimmig.

Anschließend ging es um die Erneuerung der Brandmeldeanlage im gemeinsamen Parkhaus des Kannercampus und des CDI. Die bestehende Anlage, die kombinierte CO- und Rauchmelder nutzte, hatte in der Vergangenheit mehrfach zu Fehlalarmen und unnötigen Einsätzen des CGDIS geführt. Bürgermeisterin Asselborn-Bintz (LSAP) erklärte, dass beim Bau des Gebäudes kein zertifiziertes Brandmeldekabel verfügbar gewesen

sei und deshalb eine Zwischenlösung gewählt wurde, die sich nun als unzureichend erwiesen habe. Mit der heutigen Technik könne nun ein normgerechtes System installiert werden, das deutlich zuverlässiger sei. Die Arbeiten werden von einem Fachunternehmen ausgeführt, die Kosten belaufen sich auf 52.000 Euro und decken sowohl den Kannercampus als auch das benachbarte CDI ab. Myriam Cecchetti (déi Lénk) begrüßte die Maßnahme, wies aber darauf hin, dass die Kosten aus heutiger Sicht durch frühzeitige Berücksichtigung beim Bau vermeidbar gewesen wären. Die wiederholten Fehlalarme hätten zu unnötigen Störungen geführt, etwa wenn Kinder aus dem Schlaf gerissen worden seien und noch Tage später unter dem Eindruck der Feuerwehreaktionen standen. Aus psychologischer Sicht sei die Maßnahme daher besonders sinnvoll. Sie thematisierte außerdem die Parksituation rund um den Campus und schlug die Einrichtung einer Kiss-and-Go-Zone vor, da es häufig zu Falschparkern komme, weil Eltern ihre Kinder nur kurz absetzen wollten.

Bürgermeisterin Asselborn-Bintz (LSAP) entgegnete, dass eine solche Kurzhaltezone bereits an der Rue Michel Majerus eingerichtet worden sei. Cecchetti (déi Lénk) äußerte jedoch, dass diese oft belegt sei, da viele Eltern zeitgleich kämen. Die Zufahrt zum Campus sei zudem umständlich, da es keine direkte Verbindung zwischen Belval-Süd und Beles gebe.



Auch gegenüber dem Eingang sei ein kurzes Halten kaum möglich, was insbesondere für Familien mit kleinen Kindern problematisch sei. Asselborn-Bintz (LSAP) hielt dem entgegen, dass sich die Bring- und Abholzeiten im Crèche-Bereich stärker verteilen als im Schulbetrieb, was grundsätzlich für mehr Flexibilität bei der Parkplatznutzung spreche. Darüber hinaus könnten Kurzparker auf freien Plätzen mit Parkscheibe stehen. Cecchetti (déi Lénk) betonte abschließend, dass ein Fußweg zwar ideal sei, in der Realität jedoch nur für einen Teil der Familien praktikabel sei. Viele kämen nicht aus dem direkten Umfeld und seien daher auf das Auto angewiesen. Aus ihrer Sicht bleibe die aktuelle Parksituation weiterhin verbesserungswürdig.

## KOMMUNALE STADTPLANUNG UND IMMOBILIENTRANSAKTIONEN

Im Rahmen der Quartiersentwicklung Wënschel in Beles stellte der Gemeinderat die aktualisierte Ausführungsvereinbarung zum bestehenden Plan d'Aménagement Particulier (PAP) Nouveau Quartier aus dem Jahr 2005 vor. Viele der damaligen Vorgaben – wie etwa der ausschließliche Bau von Passiv- oder Niedrigenergiehäusern sowie der verpflichtende Anschluss an ein Fernwärmenetz – seien heute nicht mehr zeitgemäß oder technisch umsetzbar. Gemeinsam mit dem Bauträger, dem Bauamt und Wohnbauberater:innen wurde ein neuer Nachtrag zur Konvention erarbeitet, der den aktuellen gesetzlichen und praktischen Anforderungen entspricht und darauf abzielt, bestehende Blockaden aufzulösen, um dringend benötigten Wohnraum zu schaffen. Gemeinderätin Myriam Cecchetti (déi Lénk) äußerte Kritik daran, dass der Gemeinderat nicht vorab über diese Änderungen informiert worden sei. Gerade bei langfristigen Projekten wie diesem sei eine bessere Kommunikation notwendig, damit Ratsmitglieder Bürgeranfragen fundiert beantworten könnten. Die Bürgermeisterin sagte zu, den Ablauf gemeinsam mit der Kommissionsleitung zu prüfen.

Im weiteren Verlauf wurden mehrere städtebauliche Maßnahmen einstimmig verabschiedet, darunter eine punktuelle Anpassung des PAP „An der Walerwiss“, der Ankauf eines Wohnhauses in Beles zur Förderung erschwinglichen Wohnraums, verschiedene kostenlose Flächenabtretungen zur kommunalen Infrastruktur-Arrondierung sowie Vorverkaufsverträge für zwei Waldgrundstücke und weitere unentgeltliche Übertragungen im Rahmen privater Erschließungen.

Ebenfalls einstimmig beschlossen wurde ein Nachtrag zur Pachtvereinbarung mit der Klotuerturm SA, dem Betreiber der Kletterhalle in Beles. Bürgermeisterin Simone Asselborn-Bintz (LSAP) berichtete, dass die Gesellschaft seit längerer Zeit eine Erweiterung wünsche. Nach eingehender Prüfung durch

die Bauverwaltung und in Abstimmung mit dem Notariat wurde nun eine Lösung gefunden: Die Pachtfläche wird um ein Ar erweitert, die bisherige Nutzungsregelung vereinfacht. Statt einer komplizierten Rückvergütung in Form von geleisteten Kindergruppenstunden zahlt das Unternehmen künftig eine jährliche Pauschale in Höhe von 5.117,84 Euro, indexiert und regelmäßig angepasst. Zusätzlich gewährt die Kletterhalle der Gemeinde 25 Prozent Rabatt auf Eintrittskarten für Kinder und Jugendliche aus kommunalen Einrichtungen wie Maison Relais, Schule, LASEP oder Ferienbetreuung. Myriam Cecchetti (déi Lénk) begrüßte die neue Regelung als gelungenes Beispiel für kommunale Zusammenarbeit zugunsten der Kinder- und Jugendförderung. Sie betonte die Bedeutung motorischer und koordinativer Bewegung für die Entwicklung von Kindern und erkundigte sich, ob der Pauschalbetrag eine Obergrenze darstelle oder bei höherer Nutzung zusätzliche Kosten entstünden. Bürgermeisterin Asselborn-Bintz (LSAP) stellte klar, dass der Betrag bislang nicht ausgeschöpft worden sei und ausreichend Puffer biete. Bei künftig höherer Nutzung sei man jederzeit offen für neue Gespräche.

## KOMMUNALE FINANZEN UND ABSCHLUSSKONTEN DES SOZIALAMTES

Auf Empfehlung der Finanzkommission, vertreten durch Präsident Denis Bronzetti (LSAP), genehmigte der Gemeinderat einstimmig die Vergabe von Subventionen in Höhe von jeweils 150 Euro an acht gemeinnützige Organisationen.

Im Rahmen der Haushaltsabwicklung stellte Finanzschöffin Nathalie Morgenthaler (CSV) die jährliche Projektübersicht vor, wie sie vom Innenministerium gefordert wird. Insgesamt wurden elf Abrechnungen zur Genehmigung eingereicht. Die ursprünglich im Gemeinderat genehmigten Budgets beliefen sich auf rund 46,9 Millionen Euro. Die tatsächlichen Ausgaben lagen mit etwa 48,38 Millionen Euro um gut 1,47 Millionen Euro darüber. In sieben Fällen blieben die Kosten im Rahmen oder darunter, in vier Fällen kam es zu Überschreitungen. So etwa beim gemeinsam mit der Stadt Differdingen angeschafften Feuerwehrfahrzeug, dessen Kosten zu 50 Prozent von Sanem getragen wurden – ein staatlicher Zuschuss ist bereits berücksichtigt. Auch der Umbau des SIVEC-Recyclingcenters führte zu Mehrkosten, wobei Sanem hier nicht als federführende Gemeinde agierte. Beim Kauf eines zusätzlichen Thermodruckers für die REWA-Cafeteria kam es zu Abweichungen, da ursprünglich nur ein Gerät eingeplant war. Die deutlichste Budgetüberschreitung betraf den Bau des Kannercampus Belval, bei dem die Gesamtkosten pandemiebedingt um rund 770.500 Euro stiegen. Um die Auswirkungen von COVID zu kompensieren und den Zeitplan zu halten, wurden zusätzliche Bau-Teams und begleitende Maßnahmen eingesetzt. Trotz dieser Mehrausgaben wurden sämtliche Abrechnungen einstimmig genehmigt.

Mobilitätsschöffe Mike Lorang (CSV) stellte im Anschluss eine Reihe dringender Verkehrsmaßnahmen vor, die bereits vom Schöff-innenrat beschlossen worden waren und nun rückwirkend durch den Gemeinderat bestätigt wurden.

Jean-Pierre Schlessler, Präsident des Office Social, präsentierte den Bilanz- und Prüfbericht für das Jahr 2023. Trotz technischer Unregelmäßigkeiten – darunter doppelte Kontoführung für Mandatsverwaltung, verspätete papierhafte Einreichung des Jahresabschlusses, offene Comptes d'attente und unvollständige Rückstellungen für Zeitguthaben auf CET-Konten – konnte die Bilanz laut Schlessler ordnungsgemäß bereinigt und transparent erläutert werden. Das Kontrollorgan bewertete den Bericht insgesamt als zufriedenstellend, und der Gemeinderat genehmigte den Abschluss einstimmig.

## NEUES PILOTPROJEKT IM MATGESFELD

Im Rahmen eines langfristigen Infrastrukturprojekts zur Sicherung der Trinkwasserversorgung beschloss der Gemeinderat einstimmig die Wiederaufnahme eines Expropriationsverfahrens gegen einen privaten Eigentümer. Die Maßnahme betrifft den Bau einer Wasserleitung vom künftigen Reservoir im Dännebësch (Ehleringen) über die Rue d'Esch bis zur Stadtgrenze Esch-sur-Alzette. Die Leitung dient sowohl der Versorgung des Industriegebiets ZARE-Ouest als auch des geplanten Crassier-Areals. Bürgermeisterin Simone Asselborn-Bintz (LSAP) erläuterte die komplexe Vorgeschichte: Ein erster Gemeinderatsbeschluss vom Februar 2023 war vom Innenministerium aufgehoben worden – unter anderem wegen formeller Fehler wie der Vermischung

von Expropriationsverfahren und Gerichtsweg in einem einzigen Beschluss, mangelhafter Benachrichtigung des Eigentümers und verspäteter Einreichung des Plans. Inzwischen seien alle Korrekturen in Zusammenarbeit mit der SES und juristischem Beistand erfolgt. Nach über vier Jahren ohne Einigung mit dem Eigentümer sei das Verfahren nun unvermeidlich, um weitere Verzögerungen zu verhindern.

Im Anschluss beschloss der Gemeinderat die Einführung zweier ökologischer Checklisten im Rahmen des Naturpakts: eine für kommunale Neubauten, eine weitere für private Großprojekte. Die freiwilligen Listen sollen Planer motivieren, Aspekte wie Regenwassernutzung, Fassadenbegrünung oder Biodiversität in ihre Projekte zu integrieren. Serge Faber (déi gréng) und Myriam Cecchetti (déi Lénk) begrüßten den Vorstoß, kritisierten jedoch die Unverbindlichkeit. Faber (déi gréng) äußerte die Hoffnung, dass die Empfehlungen dennoch Anwendung finden. Cecchetti (LSAP) plädierte für ambitioniertere ökologische Zielsetzungen und sprach sich für stärkere Verbindlichkeit aus. Schöffe Steve Gierenz (LSAP) verteidigte den Ansatz als pragmatischen ersten Schritt und betonte, dass schon Teilerfolge zur Sensibilisierung beitragen könnten.

Ebenfalls genehmigt wurde die Konvention mit der UP\_Foundation zur Umsetzung des Pilotprojekts namens D'Kanner-Geschierkëscht. Ziel ist es, Kinder für handwerkliche Tätigkeiten zu begeistern. Wie Schöffe Steve Gierenz (LSAP) erklärte, sollen Kinder aus Schulen und Maison Relais im Rahmen des Projekts auf dem Gelände Matgesfeld in Beles



unter Anleitung eine Holzhütte errichten. Unterstützt werden sie von Architekt:innen und Handwerksbetrieben, unter anderem über die *Chambre des Métiers*. Neben der Hütte wird eine mobile Werkzeugbox – die *Geschierkëscht* – entwickelt, das Projekt soll bis Herbst 2026 abgeschlossen sein. Bürgermeisterin Asselborn-Bintz (LSAP) hob den pädagogischen, nachhaltigen und sozialen Wert des Projekts hervor und sprach sich für eine enge politische Begleitung aus. Myriam Cecchetti (déi Lénk) begrüßte den Ansatz und betonte die Bedeutung handwerklicher Bildung. Sie äußerte jedoch Bedenken, dass derzeit nur eine begrenzte Zahl von Kindern vom Projekt profitiere. Sie regte an, bereits jetzt mit der UP\_Foundation über mögliche Ausweitungen auf andere Standorte zu sprechen, etwa in Sanem oder Zolver, wo mit dem Gemeinschaftsgarten bereits eine geeignete Infrastruktur vorhanden sei. Außerdem bat sie um eine umfassende Übersicht über alle laufenden Projekte auf dem Matgesfeld-Areal. Der Standort entwickle sich zunehmend zu einem wichtigen pädagogischen Lernort, doch bleibe die Gesamtentwicklung bislang schwer nachvollziehbar. Schöffe Gierenz (LSAP) schlug daraufhin vor, gemeinsam mit dem *Service écologique* und den Verantwortlichen vor Ort einen Besuch zu organisieren, bei dem sich der Gemeinderat ein Bild vom gesamten Angebot machen könne.

Cecchetti (déi Lénk) wies zudem auf wiederholte Vandalismusfälle im Gemeinschaftsgarten in Sanem hin. Obwohl die Gemeinde dort formell nicht direkt beteiligt sei, bat sie darum, präventive Bildungsarbeit über Kooperationen mit Schulen oder *Maison Relais* zu verstärken. Bürgermeisterin Asselborn-Bintz (LSAP) verwies auf bestehende punktuelle Zusammenarbeiten, erinnerte aber daran, dass der Garten als selbstverwaltetes Projekt konzipiert sei. Bezüglich einer möglichen kommunalen Weiterführung des Projekts *Geschierkëscht* zeigte sie sich offen und kündigte an, zu prüfen, unter welchen Bedingungen eine Ausweitung mit eigenem Beitrag der Gemeinde möglich wäre.

Zum Thema kommunale Sicherheitsausbildung beschloss der Gemeinderat außerdem eine Konvention mit der Stadt Differdingen zur gemeinsamen Anschaffung und Nutzung eines Containers für Feuerlöschtrainings. Die sogenannte „Feiertrainer-Statioun“ soll nach kleineren Anpassungen noch im Laufe des Jahres in Betrieb gehen und sowohl dem lokalen Sicherheitspersonal als auch dem CGDIS zur Verfügung stehen.

Zum Abschluss genehmigte der Gemeinderat die Neufassung der Statuten des Vereins SCZ – Sport Climbing Zolver ASBL. Die Anpassung erfolgte im Zuge des ASBL-Gesetzes vom 7. August 2023. Die Einordnung des Vereins in Förderkategorie 1.3 bleibt bestehen. Ebenfalls zur Kenntnis genommen wurde die Umbenennung des Vereins Iron Sparks ASBL in Crossfit Iron Sparks ASBL, ohne Änderungen an Struktur oder Tätigkeit.

## MEHRERE ANFRAGEN AN DEN SCHÖFF·INNENRAT

Im Abschnitt *Questions et Divers* meldete sich Gemeinderätin Myriam Cecchetti (déi Lénk) als Erste zu Wort und sprach mehrere Anliegen an. Zunächst kritisierte sie, dass die vor Jahren installierte Wasserspielanlage auf dem Gaalgebier bislang nie in Betrieb genommen wurde. Ursprünglich sei dies auf fehlende Bauteile nach der Insolvenz der Lieferfirma zurückzuführen gewesen, später habe man mit Verweis auf Wasserverschwendung und hygienische Risiken auf eine Inbetriebnahme verzichtet. Cecchetti (éi Lénk) zeigte Verständnis für gesundheitliche Bedenken, äußerte jedoch Unverständnis darüber, dass eine öffentlich finanzierte Anlage ungenutzt bleibe. Sie schlug vor, die Konstruktion zumindest alternativ zu nutzen – etwa als Sandspielgerät mit fest installierten Elementen. Darüber hinaus bemängelte sie die Gestaltung des Spielplatzes insgesamt. Ihrer Beobachtung nach fehle es insbesondere für Kinder zwischen drei und fünf Jahren an passenden Spielgeräten. Für Kleinkinder und ältere Kinder gebe es ausreichende Angebote, doch in der mittleren Altersgruppe klaffe eine Lücke – unter anderem sei keine Rutschbahn vorhanden. Sie regte eine systematische Überprüfung des Spielplatzes hinsichtlich seiner Eignung für unterschiedliche Altersgruppen an. Bürgermeisterin Simone Asselborn-Bintz (LSAP) dankte für die Hinweise und kündigte an, dass sich Schöffe Mike Lorang (CSV) gemeinsam mit dem *Service technique* der Angelegenheit annehmen werde.

Anschließend griff Cecchetti (déi Lénk) erneut das Thema Schwimmförderung auf, das bereits in einer früheren Sitzung angesprochen worden war. Sie erkundigte sich nach konkreten Schritten seit der positiven Stellungnahme der Sportkommission. Bürgermeisterin Asselborn-Bintz (LSAP) bestätigte, dass die Idee nicht verworfen worden sei, jedoch sei es aus organisatorischen Gründen nicht mehr möglich gewesen, ein entsprechendes Angebot kurzfristig für 2025 umzusetzen. Unter anderem sei der Schöff·innenrat bislang nicht informiert worden und es habe keine Abstimmung mit der Leitung des Schwimmbads gegeben. Ziel sei es, die Maßnahme mit ausreichendem Vorlauf für das Jahr 2026 umzusetzen. Als mögliche Alternative werde geprüft, ob ein Zeitfenster in den Osterferien infrage komme, da die Sommermonate oft für Wartungsarbeiten genutzt würden. Cecchetti zeigte sich erfreut über diese Perspektive, wies jedoch darauf hin, dass eine frühzeitige und transparente Kommunikation gegenüber der Öffentlichkeit notwendig sei. In der Bevölkerung sei inzwischen der Eindruck entstanden, es gebe gar keine Schwimmkurse mehr. Eine klarere Information seitens der Gemeinde könne helfen, solche Missverständnisse zu vermeiden.

## DIE FLÈCHE DU SUD EBENFALLS THEMA

Sie schilderte zahlreiche Beschwerden von Bürger:innen, die sie erreicht hätten. Konkret kritisierte sie, dass der offizielle Informationsflyer der Gemeinde zwar detaillierte Pläne enthalten habe, jedoch nicht klar darauf hingewiesen worden sei, dass bestimmte Straßen vollständig gesperrt würden. Stattdessen sei allgemein von „Einschränkungen“ die Rede gewesen, während es in der Realität zu kompletten Blockaden kam – etwa rund um die Collectrice –, ohne dass dies durch Umleitungen oder Beschilderung vor Ort kenntlich gemacht worden sei. Besonders problematisch sei laut Cecchetti (déi Lénk), dass Anwohner:innen, teils mit medizinischen Terminen, ihre Häuser nicht mehr erreichen konnten. Auch auf eine fehlende Beschilderung alternativer Routen wies sie hin. Autofahrer:innen ohne Flyer seien mit Sperren konfrontiert worden, ohne Hinweise zur Weiterfahrt. Die Rätin der Linken Cecchetti forderte künftig eine deutlichere Kennzeichnung auf Hauptverkehrsachsen.

Grundsätzlich begrüßte sie die Veranstaltung und die hohe Zuschauerresonanz, sprach sich jedoch für Verbesserungen bei der Organisation aus – etwa bei der langen Präsenz der Absperrgitter vor der Veranstaltung. Cecchetti (déi Lénk) berichtete, dass diese mehr als eine Woche entlang der Bürgersteige gestanden hätten – zudem sei das Parkverbot frühzeitig hinzugekommen. Sie fragte, ob es nicht möglich sei, solche temporären Maßnahmen zeitnäher wieder abzubauen, um Einschränkungen für Anwohner:innen zu minimieren.

Mobilitätsschöffe Mike Lorang (CSV) nahm Stellung und erklärte, dass die Organisation in enger Zusammenarbeit mit Ponts et Chaussées, der Polizei und den Veranstaltern erfolgt sei. Die Beschilderung auf der Collectrice liege nicht in der Verantwortung der Gemeinde, eigene Schilder seien dort nicht zulässig. Bezüglich der Durchfahrt hinter dem Schlussfahrzeug (Voiture balai) habe die Polizei im Vorfeld auf die Möglichkeiten hingewiesen. Missverständnisse bei der Umsetzung seien jedoch nicht auszuschließen. Man habe die Vorfälle im internen Debriefing bereits angesprochen, die Hinweise von Cecchetti (déi Lénk) würden darin einfließen. Diese bestätigte, dass etwa am Kreisverkehr „Um Woeller“ über Stunden keinerlei Fahrzeugbewegung möglich gewesen sei, obwohl das Rennen dort bereits vorbei war. Sie forderte eine klarere Kommunikation darüber, wann Straßensperren aufgehoben werden.

Cecchetti (déi Lénk) fragte zudem nach dreistelligen Liniennummern auf TICE-Bussen, die ihr zuletzt im Gemeindegebiet aufgefallen seien. Lorang (CSV) erklärte, dass es sich um interne Kennziffern für Schülertransporte handle, etwa zum Lycée Belval. Diese Linien seien nicht neu, sondern würden seit längerem parallel betrieben. Cecchetti zeigte sich überrascht und sah darin ein weiteres Beispiel für die Notwendigkeit besserer öffentlicher Kommunikation.

Anschließend thematisierte sie die Situation reklassierter Mitarbeitender beim TICE. In Anlehnung an Beispiele aus Schiffingen wollte sie wissen, ob konkrete Pläne bestehen, diesen Personen alternative Aufgaben anzubieten. Lorang (CSV) erklärte, dass alle neun Mitgliedsgemeinden gemeinsam einen Brief verfasst hätten, in dem sie ihre Bereitschaft zur Prüfung solcher Fälle signalisierten. Leider habe bisher nur eine Gemeinde Rückmeldung gegeben. Viele Verwaltungen beschäftigten bereits reklassierte Personen, deren Einsatz wegen gesundheitlicher Einschränkungen nur begrenzt möglich sei. Auch der Beamtenstatus erschwere interne Umsetzungen. Bürgermeisterin Asselborn-Bintz (LSAP) ergänzte, dass die Gemeinde derzeit keine freien, passenden Stellen habe, das Personalbüro das Thema jedoch ernst nehme.

Cecchetti (déi Lénk) erkundigte sich außerdem nach dem Stand der Kordall-Studie. Bürgermeisterin Asselborn-Bintz (LSAP) erklärte, dass sich die Analyse noch in Arbeit befinde. Ein nächster Termin zur Zwischenbesprechung sei geplant, doch gebe es aktuell keine kommunizierbaren Zwischenergebnisse.

Ein weiterer Punkt betraf die Hotelschule, die laut Medienberichten vorübergehend in das GRIDX-Gebäude in Steinbrücken umziehen soll. Cecchetti (déi Lénk) fragte, ob damit der ursprüngliche Standort beim Sanemer Schloss aufgegeben werde. Asselborn-Bintz stellte klar, dass GRIDX nur eine temporäre Lösung für neun Jahre darstelle. Die Verzögerung am Schloss hänge mit archäologischen Untersuchungen durch das Forschungsinstitut INRA zusammen. Das Bildungsministerium halte jedoch an der langfristigen Unterbringung der Hotelschule im Schloss fest. Der Staat zahle Miete für das GRIDX-Gebäude und habe daher selbst Interesse an einer raschen Realisierung des endgültigen Projekts.

## KLARSTELLUNG ZUR ROLLE EINES EXTERNEN EXPERTEN IN KOMMISSION

Gegen Ende der Sitzung sprach Gemeinderätin Myriam Cecchetti (déi Lénk) einen Fall an, der in den Wochen zuvor öffentliches Aufsehen erregt hatte: In der Presse war über einen mutmaßlichen Amtsmisbrauch durch einen externen Berater der Gemeinde berichtet worden – ein langjähriger Experte im Bereich der Maison Relais, der gleichzeitig Beamter gewesen sein soll. Cecchetti (déi Lénk) erklärte, den Betroffenen aus ihrer früheren Tätigkeit als Elternvertreterin zu kennen, und zeigte sich betroffen. Sie betonte, dass der betreffende Mann über Jahre hinweg sehr engagiert und fachlich kompetent gearbeitet habe, insbesondere beim Aufbau der gemeindeeigenen Küchenstruktur. Umso mehr stelle sich für sie die Frage, wie es möglich gewesen sei, dass ein Beamter über Jahre hinweg eine bezahlte Funktion in der Gemeinde ausüben konnte, ohne dass dies aufgefallen sei. Zudem zeigte sie sich überrascht, dass der Gemeinderat offenbar nicht über die späteren polizeilichen Durchsuchungen informiert worden sei.

Bürgermeisterin Simone Asselborn-Bintz (LSAP) nahm ausführlich Stellung. Die betreffende Person sei bereits 2003 – damals noch im Dienst des Ministeriums – offiziell in eine kommunale Kommission berufen und durch den Gemeinderat bestätigt worden. Seine Rolle sei dokumentiert gewesen, die Entschädigung über die üblichen *Jetons de présence* erfolgt – analog zu anderen Kommissionsmitgliedern. Die Bürgermeisterin betonte die große fachliche Bedeutung des Experten für die Gemeinde: Er habe bei technischen Entscheidungen, der Umstellung auf biologische Produkte, Preiskalkulationen für externe Abnehmer sowie beim Thema Allergene beraten. Die geleisteten Arbeiten seien konkret, nachvollziehbar und steuerlich korrekt abgerechnet worden. Asselborn-Bintz (LSAP) räumte ein, dass man sich mit Blick auf die Vielzahl an Engagements des Betroffenen gelegentlich gefragt habe, wie er diese alle bewältige – jedoch ohne Zweifel an der Rechtmäßigkeit oder Qualität seiner Arbeit gehabt zu haben. Über die Hausdurchsuchung sei der Gemeinderat nicht informiert worden, da es sich um eine laufende Ermittlung gehandelt habe. Auch Marco Goelhausen (LSAP), ehemals zuständig für die Maison Relais, bestätigte die enge Zusammenarbeit mit dem Experten. Der Aufbau einer gemeindeeigenen Küchenstruktur sei eine strategisch anspruchsvolle Entscheidung gewesen, die den hohen Beratungsbedarf und die über die Jahre aufgelaufenen Zahlungen erkläre.

Gemeinderätin Mara Schammo (ADR) stellte anschließend die grundsätzliche Frage, ob es üblich sei, externe Experten über *Jetons* zu entschädigen, ohne dass Rechnungen gestellt würden. Bürgermeisterin Asselborn-Bintz (LSAP) bestätigte dies und erklärte, dass alle Mitglieder kommunaler

Kommissionen – auch externe Fachpersonen – pauschale Entschädigungen auf diesem Weg erhielten. Myriam Cecchetti (déi Lénk) hinterfragte in diesem Zusammenhang, warum andere externe Akteure wie Ingenieurbüros ihre Leistungen per Rechnung bilanzieren. Die Bürgermeisterin stellte klar, dass dies unterschiedliche Fälle seien: Ingenieurbüros würden konkrete, vertraglich definierte Aufträge übernehmen, während der Berater ein stimmberechtigtes Mitglied einer ständigen Kommission gewesen sei. Abschließend unterstrich Asselborn-Bintz (LSAP), dass der Schöff-innenrat im gesamten Verfahren nach bestem Wissen und Gewissen gehandelt habe.

Anschließend brachte Gemeinderätin Mara Schammo (ADR) zwei Anliegen vor. Zum einen schlug sie vor, die Arbeit des Okaju (Office national de l'enfance) und des schulischen Mediationsdienstes im Gemeindeblatt *kuerz & knapp* vorzustellen. Sie habe kürzlich an einer Veranstaltung beider Institutionen teilgenommen und festgestellt, dass viele Bürger-innen diese wichtigen sozialen Dienste kaum kennen. Bürgermeisterin Simone Asselborn-Bintz (LSAP) begrüßte den Vorschlag grundsätzlich und erklärte, dass regelmäßig verschiedene kommunale Dienste im *kuerz&knapp* vorgestellt würden. Eine gezielte Anfrage des Okaju sei bisher nicht eingegangen, der Vorschlag werde jedoch an die zuständigen Stellen weitergeleitet.

Im zweiten Punkt kritisierte Schammo (ADR) den Umgang mit postalisch eingereichten Bewerbungen. Sie berichtete von einem Fall, bei dem eine spontane Bewerbung vollständig an den Absender zurückgeschickt worden sei, mit dem Hinweis, die Unterlagen nochmals über das Online-Portal einzureichen. Sie zeigte sich irritiert darüber, dass solche Briefe nicht intern an die zuständigen Stellen weitergeleitet würden, zumal nicht jeder Bürger-innen über die technischen Mittel verfüge, Dokumente digital einzureichen. Bürgermeisterin Asselborn-Bintz (LSAP) erklärte, dass die Gemeinde mit dem Bewerbungssystem *Skeeled* arbeite, das eine einheitliche, datenschutzkonforme Online-Einreichung vorsehe. Eine manuelle Erfassung von Papierunterlagen sei im System nicht vorgesehen. Sie betonte jedoch, dass Bewerber-innen bei Bedarf vor Ort unterstützt würden – etwa beim Scannen und Hochladen der Unterlagen – und verwies zudem auf die Möglichkeiten moderner Smartphones. Schammo (ADR) entgegnete, dass eine Bewerbung per Brief weiterhin ein legitimer Weg sein sollte und die Gemeinde verpflichtet sei, solche Schreiben auch zu bearbeiten. Die LSAP-Bürgermeisterin stellte klar, dass das Schreiben entgegenommen und mit einer begründeten Rückmeldung versehen worden sei. Der Rückversand sei notwendig gewesen, da eine Weiterverarbeitung außerhalb des Systems nicht möglich sei. Beschwerden dazu habe es bislang nicht gegeben.

Zum Abschluss meldete sich noch Gemeinderätin Patricia Speck-Braun (DP) zur vorangegangenen Debatte um die Flèche du Sud. Sie berichtete, dass sie am Veranstaltungstag ohne Probleme aus Ehleringen auf die Collectrice fahren konnte. Bürgermeisterin Asselborn-Bintz (LSAP) dankte für die Rückmeldung und versicherte erneut, dass alle Hinweise aus der Bevölkerung ernst genommen würden, um künftige Abläufe zu verbessern.

## VERBESSERUNGSBEDARF

Gemeinderatsmitglied Serge Faber (déi gréng) übte zunächst deutliche Kritik am Zustand des internen Gemeinderats-servers. Mehrere Ordner und Dokumente seien veraltet oder unvollständig, was die Arbeit – insbesondere für Mitglieder der Opposition und Kommissionen – erheblich erschwere. Er verwies auf das gültige Règlement d'ordre intérieur, dem zufolge Kommissionsprotokolle binnen fünf Tagen an die Mitglieder zu übermitteln und auf dem Server bereitzustellen seien. In der Praxis funktioniere dies zwar meist, jedoch bestehe bei zwei bis drei Kommissionen weiterhin Nachholbedarf – insbesondere in puncto Sichtbarkeit auf dem Server. Besonders kritisch bewertete er die Situation in den Schulkommissionen: Seit Beginn der Legislaturperiode sei kein einziges Sitzungsprotokoll online zugänglich gemacht worden. Auch bei den Sitzungsprotokollen des Gemeinderats bestehe Defizit – das aktuellste einsehbar Protokoll stamme vom Februar, obwohl bereits Juni sei. Dabei würden die Protokolle in der Regel noch am Tag der Sitzung an den Gemeinderat übermittelt und könnten daher ohne großen Mehraufwand auf dem Server veröffentlicht werden. Faber lobte zwar die Qualität der Berichterstattung durch den Service Service des Relations publiques et de la Culture, kritisierte jedoch, dass die Artikel im Gemeindeblatt *kuerz&knapp*, teilweise mit bis zu sechs Monaten Verzögerung erschienen – was für politische Debatten zu spät sei. Bürgermeisterin Simone Asselborn-Bintz (LSAP) stimmte den Punkten zu, verwies auf die vierteljährliche Erscheinungsweise des Gemeindeblatts und kündigte an, die angesprochenen Themen im Verwaltungsteam aufzugreifen.

Im zweiten Teil seiner Wortmeldung thematisierte der Rat der Grünen Faber ein kürzlich eingeführtes Verkehrsreglement, das teilweise zur Verkehrsberuhigung im Viertel rund um die Rue de la Croix, Rue des Près und Rue des Rosiers umgesetzt wurde. Zwar begrüße déi gréng das Ziel des Projekts, doch in der Praxis habe es problematische Auswirkungen gegeben. So habe sich der Verkehr zunehmend auf die benachbarte Place de l'Indépendance verlagert, wo es durch die Ampelschaltung zu Rückstaus komme – besonders beim Linksabbiegen aus Richtung Esch. Faber regte an, die Ampel nur noch für Fußgänger-innen beizubehalten und für den motorisierten Verkehr zu deaktivieren, zumal während eines früheren Ausfalls der Ampel der Verkehrsfluss besser gewesen sei. Er kritisierte zudem die mangelhafte Beschilderung: Einige Hinweisschilder seien zu klein, schlecht platziert oder durch

Vegetation verdeckt – insbesondere für ortsunkundige Fahrer aus der Grenzregion. Er schlug ein deutlich sichtbares Schild mit der Aufschrift Rue sans issue an der Hauptkreuzung vor. Die Sperrung der Rue de la Croix erfolge erst auf halber Strecke, was zu riskanten Wendemanövern führe. Stattdessen solle man die Straße bereits an der Einfahrt sperren. Die Absicht der Verkehrsberuhigung werde zudem verfehlt, da frustrierte Autofahrer-innen häufig mit erhöhter Geschwindigkeit durch die Nebenstraßen führen. Auch Motorräder könnten die derzeitige Sperrung problemlos umfahren, was zusätzliche Gefahren mit sich bringe. Faber (déi gréng) appellierte eindringlich an den Schöff-innenrat, die Maßnahme gemeinsam mit den technischen Diensten und Verkehrsplaner-innen nochmals zu überarbeiten. Bürgermeisterin Asselborn-Bintz (LSAP) bestätigte, dass ähnliche Rückmeldungen bereits eingegangen seien, und übergab das Wort an Mobilitätsschöffe Mike Lorang (CSV). Lorang erklärte, dass bereits erste Maßnahmen eingeleitet worden seien. Ein externer Verkehrsplanungsdienst habe mithilfe einer Drohne den Verkehrsfluss an der betroffenen Kreuzung dokumentiert, die Auswertung sei in Arbeit. Man prüfe zudem, ob die bestehende Ampel auf eine neue Schaltlogik umgestellt werden könne. Auch auf die Kritik an der Beschilderung werde reagiert: Es sei geplant, großformatige Hinweisschilder sowohl an der unteren Einfahrt als auch an der oberen Zufahrt zu installieren.

Damit endete der öffentliche Teil der Sitzung. Im Huis clos wurden zwei Personalangelegenheiten behandelt sowie Informationen zur Organisation des Schuljahres 2025/2026 präsentiert.



Audiodatei der Gemeinderatssitzung  
[WWW.SUESSEM.LU/LB/SEANCE-YEAR/2025](http://WWW.SUESSEM.LU/LB/SEANCE-YEAR/2025)



## Procès-verbal des votes du Conseil communal de Sanem lors de la séance publique

**vendredi, 11 juillet 2025**

date de l'annonce publique: **04 juillet 2025**  
date de la convocation des conseillers: **04 juillet 2025**  
début: **08h15** fin: **10h50**

### PRÉSENTS:

Mme Asselborn-Bintz Simone, présidente,  
M. Gaston Anen, M. Bronzetti Denis, Mme Cecchetti Myriam,  
M. Dahm Yves, M. Da Silva Bruno, M. Faber Serge, M. Gierenz Steve,  
M. Goelhausen Marco, M. Haas Marc, M. Krippeler Max,  
Mme Logelin Anne, Mme Morgenthaler Nathalie, Mme Romeo Franca,  
Mme Speck-Braun Patricia  
Mme Manon Greven, secrétaire communale

**ABSENTS EXCUSÉ-S:** M. Lorang Mike, Mme Schammo Mara

**PREMIER VOTANT:** M. Gaston Anen

M. Lorang Mike délègue son droit de vote à Mme Morgenthaler Nathalie pour les points 1 à 24 à l'exception du point 21.

Le Collège des bourgmestre et échevins demande au Conseil communal de bien vouloir ajouter les points suivants à l'ordre du jour:

**24. a.** Motion déi gréng – concernant la réduction des déchets alimentaires inutiles et visant la lutte contre le gaspillage alimentaire.

» **Vote unanime**

**24. b.** Motion déi gréng – Développement et mise en œuvre d'un Plan Canicule pour les Etablissements Scolaires et les Structures d'Accueil.

» **Vote unanime**

### — ORDRE DU JOUR

1. Correspondance et informations.
2. Approbation d'un rapport (20 juin 2025)

» **Vote unanime**

### — PROJET

3. Aménagement du pavillon gastronomique source Belval.
  - a. Crédit supplémentaire: 28.500.-€ (4/430/221312/23048).
  - b. Devis supplémentaire: 88.000.-€ (article budgétaire: 4/430/221312/23048).

» **Vote unanime**

4. Mise en conformité des passages pour piétons et arrêts d'autobus - deuxième phase. Devis estimatif détaillé: 100.000,-€ (article budgétaire: 4/622/221313/25059).

» **Vote unanime**

#### — TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES

5. Approbation du contrat de mise à disposition d'un local pour l'Unité de Garde et d'Appui Opérationnel.

» **Vote unanime**

6. Actes:

a. Approbation d'un acte de vente entre l'État du Grand-Duché de Luxembourg et la Commune de Sanem concernant trois parcelles de terrain sises à Soleuvre.

b. Approbation d'un acte de cession à titre gratuit concernant une parcelle de terrain sise à Soleuvre.

c. Approbation d'un acte de cession à titre gratuit avec la société «BATI-CONSULT GmbH» concernant une parcelle de terrain sise à Belvaux.

d. Approbation d'un acte d'échange avec la société «BATI-CONSULT GmbH» concernant des parcelles de terrain sises à Belvaux.

» **Vote unanime**

7. Compromis:

a. Approbation d'un compromis de cession à titre gratuit concernant une parcelle de terrain sise à Sanem.

b. Approbation d'un compromis de cession à titre gratuit avec la société CONSTRUCTION MICHELIS SA concernant une parcelle de terrain sise à Soleuvre.

c. Approbation d'un compromis de cession à titre gratuit avec la société FAMAPLAST SA concernant deux parcelles de terrain sises à Soleuvre.

» **Vote unanime**

#### — FINANCES COMMUNALES

8. Création de taxes pour l'utilisation des véhicules par le personnel pendant les prestations de services:

Véhicule	Tarif par heure
Tracteur	100,00€
Camion	100,00€
Balayeuse	100,00€
Pelle mécanique	100,00€
Machine de marquage routier	100,00€
Camion poubelles	80,00€
Camionnette	80,00€
Voiture de service	40,00€

» **Vote unanime**

Article	Libellé	Devis	Dépense effective
4/0740/2143/104	Conduite d'eau au site belval	40.000,00€	13.525,47€
4/322/223220/99001	Service d'incendie et de sauvetage – Acquisition de machines et d'équipements spéciaux	230.369,92€	199.185,80€
4/470/221200/04001 4/1212/2001/001	Développement économique (ZAC, ZARE,...) – Aménagement d'une zone d'activités économiques à Soleuvre – Sanem (um Woeller)	2.600.733,00€	2.722.687,94€
4/520/222100/01003 4/0733/2470/004	Gestion des eaux usées – Raccordement de la station d'épuration de Belvaux au SIVEC	9.359.566,65€	7.497.873,96€
4/624/221313/09018 4/1212/2133/004	Voirie vicinale – Aménagement de la rue des Alliés à Belvaux	1.250.000,00€	1.055.719,54€
4/630/222100/09011 4/0740/2143/003	Alimentation en eau – Renouvellement de la conduite d'eau dans la rue des Alliés à Belvaux	323.000,00€	258.143,85€
4/734/222100/99001	Structure d'hébergement pour personnes âgées – Acquisition pour les besoins des pensionnaires – recettes perçues l'année précédente	204.679,76€	211.332,37€
		Total: 14.008.349,33€	11.958.468,93€

» **Vote unanime**

10. Approbation de diverses modifications budgétaires du budget ordinaire 2025.

» **Vote unanime**

11. Subsidés:

a. Subside pour l'aménagement d'un sentier historique des mineurs à Belvaux – nouveau crédit

b. Subside pour l'aménagement d'un nouveau terrain synthétique de football à Ehlerange – nouveau crédit

c. Subside pour la construction d'un complexe scolaire avec maison relais et hall sportif à Belval Sud – nouveau crédit

d. Subside pour le réaménagement des conteneurs au Matgesfeld – nouveau crédit.

» **Vote unanime**

12. Approbation de subsides aux associations locales.

» **Vote unanime**

13. Annulation d'une décision dans le cadre de la montre en or 2025.

» **Vote unanime**

#### — CIRCULATION

14. Approbation de règlements d'urgence pris par le Collège des bourgmestre et échevin-e-s

— Vu le règlement temporaire d'URGENCE de la circulation à l'occasion des travaux au réseau électrique dans la rue Aessen à Soleuvre et dans la rue de Sanem à Ehlerange, approuvé par le Collège des bourgmestre et échevins

- dans sa séance du 30 juin 2025 (U025/ 052);
- Vu le règlement temporaire d'URGENCE de la circulation à l'occasion des travaux de rac-cordement aux différents réseaux de la maison n°5 rue du Traité de Londres à Sanem, approuvé par le Collège des bourgmestre et échevins dans sa séance du 30 juin 2025 (U025/ 053);
- Vu le règlement temporaire d'URGENCE de la circulation à l'occasion des travaux de réfection à la hauteur de l'arrêt de bus « Um Bedding » dans le boulevard du Jazz à Belvaux, approuvé par le Collège des bourgmestre et échevins dans sa séance du 04 juillet 2025 (U025/ 055);
- Vu le règlement temporaire d'URGENCE de la circulation à l'occasion des travaux de mise en conformité de l'arrêt de bus « Rousebèsch » et du passage pour piétons situé au 173 rue Aessen à Soleuvre, approuvé par le Collège des bourgmestre et échevins dans sa séance du 04 juillet 2025 (U025/ 056);
- Vu le règlement temporaire d'URGENCE de la circulation à l'occasion des travaux de la mise en place d'une installation de chantier dans le boulevard des Lumières à Belvaux, le long du lot 41, approuvé par le Collège des bourgmestre et échevins dans sa séance du 07 juillet 2025 (U025/ 057).

» **Vote unanime**

— **PERSONNEL**

**15.** Création de 6 postes de salarié-e polyvalent-e, carrière A3, à raison de 50 % d'une tâche complète et à durée indéterminée, sous le champ d'application de la CCT-SUD pour les besoins des services de régie, département « nettoyage ».

» **Vote unanime**

**16.** SEA:

**a.** Création de plusieurs postes d'éducateur-riche diplômé-e à plein temps et à durée indéterminée, pour les besoins du Service d'éducation et d'accueil (SEA) sous le champ d'application de la convention collective pour les salariés du secteur d'aide et de soins et du secteur social.

**b.** Création de plusieurs postes d'aide-éducateur-riche-s diplômé-e-s à mi-temps et à durée indéterminée, pour les besoins du Service d'éducation et d'accueil (SEA) sous le champ d'application de la convention collective pour les salariés du secteur d'aide et de soins et du secteur social.

**c.** Création d'un poste d'agent-e socio-pédagogique / Éducation à plein temps et à durée indéterminée, pour les besoins du Service d'éducation et d'accueil (SEA) sous le champ d'application de la convention collective pour les salariés du secteur d'aide et de soins et du secteur social.

**d.** Création d'un poste de salarié-e polyvalent-e, carrière A3, à raison de 50 % d'une tâche complète et à durée indéterminée, sous le champ d'application de la CCT-SUD pour les besoins du Service d'éducation et d'accueil (SEA), service cuisine.

» **Vote unanime**

— **OFFICE SOCIAL**

**17.** Approbation de la situation des soldes restants par clients au 31.12.2024 de l'Office social.

» **Vote unanime**

— **DIVERS**

**18.** Meng Gemeng leeft Sport:

**a.** Charte communale de développement de l'activité physique et des sports « Meng Gemeng leeft Sport »

**b.** Convention entre le Ministère des Sports et la Commune de Sanem.

» **Vote unanime**

**19.** Approbation de la Convention relative aux activités de la Ligue des Associations sportives de l'enseignement fondamental a.s.b.l. (LASEP) pour l'année scolaire 2025/2026.

» **Vote unanime**

**20.** Modification du règlement concernant la mise à disposition de tentes et de chalets en bois de la Commune de Sanem.

» **Vote unanime**

**21.** Modification de la composition des commissions consultatives :

**a.** Commission de la mobilité:

Nom	Prénom	Statut	Fonction
<b>Est démissionné:</b>			
DICKEN	Jos	Effectif	Agent municipal et Garde-champêtre
PESCAROLO	Sven	Suppléant	Agent municipal et Garde-champêtre
<b>Est nommé:</b>			
PESCAROLO	Sven	Effectif	Agent municipal et Garde-champêtre
BARONE	Moreno	Suppléant	Agent municipal et Garde-champêtre

**b.** Commission des finances:

Nom	Prénom	Statut	Fonction
<b>Est démissionné:</b>			
SPECK-BRAUN	Patricia	Effectif	DP
LEHNEN	Max	Suppléant	DP
<b>Est nommé:</b>			
DE FELICE	Claudio	Effectif	DP
SPECK-BRAUN	Patricia	Suppléant	DP

**c.** Commission de l'égalité des chances et diversité:

Nom	Prénom	Statut	Fonction
<b>Est démissionné:</b>			
MOUSEL	Tania	Suppléant	Déi lénk
<b>Est nommé:</b>			
ARENDT	Patrizia	Suppléant	Déi lénk

## 22. Nouveaux statuts:

- a. EDS Lëtzebuerg Asbl.
- b. Entente des sociétés de Belvaux Asbl.
  - » **Prise de connaissance**
  - Classement dans une catégorie**

## 23. Présentation du bilan et du budget prévisionnel d'EPISOL.

- » **Prise de connaissance**

## 24. a. Motion déi gréng – concernant la réduction des déchets alimentaires inutiles et visant la lutte contre le gaspillage alimentaire.

### DÉI GRÉNG

Belvaux, le 7 juillet 2025

## “ LE CONSEIL COMMUNAL,

- Vu le niveau élevé de déchets alimentaires signalé par le STATEC au Luxembourg,
- Reconnaisant les efforts et actions entrepris par la Commune de Sanem en matière de sensibilisation et de lutte contre le gaspillage alimentaire,
- Reconsidérant la volonté exprimée par le Conseil Échevinal dans sa déclaration du Collège des bourgmestre et échevin.e.s de promouvoir davantage l'économie circulaire, notamment par l'installation d'un **frigo solidaire**,
- Reconsidérant la question soumise par déi gréng adressée au Collège des Bourgmestre et Échevin.e.s lors de la séance du Conseil Communal du 17 novembre 2023, portant sur la lutte contre le gaspillage alimentaire et proposant, entre autres, l'installation d'un **frigo solidaire**,
- Rappelant la réponse donnée par le Collège des Bourgmestre et Échevin.e.s, à savoir «réfléchir à la question»,
- Considérant qu'une période de réflexion de **20 mois** permettrait amplement d'effectuer une analyse détaillée et de passer en action le cas échéant,
- Tenant compte de l'initiative de l'a.s.b.l. **Foodsharing Luxembourg** ([www.foodsharing.lu](http://www.foodsharing.lu)), qui a mis en place des réfrigérateurs partagés dans plusieurs communes, dont nos communes voisines d'Esch-sur-Alzette et de Differdange,

## invite le Collège des Bourgmestre et Échevin.e.s à:

- **Mettre en place un réfrigérateur partagé** (frigo solidaire), accompagné d'une boîte pour aliments secs, dans un lieu public fréquenté - par exemple aux abords de la Maison Communale ou devant l'épicerie sociale et solidaire Eis Épicerie,
- **Collaborer avec l'a.s.b.l. Foodsharing Luxembourg**, qui dispose d'expérience confirmée dans la mise en œuvre et la gestion de tels dispositifs,
- **Développer une campagne d'information** à l'attention du public sur l'utilisation du frigo solidaire et, plus largement, sur la réduction des déchets alimentaires.

Pour déi gréng Suessem,

Serge Faber  
Conseiller communal

## » La motion a été retirée par Monsieur Serge Faber vu que le prédit projet est en cours de réalisation

- b. Motion déi gréng – Développement et mise en œuvre d'un Plan Canicule pour les Établissements Scolaires et les Structures d'Accueil

### DÉI GRÉNG

Belvaux, le 7 juillet 2025

## “ LE CONSEIL COMMUNAL,

### considérant:

- Les vagues de chaleur de plus en plus fréquentes et intenses dues au changement climatique;
- Les risques sanitaires avérés pour les enfants et le personnel scolaire et éducatif lors des épisodes caniculaires (déshydratation, épuisement, coups de chaleur);
- L'inadéquation actuelle de certains bâtiments scolaires et structures d'accueil face à des températures extrêmes (mauvaise isolation thermique, absence de zones d'ombre ou de végétation, peu de ventilation naturelle);
- La nécessité d'assurer la continuité pédagogique et la sécurité dans des conditions climatiques extrêmes;
- Le rôle de la Commune en tant que responsable de la gestion et de l'entretien des établissements scolaires et des structures d'accueil;
- Le défaut d'un Plan Canicule Scolaire National pour

les établissements scolaires et les structures d'accueil ainsi que l'absence de directives concrètes, claires, précises et homogènes de la part des Ministères compétents.

**invite le Collège des Bourgmestre et Échevin-e-s**

- à élaborer, dès l'année en cours, un **Plan Canicule Scolaire Communal**, en lien avec les directions d'écoles, les associations de parents d'élèves et les services communaux concernés (techniques, scolaire, communication, ...);
- à réaliser un **diagnostic thermique et fonctionnel** de tous les bâtiments scolaires et structures d'accueil communaux afin d'identifier:
  - les classes et espaces les plus exposés aux fortes chaleurs, voir même non fréquentables;
  - les besoins en équipements de rafraîchissement, ventilation ou adaptation; La motion a été retirée par Monsieur Serge Faber vu que le prédict projet est en cours de réalisation
- à **prioriser** les écoles identifiées comme les plus sensibles dans les actions à mener à court, moyen et long terme;
- à mettre en place des **mesures d'anticipation et de gestion en période de canicule**, telles que:
  - l'adaptation ponctuelle des horaires scolaires,
  - la mise à disposition d'espaces frais (salles équipées de ventilateurs, climatiseurs mobiles, brumisateurs et vaporisateurs d'eau),
  - l'accès permanent et surtout facile à l'eau potable fraîche (fontaines, robinetterie adaptée),
  - les aménagements permanents ou temporaires (volets solaires, stores, rideaux thermiques, ventilation d'appoint),
- la limitation des activités physiques extérieures,
- à prévoir un programme budgétaire pluriannuel de travaux visant à:
  - améliorer l'isolation thermique des bâtiments scolaires et des structures d'accueil,
  - végétaliser progressivement les cours d'école, les aires de jeux et les abords (plantation d'arbres à haute tige, création d'îlots de fraîcheur),
  - remplacer les revêtements bitumineux par des matériaux perméables et moins chauffants,
  - équiper progressivement les écoles de systèmes de ventilation naturelle ou mécanique.
- à conduire des actions de sensibilisation au risque canicule auprès:
  - des élèves (à travers des ateliers adaptés à chaque tranche d'âge),
  - des familles et parents d'élèves,
  - du personnel scolaire et éducatif (formations aux gestes de prévention et à la détection des signes de coup de chaleur).

- à présenter une évaluation annuelle du Plan Canicule au Conseil Communal qui comprendra:
  - un bilan des mesures mises en œuvre durant l'été précédent,
  - des retours d'expérience des écoles,
  - des propositions d'amélioration pour l'année suivante.

Pour déi gréng Suessem,

Serge Faber  
Conseiller communal

» **Votes positifs: 4**

Cecchetti Myriam, Da Silva Bruno, Faber Serge,  
Speck-Braun Patricia

**Votes négatifs: 12**

Anen Gaston, Asselborn-Bintz Simone Bronzetti Denis, Dahm Yves,  
Gierenz Steve, Goelhausen Marco, Haas Marc, Krippeler Max, Logelin Anne, Lorang Mike, Morgenthaler Nathalie, Romeo Franca

» **Motion refusée**

**c. Questions et divers**

— **SÉANCE À HUIS CLOS**

— **PERSONNEL**

**25.** Nomination d'un-e fonctionnaire communal-e du groupe de traitement C1, sous-groupe administratif à temps plein pour les besoins du Biergerzenter.

» **Est nommé: Monsieur Tom Sagramola**



## Gemeinderatssitzung Sanem

### Freitag, 11. Juli 2025

**BELES** – Die Gemeinderatssitzung vom 11. Juli 2025 markierte die letzte Sitzung vor der Sommerpause. Die nächste Zusammenkunft ist für den 19. September angesetzt. Im Mittelpunkt standen unter anderem die Schaffung mehrerer neuer Stellen im Bereich der außerschulischen Betreuung (SEA), der Abschluss einer neuen Charta mit dem Sportsministerium im Rahmen der Initiative „Meng Gemeng leeft Sport“, erste Planungen für die Einrichtung eines solidarischen Kühlschranks sowie strategische Überlegungen zur Vorbereitung auf Hitzewellen.

Bevor die eigentliche Tagesordnung in Angriff genommen wurde, wurde das Stimmrecht von Schöffe Mike Lorang (CSV) an Schöffin Nathalie Morgenthaler (CSV) übertragen. Mara Schammo (adr) war ebenfalls nicht anwesend. Zu Beginn der Sitzung beantragte Simone Asselborn-Bintz (LSAP) zwei zusätzliche Punkte in die Tagesordnung aufzunehmen. Dabei handelte es sich um zwei Motionen der Fraktion déi gréng: zum einen über die Schaffung eines solidarischen Kühlschranks zur Vermeidung von Lebensmittelverschwendung, zum anderen über die Ausarbeitung eines konkreten Aktionsplans für den Umgang mit Hitzewellen in den gemeindeeigenen Schul- und Betreuungsstrukturen – wie sie Luxemburg Anfang Juli erfahren hat.

Weiter ging es mit Tagesordnungspunkt 3a, der einen zusätzlichen Kredit in Höhe von 28.500 Euro im Zusammenhang mit der Gastronomie Pavillon Belval vorsieht.

Bürgermeisterin Simone Asselborn-Bintz (LSAP) erläuterte, dass die Infrastruktur des Pavillons zu Beginn des Projekts mit den grundlegenden Geräten ausgestattet worden sei. Zum damaligen Zeitpunkt sei nicht absehbar gewesen, dass durch die konkrete Inbetriebnahme unter einem neuen Betreiber zusätzliche Kosten entstehen würden.

Auf Nachfrage der Rätin Myriam Cecchetti (déi Lénk) ergänzte Adis Sabotic vom technischen Dienst, dass bestimmte Subventionen zu einem festgelegten Zeitpunkt ausliefen. Daher habe man sich bewusst dafür entschieden, die betreffenden Arbeiten jetzt vorzuziehen, um diese Fördermittel nicht zu verlieren. Insgesamt habe es sich dabei um rund 30 Prozent der Gesamtzuschüsse gehandelt.

Tagesordnungspunkt 3b betraf einen zusätzlichen Kostenvoranschlag in Höhe von 88.000 Euro für die Küchenausstattung im Pavillon Belval. Wie Bürgermeisterin Simone Asselborn-Bintz (LSAP) ausführte, hätten sowohl der CGDIS als auch die staatliche Verwaltung für öffentliche Gebäude signalisiert, dass der zuvor bewilligte Betrag nicht ausreiche, um alle sicherheits- und betriebsrelevanten Anpassungen vorzunehmen. Sie stellte zudem klar, dass sämtliche fest installierten Küchenelemente – wie etwa eine professionelle Dunstabzugshaube und Kühlische – von der Gemeinde finanziert worden seien. Mobile Geräte wie Mikrowelle, Pizzaofen, Kühlschrank und Fritteuse hingegen würden vom Betreiber selbst bereitgestellt. Im Falle eines Betreiberwechsels würden diese demnach auch wieder entfernt und müssten neu beschafft werden.

## ANPASSUNGEN IM PAVILLON BELVAL

Eine Zwischenfrage von Serge Faber (déi gréng) bezog sich auf eine mögliche Neuverhandlung des Mietpreises, vor dem Hintergrund der inzwischen gestiegenen Investitionskosten. Bürgermeisterin Simone Asselborn-Bintz (LSAP) entgegnete, dass aktuell keine Anpassung des Mietvertrags vorgesehen sei, da es sich um einen sogenannten *loyer évolutif* handle – einen gestaffelten Mietpreis, der sich jährlich erhöht. Im ersten Jahr liege der monatliche Mietpreis bei 625 Euro, im fünften Jahr werde er bei 1.625 Euro liegen, was einer jährlichen Steigerung von jeweils 250 Euro pro Monat entspreche. Im Rahmen der zweiten Phase zur Anpassung von Fußgängerüberwegen und Bushaltestellen sollte ein detaillierter Kostenvoranschlag in Höhe von 100.000 Euro genehmigt werden. Bürgermeisterin Simone Asselborn-Bintz (LSAP) erläuterte, dass sich dieser Betrag auf die Konformitätsanpassung von insgesamt vier Zebrastreifen im Gemeindegebiet beziehe. Konkret gehe es unter anderem um Standorte in Zolver (Rue Aessen) und Beles (Rue d'Oberkorn). Vorgesehen seien sowohl der Einbau einer entsprechenden Beleuchtung als auch Tiefbauarbeiten und die Anpassung der Gehwege. Letztere sollen mit sogenannten podotaktile Elementen ausgestattet werden, um die Barrierefreiheit für Menschen mit Sehbeeinträchtigung zu verbessern.

Rätin Myriam Cecchetti (déi Lénk) erkundigte sich um weiterführende Informationen zur bereits renovierten Haltestelle am Scheierhaff. Ihr sei zugetragen worden, dass dort eine potenzielle Stolperstelle vorhanden sei, was insbesondere für mobilitätseingeschränkte Personen eine erhebliche Gefahrenquelle darstelle. Sabrina Cherchi vom technischen Dienst bestätigte, dass die zuständige Fachabteilung bereits über diese Problematik informiert worden sei. Nach ihrem aktuellen Kenntnisstand würden derzeit entsprechende Maßnahmen zur besseren Kennzeichnung der betroffenen Stufe umgesetzt. Vorgesehen sei die Applikation eines kontrastreichen Farbanstrichs, um insbesondere

Personen mit Sehbeeinträchtigung eine deutlichere Wahrnehmung der Stufenkante zu ermöglichen.

Darüber wollte Myriam Cecchetti (déi Lénk) die Anzahl der Haltestellen, die Hinblick auf die Zielvorgaben bis zum Jahr 2030 noch angepasst werden müssten. In diesem Zusammenhang informierte Sabrina Cherchi, dass der technische Dienst während der Sommermonate eine umfassende Bestandsaufnahme aller Bushaltestellen sowie Fußgängerüberwege im Gemeindegebiet plane. Ziel dieser Erhebung sei es, eine fundierte Dokumentation der bestehenden Infrastruktur zu erstellen und daraus den konkreten Handlungsbedarf abzuleiten. Aktuell würden sich insgesamt um die 107 Bushaltestellen auf dem Gemeindegebiet befinden.

## POSTGEBÄUDE DIE POLIZEILICHE UGAO-GROUPE CANIN

Im Rahmen der Rubrik *Transactions immobilières* wurde über einen Antrag der UGAO-Groupe Canin der Polizei berichtet. Diese hatte sich mit dem Anliegen an die Gemeindeverwaltung gewandt, ein geeignetes Gelände für das Training der Diensthunde der *Unité de Garde et d'Appui Opérationnel* zu erhalten. Die Gemeinde erklärte sich bereit, das ehemalige Postgebäude der genannten Einheit für die Dauer von einem Jahr zur Nutzung zu überlassen. Der entsprechende Nutzungsvertrag wurde vom Gemeinderat genehmigt. Darüber hinaus stimmte der Gemeinderat mehreren Grundstücksangelegenheiten zu: Unter anderem wurde der Verkauf von drei Parzellen an den Staat für ein AITIA-Projekt (*Institut étatique d'aide à l'enfance et à la Jeunesse*) in Zolver beschlossen. Zudem erfolgten mehrere unentgeltliche Grundstücksabtretungen sowie ein Flächentausch mit einer Firma in Beles. Diese Transaktionen standen teils im Zusammenhang mit Straßen- und Infrastrukturmaßnahmen und wurden ohne Ausgleichszahlungen abgewickelt. Des Weiteren nahm der Gemeinderat Kenntnis von drei Vorverträgen (*Compromis*) über unentgeltliche Grundstücksabtretungen zugunsten der Gemeinde. Betroffen sind dabei kleinere Flächen in Sanem und Zolver sowie zwei größere Parzellen (Straßen- und Wegflächen) im Gebiet Woeller, die von Privatpersonen beziehungsweise Firmen abgetreten wurden.

Im Bereich der Gemeindefinanzen wurde eine neue Regelung zur Verrechnung der Nutzung kommunaler Fahrzeuge durch das Gemeindepersonal beschlossen. Finanzschöffin Nathalie Morgenthaler (CSV) erläuterte, dass künftig nicht nur die geleisteten Arbeitsstunden, sondern auch der Einsatz der Fahrzeuge in Rechnung gestellt werden soll – und zwar dann, wenn Arbeiten außerhalb des regulären Aufgabenbereichs der Gemeinde anfallen. Dies betrifft unter anderem Einsätze auf Baustellen oder bei mutwilligen Beschädigungen durch Dritte. Ausgenommen sind hingegen Einsätze im Zusammenhang mit Naturkatastrophen. Ziel dieser Maßnahme



ist es, die Kosten transparenter zu gestalten, insbesondere bei dringenden Eingriffen aus Sicherheitsgründen, etwa wenn Schäden für Fußgängerinnen oder den Straßenverkehr eine unmittelbare Gefahr darstellen und eine schnelle Reaktion der Gemeindedienste erforderlich sei.

Im Anschluss wurden mehrere Abrechnungen vorgestellt. Dabei handele es sich, so Nathalie Morgenthaler (CSV), teils um ältere Projekte, zu denen bisher noch keine Schlussabrechnung vorlag – fünf davon stammten sogar aus dem früheren Kontenplan. Die ursprünglich vom Gemeinderat genehmigten Kostenvoranschläge beliefen sich insgesamt auf 14.008.349,33 Euro, während die tatsächlichen Ausgaben bei 11.958.468,93 Euro lagen. Dies entspricht einer Einsparung von 2.049.880,40 Euro gegenüber den veranschlagten Beträgen. In fünf Fällen lagen die Endkosten unter den jeweiligen Schätzungen, während bei zwei Projekten die tatsächlichen Ausgaben höher ausfielen als ursprünglich angenommen. In diesem Zusammenhang äußerte die Finanzkommission den Wunsch, bei künftigen Beschlüssen detailliertere finanztechnische Informationen im Vorfeld zu erhalten. Serge Faber (déi gréng) ergänzte, dass zwar nicht alle Abrechnungen zwingend im Gemeinderat vorgelegt werden müssen, es aus Gründen der Transparenz jedoch wünschenswert sei, diese Dokumente dem Gemeinderat zur Einsicht bereitzustellen. CSV-Schöffin Morgenthaler versicherte, dass die entsprechenden Abrechnungen auf den internen Server hochgeladen werden können, auf den alle Ratsmitglieder Zugriff haben und Bürgermeisterin Simone Asselborn-Bintz (LSAP) pflichtete ihrer Vorrednerin bei, dass dies auch in Zukunft der Fall sein solle.

## ZUSÄTZLICHE SUBVENTIONSKREDITE

Schöffin Nathalie Morgenthaler (CSV) betonte, dass die Gemeinde vorübergehend eine Handyentschädigung für eine Beamtin übernehme, die zugleich auch für das Syndikat ZARE tätig sei. Der entsprechende Betrag werde in voller Höhe rückerstattet. Zudem werde ein Einnahmenposten entsprechend technisch angepasst. Im Anschluss genehmigte der Gemeinderat mehrere neue Subventionskredite: 250.000 Euro für den historischen Pfad der Bergarbeiter („Sentier historique des mineurs“ / „De Wee vum Steen“), bis zu 381.000 Euro, entsprechend 35 Prozent der Gesamtkosten, für den neuen Kunstrasenplatz in Ehleringen, 4.951.278,59 Euro für den Kannercampus Belval und nachträglich 7.704 Euro für die Containeranlage am Matgesfeld.

Rätin Myriam Cecchetti (déi Lénk) erkundigte sich nach den Maßnahmen der zuständigen Abteilung des technischen Dienstes zur Instandhaltung der Gehwege. Sie unterstrich die Bedeutung einer regelmäßigen Kontrolle aller Pfade, Wanderwege und dazugehörigen Infrastrukturen. Ihre

Wahrnehmung sei, dass stets neue Projekte realisiert würden, während bestehende Wege vernachlässigt würden. LSAP-Bürgermeisterin Simone Asselborn-Bintz widersprach dieser Einschätzung und erklärte, dass ein entsprechender Plan vorliege. Zudem bestehe die Möglichkeit, Beobachtungen und Hinweise per E-Mail an mail@suessem.lu zu melden. Die genaue Anzahl der Wege werde sie beim technischen Dienst erfragen. Zudem fragte Rätin Cecchetti nach möglichen Problemen mit Nagetieren im Matgesfeld. Bürgermeisterin Asselborn-Bintz und Umweltschöffe Steve Gierenz (LSAP) bestätigten entsprechende Vorkommnisse und erläuterten, dass zur Bekämpfung keine Gifte, sondern Wildkatzen eingesetzt würden. Darüber hinaus werde der Misthaufen, der als Rückzugsort für Ratten diene, vorbeugend regelmäßig entsorgt.

Unter Tagesordnungspunkt 12 stellte der Präsident der Finanzkommission und Ratsmitglied Denis Bronzetti (LSAP) die Beihilfen für die Vereine der Gemeinde Sanem vor. Insgesamt hätten 59 Vereine im Jahr 2024 Fördermittel in Höhe von 203.200,48 Euro erhalten – dies entspreche einer Steigerung von etwa 10.700 Euro gegenüber dem Vorjahr. Die Erhöhung resultiere unter anderem aus dem gestiegenen Index, einer größeren Mitgliederzahl beim CS Sanem sowie Rückforderungen der Harmonie Concorde Suessem. Ein Verein sei gebeten worden, noch eine gültige Kontoverbindung nachzureichen. Die Finanzkommission hatte sich am 7. Juli 2025 einstimmig positiv zu den genannten Beihilfen ausgesprochen. Im Anschluss, unter Tagesordnungspunkt 13, wurde der Widerruf einer zuvor bewilligten Spende von 750 Euro an die Fondation Cancer thematisiert. Hintergrund war, dass die betreffende Person bereits im Jahr 2006 mit einer „Gëllen Auer“ ausgezeichnet worden war und somit keinen Anspruch auf eine erneute Uhr habe.

## ANPASSUNGEN BEI SEA-POSTEN

Da Mobilitätsschöffe Mike Lorang (CSV), wie zu Beginn der Sitzung erwähnt, nicht anwesend war, übernahm Schöffe Steve Gierenz (LSAP) sämtliche Punkte der Rubrik Circulation. Er informierte den Gemeinderat über die Genehmigung mehrerer kurzfristiger Verkehrsregelungen, die im Zusammenhang mit Netzausbauarbeiten der Creos in der Rue Aessen (Zolver) sowie der Rue de Sanem (Ehleringen) stehen. Weitere Maßnahmen betrafen Hausanschlüsse in der Rue du Traité de Londres (Sanem), Reparaturarbeiten an der Bushaltestelle „Um Bedding“ (Beles) sowie die barrierefreie Umgestaltung der Haltestelle „Rousebësch“ (Zolver). Zudem wurde eine Baustelleneinrichtung am Boulevard des Lumières (Beles) mit temporärem Einbahnverkehr genehmigt.

In der Rubrik Personnel erläuterte Schöffe Steve Gierenz (LSAP) mehrere Anpassungen und Neuschaffungen von Personalstellen im Bereich SEA (Service d'éducation et d'accueil), um dem

wachsenden Bedarf gerecht zu werden und die gesetzlichen Vorgaben des Bildungsministeriums einzuhalten. Im Rahmen der Gemeinderatssitzung wurden folgende personelle Maßnahmen beschlossen: Für die Eröffnung des SEA 2000 entstehen sechs halbe Stellen im Reinigungsdienst. Zur Einhaltung der staatlich vorgegebenen Qualifikationsquoten werden mehrere Erziehungshelfer-innen durch diplomierte Erzieher-innen ersetzt, darunter erstmals eine Absolventin der Ausbildung zur sozialpädagogischen Fachkraft. Zwei befristete Verträge im SEA Zolver werden in unbefristete Stellen umgewandelt. Zudem erhalten drei langjährige Vertretungslehrer-innen feste halbe Stellen. Des Weiteren wird im SEA Beles eine halbe Stelle in der Küche neu geschaffen, um die gestiegene Arbeitsbelastung besser aufzufangen. Rätin Myriam Cecchetti (déi Lénk) erkundigte sich, ob es sich bei den einen Tag vor der aktuellen Sitzung ausgeschriebenen Stellen um die genannten Posten handele. Sollte dies der Fall sein, begrüßte sie es, wenn mit künftigen Ausschreibungen bis zur Information des Gemeinderates gewartet werde. Bürgermeisterin Simone Asselborn-Bintz (LSAP) versprach, die genauen Details der Ausschreibungen zu klären.

Jean-Pierre Schlessler, Präsident des Office social, präsentierte dem Gemeinderat den Bericht zu den offenen Restbeträgen pro Klient:in zum Stichtag 31. Dezember 2024. Diese ausstehenden Forderungen, die sich überwiegend aus rückzahlbaren Vorauszahlungen zusammensetzen würden, müssten in das Haushaltsjahr 2025 übertragen werden, da sie bislang nicht beglichen worden seien. Der Gesamtbetrag der offenen Forderungen belaufe sich auf 403.909,64 Euro. Die Aufschlüsselung gestalte sich wie folgt: 278.951,99 Euro würden auf Rückstände aus Vorjahren entfallen, 81.359,99 Euro seien rückzahlbar durch Leistungsbezieher, 24.111,63 Euro durch die nationale Krankenkasse (CNS), 7.551,08 Euro durch den Fonds National de la Solidarité (FNS), 5.151,72 € durch die Caisse pour l'avenir des enfants (CAE) und 6.783,23 Euro wiederum durch Leistungsbezieher. Der Verwaltungsrat des Office social hat diesen Bericht bereits am 11. Juni 2025 genehmigt. Für die ordnungsgemäße Verbuchung der Beträge im neuen Haushaltsjahr sei nun die formelle Genehmigung durch den Gemeinderat erforderlich, was somit beschlossen wurde.

Im Anschluss informierte Sportschöffin Nathalie Morgenthaler (CSV) über aktuelle Entwicklungen im Rahmen des nationalen Programms „Lëtzebuerg leeft Sport“. Die Gemeinde Sanem habe die Charta „Meng Gemeng leeft Sport“ des Sportministeriums unterzeichnet und verpflichtete sich damit zur aktiven Förderung von körperlicher Aktivität und Sport vor Ort. Das Ministerium begleite die Gemeinde dabei sowohl organisatorisch als auch finanziell. Die CSV-Schöffin unterstrich, dass eine zentrale Verpflichtung aus dieser Charta die Einstellung eines hauptamtlichen Sportkoordinators bzw. einer -koordinatorin innerhalb von sechs Monaten nach Unterzeichnung sei. Sie

betonte, dass die Ausschreibung für diese Vollzeitstelle bereits erfolgt sei und die Einstellung für den 1. Januar 2026 vorgesehen sei. Besonders interessant für die Gemeinde sei, dass sich das Ministerium finanziell an der neuen Stelle beteilige. Simone Asselborn-Bintz (LSAP) ergänzte, dass es bereits eine Sportskordinatorin gegeben habe, diese jedoch nicht in Vollzeit tätig gewesen sei.

## NEUE STELLE FÜR SPORTSKOORDINATION

Serge Faber (déi gréng) erkundigte sich im Weiteren, wie die Datenerhebung über sportliches Verhalten und Bedürfnisse der Bevölkerung erfolgen solle. Dabei hob er die Wichtigkeit hervor, dass inklusive Sportarten sowie alle Altersgruppen einbezogen werden müssten. Er äußerte Zweifel an der Repräsentativität, sollten bloß standardisierte Fragebögen zum Einsatz kommen, da damit kaum eine breite Beteiligung erreicht werden könne. Auch hinsichtlich der angestrebten Plattform zur Vernetzung aller sportlich aktiven Akteur:innen in der Gemeinde äußerte Faber (déi gréng) Bedenken. Die Vielzahl an Sportvereinen in Sanem stelle eine organisatorische Herausforderung dar. Schöffin Morgenthaler (CSV) entgegnete, dass das Ministerium entsprechende Formulare vorbereitet habe und auf Erfahrungswerte anderer Gemeinden zurückgegriffen werden könne. Faber zeigte sich dennoch skeptisch gegenüber der Effektivität dieser Maßnahmen.

In Bezug auf die finanzielle Beteiligung des Staates an der neuen Koordinatorenstelle bezeichnete Serge Faber (déi gréng) die Unterstützung als *cadeau empoisonné*. Er kritisierte, dass es sich um eine degressive Förderung handle – in den ersten drei Jahren werde der Posten zu 80 Prozent vom Staat mitfinanziert, danach sinke der Beitrag sukzessive auf 20 Prozent. Am Ende bleibe der Großteil der Kosten an der Gemeinde hängen. Simone Asselborn-Bintz (LSAP) bestätigte diesen Verlauf, Nathalie Morgenthaler (CSV) pflichtete teilweise bei und erklärte, dass man sich selbstverständlich gewünscht hätte, der Staat würde die 80 Prozent dauerhaft übernehmen. Dennoch seien 20 Prozent immer noch besser als keine Unterstützung.

Im Bereich Schulsport berichtete der zuständige Schöffe Steve Gierenz (LSAP) von einer neuen Vereinbarung mit der LASEP. Aufgrund personeller Engpässe konnten in der Vergangenheit nicht in allen Schulsektoren Angebote stattfinden. Durch die neue Regelung dürften nun auch Mitarbeitende des SEA offiziell LASEP-Kurse durchführen. Dies komme insbesondere jenen Kindern zugute, die nicht im SEA angemeldet seien, aber nun Zugang zu strukturierten Bewegungsangeboten erhalten – im Einklang mit dem nationalen Programm „Zesummen Aktiv“ sowie neuen Empfehlungen zur gesunden Bildschirmzeit.

## HOHE KAUTION FÜR ZELTE

Zudem informierte Bürgermeisterin Simone Asselborn-Bintz (LSAP) über die überarbeitete Regelung zum Verleih von Zelten und Holzhütten an Vereine. Seit der Bestellung und Lieferung neuer Zelte im April würden sowohl Anzahl als auch Bezeichnung im offiziellen Reglement angepasst. Neu ist, dass sich die Gemeinde ausdrücklich das Recht vorbehalte, bei ungünstigen Wetterbedingungen Zelte und Hütten eigenständig abzubauen, um Schäden zu vermeiden. Myriam Cecchetti (déi Lénk) kritisierte in diesem Zusammenhang die Höhe der Kaution, die Vereine im Vorfeld hinterlegen müssen. Sie fragte, ob es nicht möglich sei, bei entstandenen Schäden die Summe direkt von den gemeindlichen Subventionen abzuziehen, anstatt mit separaten Kautionszahlungen zu arbeiten. Dies könne vor allem für kleinere Vereine eine Erleichterung darstellen und gleichzeitig den Verwaltungsaufwand verringern.

Bürgermeisterin Asselborn-Bintz (LSAP) entgegnete, dass die Gemeinde bei mutwilliger Beschädigung eine direkte Handhabe brauche, weshalb eine Kaution unerlässlich sei. Außerdem müsse jede finanzielle Transaktion aus buchhalterischer Sicht klar über die vorgesehenen Haushaltspositionen *Recettes* und *Dépenses* laufen. Dennoch wolle sie den Vorschlag prüfen lassen. Bisher, so betonte sie, habe jedoch jeder Verein die geforderte Kaution ohne Probleme bezahlt.

Eine weitere Nachfrage bezog sich auf die Begrenzung im Reglement, wonach Vereine die gemeindeeigenen Zelte nur einmal im Jahr ausleihen dürften. Myriam Cecchetti (déi Lénk) wollte wissen, welche Gründe dieser Regelung zugrunde liegen. Bürgermeisterin Simone Asselborn-Bintz (LSAP) erklärte, dass bei jeder Ausleihe die kommunalen Abteilungen einbezogen würden, was mit einem nicht unerheblichen organisatorischen Aufwand verbunden sei. Außerdem würden die meisten Vereine ohnehin nur ein größeres Fest pro Jahr veranstalten, bei dem der Bedarf an Zelten bestehe.

## BILANZ DER EIS EPICERIE

Im Anschluss brachte Serge Faber (déi gréng) einen Änderungsvorschlag ein: Er schlug vor, im Artikel 2 des Reglements den Passus zu den *Bénéficiaires* dahingehend zu ändern, dass die „Services communaux et commissions consultatives“ gestrichen werden. Würde die Passage entsprechend bestehen bleiben, hieße dies, dass diese Einrichtungen ansonsten denselben Bedingungen unterliegen würden wie die übrigen Nutzer:innen – also ebenfalls nur einmal pro Jahr Zelte ausleihen dürften und dazu gegebenenfalls Steuern zahlen müssten. Simone Asselborn-Bintz (LSAP) zeigte sich einverstanden mit dieser Anregung und veranlasste, den

entsprechenden Satz aus dem Text zu entfernen. In der Folge konnte die Anpassung des Reglements in geänderter Form abgestimmt und angenommen werden.

Nach der Anpassung der Zusammensetzung dreier Kommissionen und der Statuten zweier Vereine stellten Aida Ferreira-Lopes und Lino Sebastiani dem Gemeinderat die Bilanz für das Jahr 2024 der Episol-SANEM SIS und der EcoSol – Sanem asbl vor. Der Betrieb erzielte im vergangenen Jahr einen Gesamtumsatz von 1.934.686,89 Euro. Dieser setze sich aus verschiedenen Einnahmequellen zusammen: Der Umsatz des Sozialladens Eis Epicerie belaufe sich auf 422.149,02 Euro, während das angeschlossene Restaurant – ohne das Boulodrome – einen Umsatz von 104.138,24 Euro generiert habe. Der Cateringbereich, der sowohl die Epicerie als auch das Boulodrome umfasst, trage 285.685,34 Euro zum Gesamtumsatz bei. Das Boulodrome selbst habe 381.514,29 Euro erwirtschaftet. Aida Ferreira-Lopes erklärte, dass sich das Unternehmen trotz eines leichten Umsatzrückgangs unter den aktuellen wirtschaftlichen Bedingungen stabil behaupten könne. Erschwerend kam hinzu, dass über das gesamte Jahr hinweg 1,8 Vollzeitstellen krankheitsbedingt ausgefallen seien. Dennoch sei es gelungen, die betriebliche Stabilität aufrechtzuerhalten, da nur für zwei Wochen externe Unterstützung zur Urlaubsvertretung notwendig gewesen sei. Die gesamten Personalkosten würden sich auf 840.703,26 Euro belaufen, während die Rückzahlungen verschiedener Posten mit 288.568,12 Euro beziffert wurden. Daraus ergab sich eine sogenannte *Marge salariale* von 552.135,14 Euro. Die Schuldentilgungen hätten sich im Jahr 2024 auf 63.290,63 Euro summiert. Darin enthalten waren fast 23.000 Euro an Altlasten aus den Jahren 2018 bis 2021, mit deren Begleichung ursprünglich nicht mehr gerechnet worden sei. Weitere Betriebsausgaben (*Autres charges d'exploitation*) beliefen sich auf 10.843,54 Euro, ergänzt durch sonstige Aufwendungen in Höhe von 907,63 Euro. Dies führe zu einem Gesamtergebnis von 1.498.334,29 Euro.

Die Gemeinde leiste eine wichtige Unterstützung durch die Übernahme der Gehälter der Geschäftsführung. Zudem erhielt die Organisation vom Office national d'inclusion sociale (ONIS) einen Zuschuss in Höhe von 65.845,02 Euro im Rahmen einer Konvention. Zusätzliche Einnahmen in Höhe von 16.420,49 Euro seien durch Transportkosten (*Frais de livraison*) generiert. Trotz dieser Unterstützungsleistungen schloss das Jahr mit einem negativen Nettoergebnis (*Résultat net*) von –93.541,43 Euro ab. Das Bruttoergebnis (*Résultat brut*) lag bei –30.250,80 Euro. Aida Ferreira-Lopes hob jedoch hervor, dass sich die allgemeine Situation des Unternehmens als stabil bezeichnen lasse – insbesondere unter Berücksichtigung der personellen und finanziellen Herausforderungen.

## SOLIDARISCHER KÜHLSCHRANK KOMMT

Der Gemeinderat befasste sich mit einer von Serge Faber (déi gréng) eingereichten Motion zur Reduzierung von Lebensmittelverschwendung. Dabei wurde auf den hohen Anteil an Lebensmittelabfällen in Luxemburg hingewiesen. Gleichzeitig wurde anerkannt, dass die Gemeinde Sanem bereits verschiedene Maßnahmen zur Sensibilisierung und Bekämpfung dieses Problems eingeleitet hat. Im Bericht des Gemeindegremiums war auch die Prüfung der Einrichtung eines solidarischen Kühlschranks (*Frigo solidaire*) vorgesehen. Die Grünen erinnerten daran, diese Initiative bereits im Jahr 2023 angeregt zu haben, und erkundigten sich nach dem aktuellen Stand sowie einer möglichen Kooperation mit Foodsharing Luxembourg, die in benachbarten Gemeinden bereits ähnliche Projekte betreibt. Bürgermeisterin Simone Asselborn-Bintz (LSAP) informierte, dass sich das Vorhaben bereits in der Umsetzung befinde: Seit dem 4. Juli bestehe eine Zusammenarbeit mit dem Service écologique (SE) sowie der lokalen ASBL Pic-Food, um einen solidarischen Kühlschrank bei der Give-Box vor dem alten Post-Gebäude zu installieren. Die Verzögerung habe sich daraus ergeben, dass zunächst alle Details sorgfältig geklärt und Freiwillige für den Betrieb gefunden werden müssten.

Zum Schuljahresbeginn solle der Kühlschrank gemeinsam mit zusätzlichen Regalen und einer Backwarenkiste voll einsatzbereit sein. In Anbetracht dieses Fortschritts wurde vorgeschlagen, die Motion nicht mehr zur Abstimmung zu bringen. Serge Faber (déi gréng) erklärte sich damit einverstanden und zog die Motion offiziell zurück. Gleichzeitig betonte er, dass das Projekt nach den Sommerferien öffentlich sichtbar starten solle – wie zuvor von der Bürgermeisterin angekündigt. Abschließend verwies er auf die Möglichkeit, für das Projekt einen Zuschuss von der *Œuvre Grand-Duchesse Charlotte* zu beantragen, sofern es über das Office social abgewickelt werde. Bürgermeisterin Asselborn-Bintz (LSAP) bedankte sich für den Hinweis und sicherte zu, diese Option zu prüfen.

Der Gemeinderat erörterte die dringende Notwendigkeit der Entwicklung eines kommunalen Hitzeschutzplans für Schulen und Betreuungseinrichtungen, um den zunehmenden Herausforderungen durch Hitzewellen infolge des Klimawandels wirkungsvoll zu begegnen. Die von déi gréng eingereichte Motion forderte ein ganzheitliches Maßnahmenpaket, das thermische Analysen der Schulgebäude, die Priorisierung besonders gefährdeter Einrichtungen, Anpassungen der Schulzeiten sowie die Bereitstellung von kühlen Aufenthaltsräumen und ausreichend Trinkwasser umfasst. Darüber hinaus wurden langfristige Investitionen in verbesserte Dämmung, Begrünung und Belüftung als zentrale Bestandteile des Schutzkonzepts hervorgehoben.

## RESILIENZPLÄNE IN ARBEIT

Fernand Heischbourg vom technischen Dienst sei bereits im Mai dieses Jahres von Bürgermeisterin Simone Asselborn-Bintz beauftragt, Überlegungen zu einem umfassenden Resilienzplan zu erarbeiten. Dieser solle nicht nur die Auswirkungen extremer Hitze abdecken, sondern auch weitere Risiken wie Unterbrechungen der Strom- oder Wasserversorgung berücksichtigen. Am 25. Juni fand ein erstes Treffen zwischen Fernand Heischbourg und der Bürgermeisterin statt, bei dem die grundsätzliche Vorgehensweise besprochen wurde. Fernand Heischbourg wurde mit der Leitung des Projekts betraut. Dabei handele es sich um einen komplexen Prozess, der die Zusammenarbeit zahlreicher kommunaler Dienststellen erfordere. Bereits bestehende Resilienz-Pläne, etwa für hohe Temperaturen im Bereich der Seniorinnenbetreuung, sowie Pläne zur kurzfristigen Umsiedlung von Familien werden in die Entwicklung einbezogen. Zusätzlich werde gegenwärtig ein Konzept zur Bewältigung von Starkregenereignissen ausgearbeitet.

Auf Anweisung der Bürgermeisterin prüfe der technische Dienst außerdem kurzfristige provisorische Maßnahmen an Schulen, wie die Nutzung kühlerer Räume bei Hitze, und führt derzeit eine thermische Bestandsaufnahme der Schulgebäude durch. Die nächsten Arbeitsschritte würden die Zentralisierung aller bestehenden Resilienz-Pläne, die Einrichtung einer technischen Taskforce, die kontinuierlich an der Weiterentwicklung der Konzepte arbeitet, sowie eine Übersicht über nationale Resilienzmaßnahmen zur klaren Abgrenzung der Zuständigkeiten umfassen. Zudem solle die Bevölkerung informiert und sensibilisiert werden, um die soziale Resilienz zu stärken und allen Bürgerinnen die Möglichkeit zu bieten, sich selbst sowie ihre Wohnumgebung besser auf klimatische Risiken vorzubereiten.

Die Ratsmitglieder Myriam Cecchetti (déi Lénk) und Serge Faber (déi gréng) unterstrichen die Dringlichkeit konkreter Maßnahmen, insbesondere zur besseren Lüftung und Verschattung der Schulgebäude, sowie die Notwendigkeit verbindlicher und klarer Vorgaben. Letzterer richtete seine Frage, wie denn die Anwesenden, die selbst in der Bildung aktiv seien, zu diesem Thema stehen würden, nachdem Steve Gierenz (LSAP), selbst im Bildungsbereich, von hohen Temperaturen, aber auch Ausweichmöglichkeiten berichtet hatte. Max Kripler (LSAP) wies darauf hin, dass viele der vorgeschlagenen Maßnahmen in den Zuständigkeitsbereich des Bildungsministeriums fallen und eine sofortige Umsetzung daher nur eingeschränkt möglich sei. Die Motion wurde schließlich mit vier Stimmen dafür und zwölf dagegen abgelehnt, jedoch mit dem ausdrücklichen Hinweis, die darin enthaltenen Forderungen in die laufenden Arbeiten des Schöffinnenrats und des zuständigen Dienstes zu integrieren.

Zum Abschluss erkundigte sich Rätin Myriam Cecchetti (déi Lénk) im Rahmen der Rubrik *Questions et divers*, ob Informationen zu Baggerarbeiten in A Gadder in Beles vorliegen. Schöffe Steve Gierenz (LSAP) erklärte, dass bis zum Stand vom 28. Juni noch kein Bagger vor Ort gewesen sei. Ziel sei es, die Fläche in ihrem ursprünglichen Zustand wiederherzustellen, um insbesondere rechtsseitig hinter der Absperrung eine optisch ansprechende Fläche zu schaffen. Dies sollw dazu dienen, Zeremonien in A Gadder in einem würdigen Rahmen abhalten zu können.

Weiterhin sprach Rätin Myriam Cecchetti (déi Lénk) den Wasserspielplatz am Gaalgebierg an, der entfernt werden solle, um Platz für eine altersgerechte Spielzone für Kinder bis zwei Jahre zu schaffen. Diesbezüglich kam sie auf ihre Bemerkung von der Sitzung davor zu sprechen, wo sie nicht einen Spillplatz für Kinder bis 2 Jahre, sondern einen für Kinder zwischen 2 bis 4 Jahre befürwortet habe. Es wurde darauf hingewiesen, dass der Wasserspielplatz mit hohen Kosten verbunden gewesen sei, weshalb die Frage aufkam, ob es sinnvoll sei, diesen abzureißen und erneut Geld zu investieren. Eine alternative Lösung könne sein, den Wasserspielplatz in einem geschlossenen Wasserkreislauf zu verwandeln oder nur saisonal zu betreiben, ähnlich wie es in anderen Gemeinden wie Esch oder Bitburg praktiziert werde. Wichtig sei, nach außen ein deutliches Signal zu senden, anstatt den Spielplatz komplett zu entfernen. Bürgermeisterin Simone Asselborn-Bintz (LSAP) versicherte, dass gemeinsam mit den zuständigen Diensten an möglichen Lösungen gearbeitet werde.

## INFORMATIONEN BEZÜGLICH DES TICE

Rätin Myriam Cecchetti (déi Lénk) erkundigte sich nach einer kürzlich veröffentlichten Pressemitteilung der Fédération Générale de la Fonction Communale (FGFC), in der auf diverse Mängel hingewiesen wurde, und bat um weitere Informationen. Da Schöffe Mike Lorang (CSV), der zuständige Ansprechpartner, an diesem Tag nicht anwesend war, wurde zugesichert, das Thema mit ihm zu klären und zu prüfen, ob und welche Informationen die Gemeinde kommunizieren darf. Da die Gemeinde im Syndikat vertreten ist, bestehe ein berechtigtes Interesse an Einblicken, so Cecchetti (déi Lénk).

Im Verlauf der Gespräche kritisierte Serge Faber (déi gréng) die gefährlichen Zustände auf den Holzübergängen in Belval, insbesondere rutschige Platten und durchgebrochene Dielen. Bürgermeisterin Simone Asselborn-Bintz (LSAP) erläuterte, dass die Passerelle durch Agora ersetzt werden müsse. Über die Finanzierung werde noch diskutiert, da diese nicht ausschließlich in der Verantwortung der Gemeinde liege. Die Gemeinde werde erst nach Übernahme der Arbeiten sicherstellen, dass die Sicherheit gewährleistet ist. Außerdem

fragte Serge Faber nach dem Abriss des Pastorenhaus in Ehleringen. Simone Asselborn-Bintz erklärte, dass zunächst noch eine Stützmauer des Nachbarn stabilisiert werden müsse, bevor mit dem Abriss begonnen werden könne. Die Kosten hierfür trage der Nachbar.

Der Grünen-Rat bat anschließend um Auskunft, ob der defekte Wasserspielplatz auf dem Place de l'Indépendance in Zolver repariert werden könne. Bürgermeisterin Simone Asselborn-Bintz (LSAP) antwortete, dass die Anlage sich in einem schlechten Zustand befinde und eine Reparatur sehr kostenintensiv wäre. Nach sorgfältiger Analyse habe man entschieden, die Reparatur derzeit nicht durchzuführen. Im weiteren Verlauf der Diskussion wurde das Thema der kostenlosen Parkplätze vor den Geschäften in der Gemeinde angesprochen. Serge Faber (déi gréng) wies auf Missbrauch beim kostenlosen Parken hin: Personen zögen zunächst ein Ticket am Automaten und zusätzlich ein weiteres kostenloses Ticket über die App, was zu ungerechtfertigtem Parken führe. Simone Asselborn-Bintz versprach, die Situation zu prüfen und Möglichkeiten zur Betrugsvermeidung zu evaluieren.

## WEITERES SCHILD VERUNSTALTET

Zudem erinnerte Serge Faber (déi gréng) daran, dass das Gesetz eine jährliche Sitzung des *Comité de prévention* vorschreibe. Es wäre wünschenswert, diese nach der Sommerpause wieder einzuberufen, spätestens bis Ende Dezember, da das Komitee laut Vorgabe zum Jahresende ohnehin zusammenkommen müsse. Bürgermeisterin Asselborn-Bintz (LSAP) bestätigte, dass die Sitzung für den Herbst geplant und organisiert werde.

Zum Abschluss der Gemeinderatssitzung berichtete die Bürgermeisterin, dass ein zweites Schild der LGBTQ-Initiative der Gemeinde Sanem beschädigt worden sei. Sie betonte, dass solche Vandalismusakte – egal ob an Schildern, Kunstwerken oder Bäumen – weder toleriert noch akzeptiert werden und strikt zu verurteilen seien. Die Sitzung endete wie gewohnt mit einer nicht öffentlichen Beratung (*Huis clos*). Auf dem letzten Tagesordnungspunkt stand die Nominierung eines-einer neuen Gemeindebeamt-in in Vollzeit zur Verstärkung des Biergerzenter-Teams.



Audiodatei der Gemeinderatssitzung

[WWW.SUESSEM.LU/LB/SEANCE-YEAR/2025](http://WWW.SUESSEM.LU/LB/SEANCE-YEAR/2025)

# Winter Feeling<sup>.LU</sup>

SCHLASS SUESSEM  
WANTERFEELING.LU

14.–16.11.

♥ SUESSEM,  
JE T'AIME.

